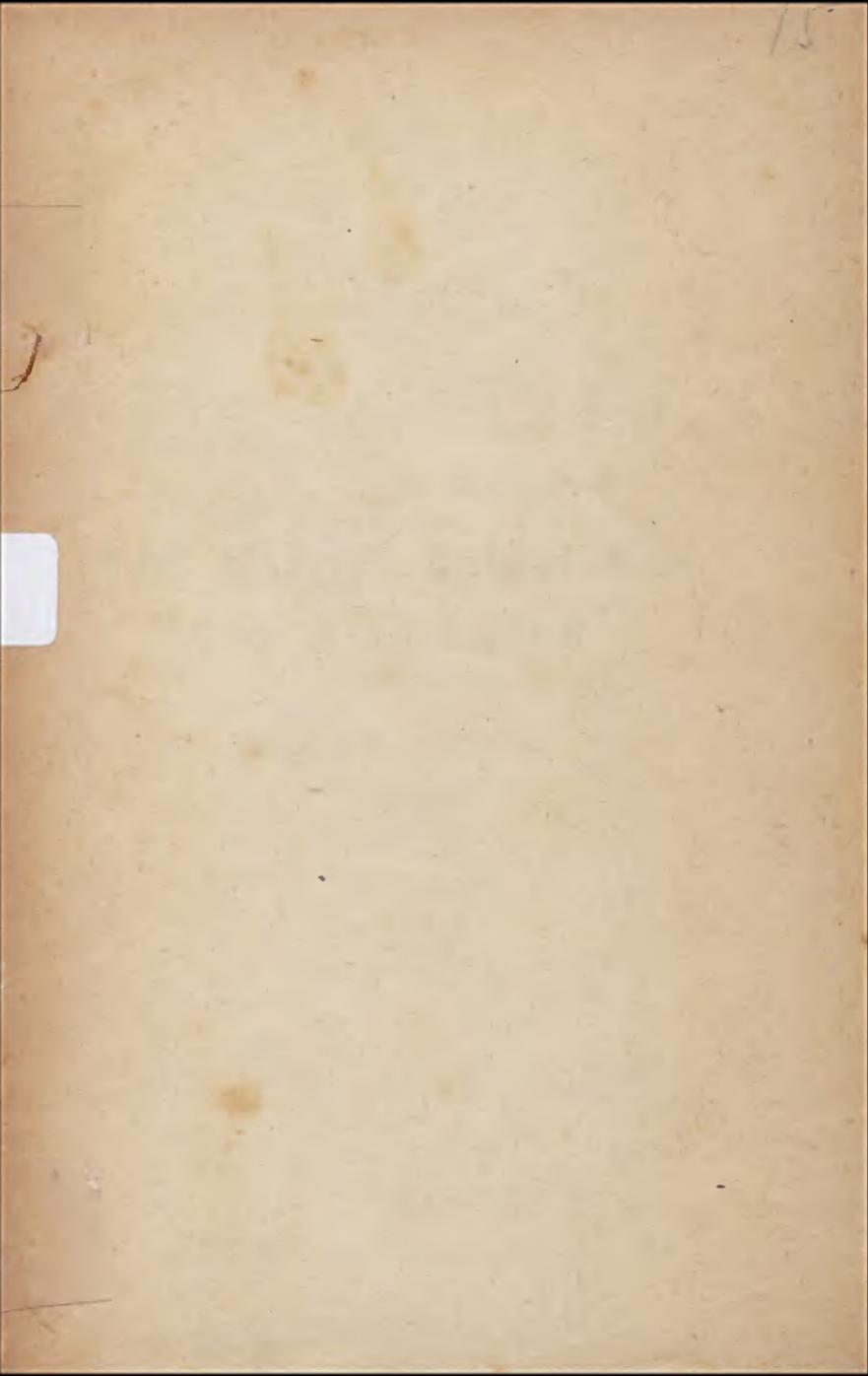
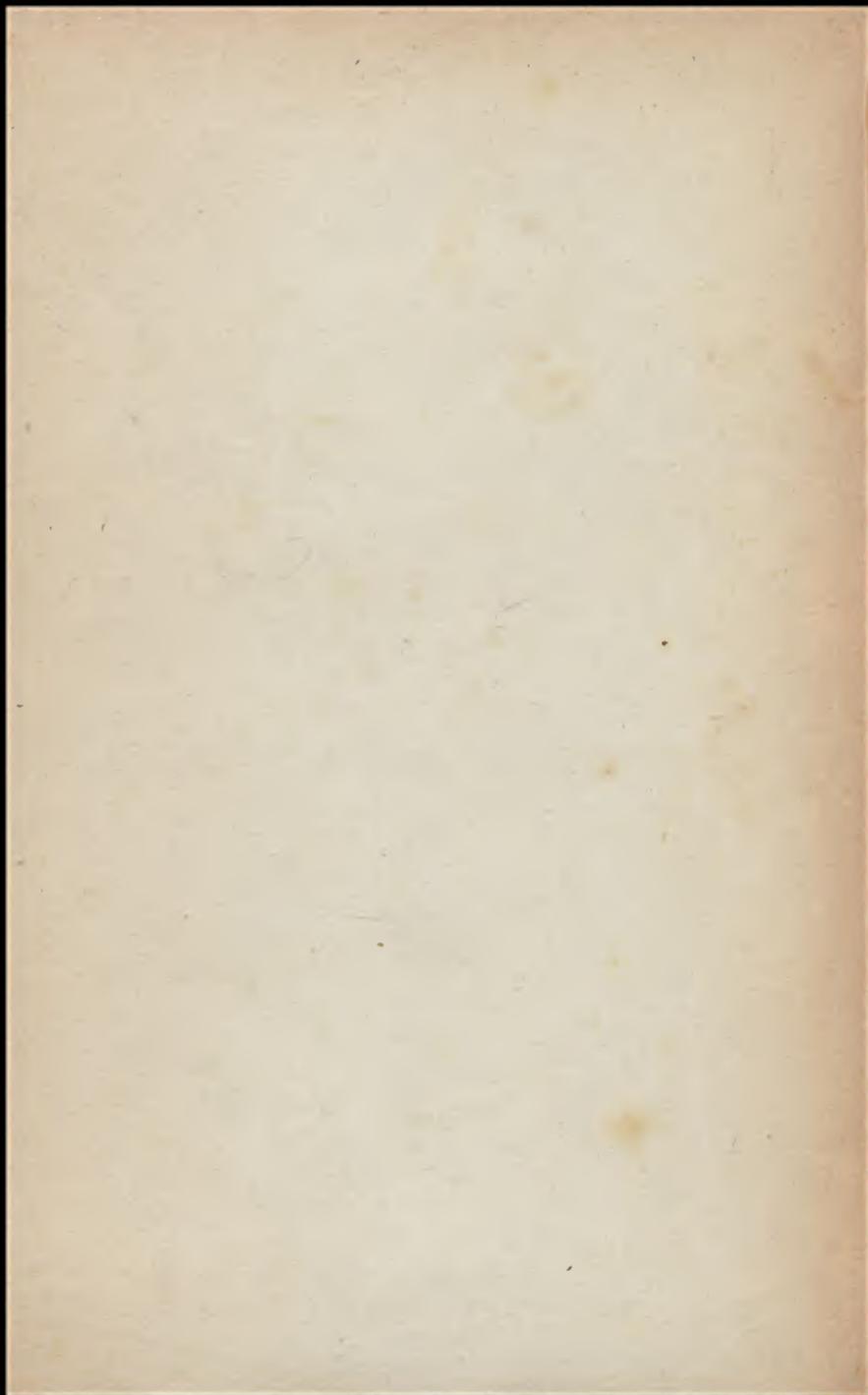


15





LES PARTIS POLITIQUES  
EN ALLEMAGNE



DU MÊME AUTEUR

---

*Fr. Th. Vischer.* Paris, Félix Alcan, 1922.



LE NOUVEAU MONDE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
ENQUÊTES DU MUSÉE SOCIAL

---

O. HESNARD

---

# LES PARTIS POLITIQUES EN ALLEMAGNE

AVANT-PROPOS DE M. HENRI LICHTENBERGER



PARIS  
LES ÉDITIONS G. CRÈS ET C<sup>ie</sup>  
21, RUE HAUTEFEUILLE

—  
MCMXXIII



IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE  
DIX EXEMPLAIRES SUR VERGÉ PUR  
FIL LAFUMA, DONT CINQ HORS  
COMMERCE, NUMÉROTÉS DE 1 A 5  
:: :: ET DE 6 A 10 :: ::

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.

Copyright by *Les Éditions G. Crès et C<sup>ie</sup>, 1923.*



## AVANT-PROPOS

---

Les partis allemands représentent en apparence une force imposante ; ils sont véritablement le principe directeur de la démocratie allemande telle qu'elle a été organisée par la constitution de Weimar<sup>1</sup>. Leur réseau serré recouvre l'Allemagne entière. Ils forment des groupements organisés presque militairement et comprenant des effectifs considérables ; ils englobent d'innombrables associations, se réunissent périodiquement en congrès solennels, obéissent avec discipline à des chefs influents, disposent de journaux, de caisses de secours, de puissants moyens de propagande et de combat. Leur action sur le gouvernement est décisive. Ils gouvernent presque directement par l'entremise de ministres qui sont moins des collaborateurs choisis par un chancelier responsable que les commis des diverses fractions qui se sont associées pour assumer la direction des affaires. On peut dire qu'un parti a droit en principe, au Reichstag à un

1. On lira sur ce sujet le travail considérable de M. Vermeil, *La Constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande*, Strasbourg, 1923, que j'ai utilisé avec profit dans cet avant-propos.



nombre de députés proportionnel au chiffre de ses adhérents, dans le cabinet d'Empire à un nombre de ministres proportionnel à son effectif parlementaire, dans l'administration impériale à un nombre de postes proportionnel à son influence. Le régime parlementaire fonctionne ainsi en Allemagne d'une façon tout à fait particulière. Le pouvoir réel n'est pas exercé par une majorité consciente de sa volonté et qui s'incarne dans un chef prenant ses responsabilités vis-à-vis du parlement. Il est géré en quelque sorte par un certain nombre de firmes rivales mais associées, qui se font représenter au comité central par des délégués de leur choix, et qui veillent avec soin à maintenir la part d'influence qui revient à chacune d'elles en raison de son importance, dans la direction de l'entreprise.

Les inconvénients de ce régime sont manifestes. Le sens de la responsabilité politique est très peu développé en Allemagne. La vie politique se passe en combinaisons éphémères, en marchandages compliqués entre les bureaux des partis qui négocient dans l'ombre. Les délibérations du Reichstag ne sont guère que des séances d'apparat où tout se déroule suivant un scénario bien réglé d'avance entre les divers acteurs, où les orateurs désignés des partis au pouvoir et de l'opposition viennent faire entendre successivement des déclarations soigneusement contrastées et dont tous les termes ont été préalablement pesés et arrêtés de la façon la plus minutieuse. Les partis sont donc des machines puissantes mais dont le fonctionnement est lourd et laborieux et dont le rendement laisse souvent



fort à désirer. Leur organisation bureaucratique n'est pas faite pour favoriser l'ascension rapide des personnalités vraiment vigoureuses et aptes à exercer le pouvoir. Dans chaque parti ce sont les comités qui ont seule qualité pour désigner les candidats aux élections ; il est à peu près inévitable que dans ces conditions les individualités fortes soient éliminées au profit des médiocres et des habiles. Les hommes de valeur hésitent en Allemagne plus qu'ailleurs à affronter les risques de l'aventure parlementaire. Les contempteurs de la démocratie ont dès lors beau jeu pour soutenir que le régime parlementaire n'est plus aujourd'hui qu'un trompe-l'œil. Un Oswald Spengler peut affirmer aux applaudissements d'une grande partie de la jeunesse intellectuelle que la démocratie est le règne du « parti payé » et que l'Argent règne aujourd'hui en maître sur la vie publique : la petite oligarchie des hommes de la grande entreprise qui a su s'asservir les artisans, l'industrie, le monde des techniciens, l'armée du travail, qui a concentré entre ses mains le plus clair de l'avoir national, détient de plus en plus le pouvoir réel ; elle est en mesure de « faire » les élections et d'exercer ainsi sur le parlement une domination occulte mais absolue ; elle domine de même souverainement l'opinion publique par le Journal payé qui, martelant dans la tête du lecteur sans défense les formules dictées par ses inspirateurs occultes, fait et défait à son gré les convictions de la foule.

Même si nous nous refusons de croire que les partis allemands soient devenus simplement des



instruments dont jouent à leur gré quelques Césars économiques, il est certain que leur prestige est aujourd'hui assez compromis. Le public est las de leur intransigeance dogmatique apparente qui trop souvent cache mal un assez cynique opportunisme, las de leurs fastidieuses controverses et de leurs interminables querelles, las de ces manœuvres de coulisse et de couloirs, de toutes ces tractations occultes où les intérêts du pays sont trop souvent sacrifiés à de médiocres intérêts de coteries. Il témoigne d'une indifférence grandissante à l'égard de la vaine agitation parlementaire. Les abstentions se multiplient. De toute part on craint une « décomposition » de l'Etat allemand.

M. Hesnard a évité le plus possible de s'engager dans les vastes discussions de philosophie politique. Il nous apporte en revanche sur ces firmes encore très puissantes que sont les grands partis allemands, des renseignements pratiques et précis du plus haut intérêt : il nous renseigne sur leur personnel, leur clientèle respective, leurs programmes, leurs moyens d'action, sur les combinaisons diverses qu'ils envisagent. Son étude nous permet une évaluation précise des forces politiques qui s'entrechoquent dans l'Allemagne d'aujourd'hui et nous aide de la sorte à mieux comprendre l'évolution qui s'y dessine, les combinaisons qui s'y ébauchent.

HENRI LICHTENBERGER.

*Juin 1923.*



## INTRODUCTION

---

*En nous proposant de retracer sommairement l'évolution des partis politiques allemands, d'esquisser leurs doctrines et leur tactique, nous n'ignorons pas les dangers d'une pareille entreprise. Il est difficile de fixer et d'isoler en un point quelconque de la durée un objet d'études aussi peu stable, aussi momentané. Il devient pourtant indispensable de fournir au public insuffisamment renseigné le moyen d'apprécier les informations des journaux et des périodiques, de donner aux événements leur sens et leur portée, de suivre avec fruit les conflits d'opinions. On trouvera peut-être dans ce livre les notions propres à faciliter, en ce qui concerne l'Allemagne, les réflexions et les jugements dont nous parlons.*

*L'exposé qu'on va lire ne s'est inspiré d'aucun modèle. Les recueils allemands portant des titres analogues offrent surtout des indications théoriques dépourvues d'indications concrètes. L'érudite Histoire des partis publiée par le professeur L. Bergstrasser (Berlin, 1921) n'est guère propre à l'usage courant et s'arrête d'ailleurs à la Révolution. Les chapitres des vastes manuels consacrés à la politique intérieure de l'Allemagne ont pour auteurs des hommes de parti, et*



*tourment au plaidoyer. Pour la plus grande part, la substance de ce livre a dû être puisée à de tout autres sources : monographies signées par les publicistes les plus notables des différents groupes, brochures de propagande, comptes rendus détaillés des congrès, calendriers et annuaires édités par les organisations des partis, presse quotidienne, revues, etc... Cette matière éparse, lourde et diffuse, nous avons tenté, au risque de tomber dans un autre défaut, celui de la sécheresse, de la concentrer et de la réduire à l'essentiel.*



# LES PARTIS POLITIQUES EN ALLEMAGNE

---

## I

### LE PARTI ALLEMAND NATIONAL

*(Deutsch-nationale Volkspartei.)*

#### L'HISTOIRE DU PARTI

Le parti allemand national est l'héritier des partis conservateurs suivants : parti « conservateur de Prusse » (1848) devenu en 1876 le parti conservateur allemand ; parti des « conservateurs libres », appelé aussi, après 1870, le parti de l'Empire ou Reichspartei ; parti « chrétien social » ; parti « allemand réformiste » (antisémite).

Les conservateurs se glorifient d'une longue histoire. Ils comptent parmi leurs ancêtres intellectuels Justus Moser, l'adversaire de la « philosophie des lumières », l'Anglais Burke, les publicistes et philosophes Gentz, Adam Müller, Stahl. Ils n'ont formé un parti politique propre-



ment dit qu'après 1848, en se groupant pour liquider la révolution. La naissance du « parti conservateur de Prusse » coïncide avec l'apparition de la *Gazette de la Croix*. Son programme ne va pas au delà d'une « forte Prusse ». A l'intérieur il est hostile à tout régime constitutionnel, préconise une sorte de Chambre d'Etats (Stænde) élue par les représentants des professions, s'occupe paternellement des classes moyennes, favorise les corporations, va jusqu'à tenter la création de banques populaires (1), mais surtout défend les intérêts et les privilèges de la grande propriété, la police seigneuriale, les fidéicommissaires. Au dehors, les conservateurs prussiens ne poussent pas à une politique active. En 1866 ils sont pour l'arrangement avec l'Autriche. La création d'un premier parlement allemand (le « Norddeutscher Reichstag ») les laisse assez froids. Particularistes prussiens, ils se défient de Bismarck dont les plans militaires les inquiètent. Les plus souples pourtant s'intéressent peu à peu à la politique bismarckienne. Ces adaptés constituent bientôt le groupe conservateur libre (1866) auquel Bismarck emprunta plus d'un ministre (Hachenbach, Falke, Lucius) et qui eut successivement pour leaders le baron von Stumm (magnat de l'industrie) et le baron von Seydlitz (agrarien).

(1) H. Wagener, rédacteur en chef de la *Gazette de la Croix* et son *Volksverein* (1858).



Après 1870 Bismarck s'attaqua résolument à ce bloc conservateur prussien, fédéraliste comme le centre catholique, et inquiet de lois qui, spécialement dirigées contre l'église romaine, menaçaient en même temps les droits et libertés de l'église évangélique. Sous la présidence du frère de Bismarck se dresse au Landtag de Prusse la fraction « néo-conservatrice ». Quant aux « vieux conservateurs », ils demeurent quelques années irréductibles. La *Gazette de la Croix* attaque et injurie Bismarck, l'accuse de spéculer en Bourse. Mais le temps fait son œuvre. Les succès du chancelier, de mauvais résultats aux élections de 1873, fléchissent les courages. Les vieux conservateurs se transforment en « parti allemand conservateur » qui aux élections de 1877 passe de 21 à 40 sièges. De leur côté les conservateurs libres enlèvent 56 mandats. Peu à peu, la main patiente de Bismarck attelle les deux fractions de droite et les nationaux libéraux (98 sièges) à sa politique financière et sociale (droits protecteurs, lutte contre le socialisme). Libres de pactiser soit avec les nationaux libéraux soit avec le centre, les conservateurs peuvent à l'occasion dicter leurs conditions au chancelier. Mais tout son effort tend à garder et à raffermir l'union des deux seuls partis ayant pleinement adhéré à l'idée du Reich.

Les élections de 1881 portent un coup à cette combinaison en affaiblissant conservateurs et



nationaux libéraux (dont la gauche s'est émancipée). La puissance parlementaire passe pour un temps aux progressistes et aux libéraux de gauche. L'année 1884 apporte aux conservateurs une revanche. Ils acceptent la collaboration du centre : de concert les deux partis font adopter en 1885 de nouveaux tarifs de douane (protection des produits agricoles).

Surviennent les débats sur la loi militaire (septennat). Elle échoue. Le parlement est dissous (1886). Les deux groupes conservateurs, patriotiques partisans de la loi, concluent un cartel électoral avec les nationaux libéraux, et scellant un nouvel accord au parlement, assurent le vote de la loi voulue par Bismarck. Des extrémistes de droite, le pieux baron von Hammerstein, le prédicateur de la cour Stœcker, que mécontente cette alliance avec des modérés, des irréligieux, tentent de la dénoncer à l'absolutisme du jeune Guillaume II. Ils attaquent Bismarck, dont le monarchisme prussien ne leur paraît pas assez pur. Mais le « cartel » résiste à ces intrigues, et Stœcker est disgracié.

Au début de 1888, une nouvelle crise éclate. Le cartel ne réussit pas à faire passer la loi portant prolongation des mesures d'exception contre les socialistes. Offensive des libéraux de gauche. De nouvelles élections maintiennent la situation des conservateurs allemands (73 sièges) ; mais les nationaux libéraux sont décimés et les socialistes



persécutés remportent leur premier triomphe (35 mandats). Le cartel est battu. C'est la fin du régime bismarekien.

Caprivi, homme nouveau, est promptement haï par les conservateurs. Il est libre-échangiste, soucieux de l'opinion des classes ouvrières. Une effervescence s'empare alors des milieux conservateurs. Elle se manifeste sous une double forme : l'agitation antisémite et agrarienne. Depuis 1880, les antisémites parcourent les circonscriptions conservatrices où il est arrivé (par exemple en Hesse) que des paysans ignorants aient été les victimes de spéculateurs juifs. D'habiles démagogues peuvent tirer parti de ces sortes d'incidents. Inquiets pour leur popularité paysanne, les conservateurs convoquent à Berlin en 1892 un congrès qui, par le « programme de Tivoli », adopte les principales revendications antisémites.

D'autre part, la récolte de 1892 a amené une baisse du prix des céréales. L'agrarien Ruprecht-Ransern (Silésie) lance un appel aux agriculteurs. Au mois de février suivant, la *Ligue des Agriculteurs* (Bund der Landwirte) est créée à Berlin. Le Bund réclame une part décisive d'influence sur la législation douanière, des allègements fiscaux, la création de Chambres d'agriculture, des mesures contre la spéculation. Il proteste contre les traités de commerce avec la Russie. Le Bund apporte au parti conservateur une organisation, une emprise sur les classes rurales, une machine de guerre



contre Caprivi. A cette époque, dominé par les préoccupations agraires, le parti se montre résolument hostile à l'expansion industrielle ; il combat les projets de canalisations (réseau prussien, Mittellandkanal), toutes les innovations qui peuvent, en favorisant l'essor de l'industrie westphalo-rhénane, influencer par contre-coup les conditions du travail de l'autre côté de l'Elbe.

Sous Hohenlohe, c'est le centre qui domine la situation parlementaire. Au Landtag prussien les conservateurs, forts du chiffre de mandats que leur assure un régime électoral spécialement avantageux (le suffrage à trois classes), peuvent choisir leurs alliances. Au Reichstag, ils sont rejetés vers le centre. Ils finissent par liguer ainsi contre eux les gauches. Les élections dites « coloniales » de 1907 leur fournissent une occasion de rallier leurs troupes. La dissolution du Reichstag a été provoquée par les critiques du centre à l'administration des Colonies. Les trois groupes conservateurs (conservateurs, conservateurs-libres et antisémites) réussissent à faire entrer au parlement 112 des leurs. Avec eux et les 107 libéraux de toute nuance, Bülow, chancelier depuis 1900, reconstitue hardiment l'ancien cartel conservateur libéral. Mais la combinaison est fragile. Des promesses faites aux libéraux au sujet du régime électoral prussien, l'annonce d'un impôt direct sur les successions, effraient les droites et les rejettent d'un autre côté : une nouvelle coalition



conservateurs-centre se constitue. Bülow, constamment en bute aux attaques impétueuses de M. von Heydebrand, le « roi non couronné de Prusse », tombe sous ses coups. Toutes les gauches se retrouvent alors contre la réaction : aux élections de 1912, l'effondrement des conservateurs (34 mandats) est aussi complet que la victoire socialiste (110 mandats). C'en est fait désormais de la majorité noire et bleue. De plus en plus le centre répugnait aux doctrines économiques par trop rétrogrades des conservateurs, et d'autre part beaucoup de protestants conservateurs, les luttes religieuses une fois apaisées, ne voyaient plus rien qui les reliât au parti confessionnel des catholiques.

Avant la guerre, la droite est d'ailleurs tiraillée en plusieurs sens. On y trouve des autisémites turbulents, et passablement anti-capitalistes, des pangermanistes qui trouvent M. de Bethmann trop mou, notamment envers l'Angleterre (le Kronprinz au Reichstag applaudissait une sortie de M. von Heydebrand contre le chancelier) ; des chrétiens sociaux (Stœcker) qui depuis 1870 rêvent d'une organisation sociale professionnelle, d'un patriarcat à base chrétienne, avec des survivances historiques (corporations). N'oublions pas les 400.000 membres (1911) de la *Ligue des Agriculteurs* ; le *Zentralverband deutscher Industrieller* (Industrie lourde) qui en 1912 crée un fonds électoral pour pousser au Parlement ses fondés de



pouvoir ; la *Ligue contre la social-démocratie* (150.000 membres) ; la *Ligue maritime* (Flottenverein fondé en 1898, 1.000.000 de membres). D'autres groupes ou ligues (des Fonctionnaires, des Employés de commerce allemands nationaux, des Artisans, etc...) théoriquement neutres, mais trouvant insuffisante l'activité économique des partis, font tour à tour pression sur les conservateurs et les nationaux libéraux, exigent des candidats au parlement des déclarations en faveur de leurs intérêts. Ces éléments nouveaux tendent à envahir les partis de droite, où la noblesse perd peu à peu du terrain. La droite qui a toujours eu des tendances décentralisatrices a beaucoup de mal à dominer ces groupes d'intérêts divergents. Elle s'y efforce par la création du « *Hauptverein der Deutsch-Konservativen* ».

Au début de la guerre l'union sacrée laisse entrevoir un instant la possibilité d'une coalition des conservateurs avec les nationaux libéraux, le centre et peut-être quelques groupes progressistes. Mais les aspirations aux réformes intérieures que résume le terme de « *Neue Orientierung* » se heurtent aux résistances passionnées des conservateurs dont la position politique a pour principal état le régime électoral en Prusse. Les conservateurs orthodoxes (1) accusent Guillaume II, dans leurs conciliabules, de ne pas les

(1) Cf. Heydebrand : *Beiträge zu einer Geschichte der Konservativen Partei.*



comprendre, de vouloir borner leur rôle à celui d'une troupe vouée à la seule protection du gouvernement. Ils se réservent le droit de le désapprouver quand, par ses impulsions contradictoires, il compromet les vrais intérêts de la monarchie. En 1915, MM. von Bethmann et Loebell, ministre prussien de l'Intérieur, (un conservateur, pourtant), se sont mis d'accord sur le texte d'un mémoire auquel l'Empereur donne son approbation. Il s'agit d'une réforme anodine du droit électoral en Prusse : vote plural, avec voix supplémentaires en faveur de l'âge, du nombre des enfants, du revenu, de la culture intellectuelle, etc... Or, les conservateurs n'admettent pas cette capitulation devant l'opinion des tranchées. Il y va du régime, il y va de la monarchie prussienne. Le 9 juillet 1917 a lieu un Conseil de la Couronne. Bethmann y déclare inévitable l'institution du suffrage égal en Prusse. Guillaume II appuyé sur les conservateurs exprime ses craintes : l'agitation démocratique favorisée par l'étranger (Lloyd George) menace en réalité son trône. Il se souvient cependant qu'en 1915 il a déclaré qu'une fois rentrés dans leurs foyers les combattants ne sauraient plus être rangés en catégories électorales... Il hésite, il tempore. Les conservateurs le voudraient plus net, plus impérieux envers un chancelier démagogue qui fait sa cour aux députés prussiens en augmentant leurs indemnités, se rapproche



des syndicats (débat à la chambre des Seigneurs) et ne paraît pas croire à l'issue victorieuse de la guerre (campagnes haineuses de Reventlow).

D'ailleurs les conservateurs, encouragés par l'inertie du reste du parlement, font la politique de l'État-Major. En octobre 1916, ils mènent campagne pour la guerre sous-marine à outrance malgré les avertissements de Bethmann-Hollweg, du secrétaire d'État aux Affaires Étrangères von Jagow, et même de M. Helfferich (qui dans la suite changea d'avis). Le pis est qu'ils rallient à cette époque à leur folle propagande des nationaux-libéraux de droite et une partie du centre !

Cependant les déceptions font lentement leur œuvre. L'angoisse du lendemain, les mensonges du haut commandement rapprochent les partis moyens, jusqu'au moment où la hardiesse d'Erzberger, que des voyages en pays neutres et une information active ont éclairé sur la véritable situation, fait naître, par la résolution de paix de juillet 1917, le bloc parlementaire du centre, des progressistes et des social-démocrates. Obstinément attachés à leur rêve de victoire, à l'illusion d'une mise à merci de l'Angleterre par la guerre sous-marine à outrance, incapables de rien abandonner de leurs ambitions et de leurs privilèges, les plus remuants des conservateurs font appel aux irréductibles de tous partis et lancent la « Vaterlandspartei » (Tirpitz).



Mais rien ne peut arrêter la débâcle. La révolution disperse la réaction et balaie ses entreprises. Les représentants les plus tenaces et les plus habiles des trois groupes de droite (conservateurs, conservateurs-libres, antisémites) lancent le 23 novembre 1918, une proclamation où ils offrent leur collaboration à tout pouvoir désireux d'assurer l'ordre, et où ils reconnaissent la nécessité présente du régime parlementaire ! Il s'agit, sans trop se faire remarquer, de grouper sous une nouvelle bannière « tous les éléments nationaux qui ne suivent ni le drapeau rouge ni la démocratie capitaliste », Mais comment nommer ce « nouveau parti » ? Faut-il l'appeler monarchiste ? Les Spartakistes sont dans la rue, au parlement. Et puis comment faire l'harmonie entre les partisans obstinés des Hohenzollern et ceux des Wittelsbach ?... Garder l'étiquette conservatrice ? Il n'est possible de faire la part du feu qu'en sacrifiant, pour le moment, une partie du programme conservateur. Les signataires de ladite proclamation ne sont pas des grands seigneurs, des généraux, ce sont des agitateurs, des publicistes, des pasteurs comme Traub, Maurenbrecher (1), un agriculteur comme Schiele. Les Junkers sont pour la plupart terrés dans leurs propriétés. Un seul moyen reste de rallier les

(1) Ces deux hommes sont venus du libéralisme (école de Naumann) ; leur évolution par le socialisme vers le nationalisme intégral date de la guerre et de la révolution.



troupes contre-révolutionnaires : se réclamer de la *nation* allemande en danger. Le parti s'appellera donc *allemand-national*. Et comme la révolution est un fait indéniable, on ajoutera cette concession : le mot *Volk* accolé à celui de *Partei*.

Au Reichstag élu en 1912 les conservateurs occupaient 71 sièges, représentant environ 15 % du total des voix émises. A l'Assemblée Nationale (janvier 1919), ils réussissent, alors que l'émeute gronde encore dans la rue, à faire entrer 42 députés élus par 10 % du total des suffrages exprimés. Sur 33 agriculteurs que compte en tout l'Assemblée, la fraction allemande nationale en compte 14. Par contre, la noblesse en est presque absente. Le vieux Posadowski, le comte à la barbe de fleuve, y est pour ainsi dire isolé. Un seul industriel y voisine avec cinq représentants de syndicats (jaunes), quelques publicistes, quelques fonctionnaires d'ancien régime, comme Clemens von Delbrück, ancien ministre du Commerce et sous-secrétaire d'État à l'Intérieur.

L'opposition de la fraction allemande nationale au Parlement ne tarde pas à s'enhardir. Le 11 mars 1919, elle exige des explications sur certains gestes d'intolérance dont les églises auraient été victimes en Brunswick, en Mecklembourg, à Hambourg. Aussitôt après elle donne contre la socialisation, contre l'institution du Conseil des charbons, chargé de régler l'extraction et la répartition de la houille, contre les



nouvelles couleurs du Reich, noir, rouge, or (3 juillet), contre le programme fiscal d'Erzberger, contre le projet de constitution unitariste (31 juillet). En octobre la réunion de la commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier les possibilités de paix pendant le conflit européen permet au député allemand-national Helfferich de soulever de mémorables tumultes en injuriant le socialiste indépendant Oskar Cohn. Le 30 octobre, allemands-nationaux et populistes votent contre le budget. Ils mènent une campagne opiniâtre contre Erzberger à propos de la centralisation fiscale et des nouvelles lois sur les devoirs financiers des États envers le Reich (27 novembre). En même temps, appuyés par la Ligue des industriels allemands, par le Hansabund, par les Chambres de commerce de Berlin et de Hambourg ils repoussent, avec le groupe populiste, le projet de loi sur les conseils d'entreprises (décembre 1919).

En février 1920, les dénonciations de la presse allemande-nationale déterminent Erzberger à demander une enquête et à quitter le pouvoir pour en attendre le résultat. Encouragé par le succès de leur propagande, et par les difficultés auxquelles se heurte à l'extérieur le gouvernement Bauer, les journaux du parti font campagne pour la candidature Hindenbourg à la présidence et déposent (9 mars) une motion demandant la dissolution de l'Assemblée Nationale, et des



élections immédiates au Reichstag. L'affaire Kapp (12-18 mars), fomentée par des militaires impatientes et dominés par l'obsession du « pouvoir fort » (Ludendorff, Lüttwitz), échoue piteusement, ne décevant que ceux des allemands-nationaux qui avaient partagé leurs illusions. Les conservateurs avec Tirpitz de la Vaterlands-partei, l'adversaire haineux de Bethmann, qui l'appela un jour au Reichstag « un des pirates de l'opinion publique » ; Traugott von Jagow l'ancien président de la police berlinoise (réactionnaire fanatique qui trouvait trop libéral l'ancien régime) ; le pasteur Traub, teutomane mystique ; le Dr Schiele, agrarien rétrograde, constituèrent l'État-Major du général Lüttwitz.

Aux élections du 6 juin 1920, le parti allemand-national récolta les fruits d'une agitation qui avait su exploiter une année de déceptions et de rancunes. Il obtient 3.700.000 voix (gain d'un million) et 66 mandats, au lieu de 42, sur 466 députés. L'adversaire d'Erzberger, Helfferich, fut élu quatre fois. Le groupe commença de surveiller àprement le nouveau cabinet Fehrenbach-Simons, dont la social-démocratie est absente. De plus en plus il va falloir que le gouvernement compte avec la surenchère des allemands-nationaux. Un d'eux est nommé président du Conseil supérieur économique (von Braun). Le 28 juillet, ils votent contre les accords de Spa. En même temps ils revendiquent (31 juillet, intervention du



D<sup>r</sup> Roesicke au Reichstag contre la loi sur le désarmement de la population civile) le droit de garder des armes pour se protéger du « communisme », et protestent chaque jour dans leurs journaux contre les mesures prises par le ministre prussien de l'Intérieur, le social-démocrate Severing, à l'égard de « l'organisation » créée par le forestier Escherich. La rentrée d'octobre est marquée par de furibondes interventions du député allemand-national Westarp : il somme le chancelier Fehrenbach, le ministre Sinons de résister aux « exactions de l'Entente » (moteurs Diessel ; navigation aérienne ; les 810.000 vaches laitières, etc...). Les ministres tenus sévèrement à l'œil veulent se montrer énergiques à Dusseldorf, à Cologne (14-15 novembre) en des discours qui leur attirent de vertes répliques de la part de l'Entente. A une offensive socialiste (relations de l'ancien Kronprinz avec la banque hollandaise Grusser), les allemands-nationaux répondent en provoquant au Reichstag un nouveau scandale : les avantages excessifs ayant résulté pour un certain Kahn d'un contrat passé avec l'administration des Deutsche Reichswerke. Ils mettent en cause la gestion de l'ancien cabinet H. Müller. Le 25 novembre ils repoussent au Reichstag le projet de loi sur l'autonomie de la Haute-Silésie comme dangereuse pour l'intégrité de la Prusse.

Pendant toute la durée des discussions qui précédèrent et accompagnèrent la conférence de



Londres (mars 1921), les allemands-nationaux prêchent la résistance. Quand le Dr Simons revenu d'Angleterre leur rappela qu'il y avait tout de même un traité et que, « vue de Londres la situation se présentait autrement qu'ici », ils protestèrent bruyamment. Ils s'associèrent pourtant au vote approuvant l'attitude du cabinet. Mais l'ultimatum du 5 mai, survenant après de longs et confus pourparlers avec l'Amérique, fait tomber le cabinet Fehrenbach. Le 10 mai, M. Wirth prend la direction des affaires. Il appelle Rathenau aux reconstructions. Les allemands-nationaux inaugurent alors une campagne sans merci contre « le chancelier d'exécution » et « le Juif de l'A. E. G. ». L'annonce d'un nouveau programme fiscal rendu nécessaire par un déficit global de 110 milliards de marks (Reichstag 6 juillet) amène de nouveau M. Helfferich dans l'arène. Sur le point de reprendre son activité politique (la X<sup>e</sup> chambre du Tribunal n<sup>o</sup> 1 de Berlin a rendu une ordonnance de non-lieu au sujet de ses prétendues fraudes fiscales), Erzberger est assassiné le 26 août. Les mesures prises contre la presse allemande-nationale n'enrayent point son action : elle a désavoué hautement les meurtriers ; elle se prétend persécutée, et accuse un chancelier trop prompt à se mettre du côté du prolétariat. Contre Berlin elle en appelle à l'occasion à Munich, qu'elle a à peine besoin d'exciter contre le « gouvernement rouge » de la



Prusse (ordonnance du 29 août confiant au ministre de l'Intérieur du Reich le droit d'interdire les journaux publiés dans les Länder).

D'août à octobre, Rathenau prépare les accords de Wiesbaden. Dès le 4 octobre ils sont battus en brèche à la commission du Reichstag pour les Affaires Étrangères, par M. Helfferich. Communiqués le 20 octobre au Reichstag, ils sont pourtant ratifiés, mais les députés Reichert et Helfferich affirment dans leurs journaux que ces accords augmentent la dépendance de l'Allemagne à l'égard de la France, imposent au pays une charge de 133 milliards papier par an, et feront perdre à l'industrie nationale les marchés étrangers.

Plus les difficultés s'accroissent, plus le cabinet Wirth se montre incapable d'effectuer régulièrement les paiements de réparation, plus les allemands-nationaux l'accusent de faiblesse envers l'Entente, de mauvaise gestion intérieure, de gaspillage, de complaisance envers le désordre socialiste. Les interventions de Rathenau à la conférence de Cannes, le moratorium provisoire accordé pour les échéances du 15 janvier et du 15 février leur semblent les dérisoires incidents d'une politique d'inertie, vouée à la banqueroute. Le programme de réforme financière communiqué le 20 janvier à la commission des Réparations, est représenté par la presse de droite comme une humiliante soumission à des exigences qui vont faire de l'Allemagne une nouvelle Turquie.



La nomination de Rathenau aux Affaires Étrangères provoque une levée de boucliers : les allemands-nationaux rapprochent ce « scandale » des grèves de cheminots dont M. Wirth n'ose pas venir à bout par la force. Ils donnent l'assaut au cabinet par un vote de défiance (15 février). Quand le bruit d'un traité germano-russe conclu à Rapallo (16 avril 1922) parvient à Berlin, les extrémistes réprouvent cette démarche de la « Juiverie révolutionnaire internationale ». Cependant une fraction importante du parti allemand-national, approuve un « geste de défense » qui met l'Allemagne à l'abri de certaines dispositions du traité de Versailles et de l'accord de Londres permettant à la Russie de réclamer à l'Allemagne des indemnités. Certains conservateurs accusent Rathenau d'avoir fait la part trop belle aux Soviétiques et d'encourager leur propagande. (Laverrenz, Reventlow).

Quand M. Hermes, le ministre des Finances, se rend sur ces entrefaites à Paris, la droite lui reproche de reprendre pour son propre compte la politique d'exécution. La note du 9 mai à la commission des Réparations est considérée comme « humiliante ». Le 27 mai les allemands-nationaux refusent de voter à la commission du Reichstag l'accord germano-polonais qui règle la situation en Haute-Silésie. Nouveau vote de défiance en séance plénière le 31 mai. Le 26 juin Rathenau est assassiné, trois jours après avoir

\*



fait au Reichstag le procès de notre politique en Rhénanie et dans la Sarre. Ce discours patriotique n'a pas désarmé les haines. Tout le parti allemand national condamne le meurtre, sans pouvoir éluder certaines responsabilités d'ordre moral. La fin de la session parlementaire est consacrée au vote des lois d'urgence pour la défense de la république et aux questions financières et de ravitaillement (compromis fiscal, loi portant réquisition d'une partie de la récolte, 1<sup>er</sup> juillet). Les allemands-nationaux y font une opposition acharnée qui menace à plusieurs reprises d'entraîner une dissolution du Reichstag.

Aux premiers jours de septembre les négociations avec la Belgique sur la question des garanties sont suivies avec défiance et scepticisme par la presse de droite, pour qui l'accord avec la Banque d'Angleterre est l'expédient d'un créancier aux abois, tandis que l'accord de Lubersac-Stinnes, si l'on excepte les adversaires farouches de toute réparation, lui inspire soudain des commentaires corrects et même élogieux...

A la rentrée au Reichstag, la question de l'élection présidentielle posée par M. Ebert lui-même isole une fois de plus les allemands-nationaux. Seuls ils réclament une élection qui leur permettrait de se compter et surtout de se livrer par une candidature nationaliste (Hindenburg ? von Gallwitz ?) à une manifestation éclatante contre un président « de parti », un ouvrier par-



venu, inapte à représenter dignement et « fermement » l'Allemagne. L'accord des populistes avec les partis de la coalition semble aux allemands-nationaux une nouvelle défection des populistes, une trahison envers la cause nationale, au profit des socialistes. La « communauté de travail » des partis moyens, créée en septembre 1922, reste à cet égard très suspecte à la droite : elle ne saurait applaudir à la formation d'un cartel bourgeois que si elle réussissait à l'entraîner de son côté.

LA CRISE DU PARTI ALLEMAND-NATIONAL  
LE MOUVEMENT « VÖLKISCH »

Fondus, lors de la révolution en un parti unique, les différents éléments groupés autour de la doctrine allemande-nationale n'ont pas tardé, sinon à se dissocier, du moins à affirmer de nouveau, au sein du groupement général, une relative indépendance.

L'action monarchiste proprement dite resta l'affaire des monarchistes purs, tels M. von Heydebrand (qui sans faire partie du Reichstag n'en continua pas moins d'exercer une grande influence en Prusse), tels les Chevaliers de l'ordre des Johannites, les von Trotha, von Arnim-Boitzenburg, von Berg (ancien chef du ministère particulier de la maison Hohenzollern) ; tels sont encore les hommes de la Ligue des Inflexibles



(Bund der Aufrechten) : le général von Stein, le député Mumm, le professeur Ræthe-Berlin, etc...

Si ardemment attachés qu'ils soient à l'idée dynastique, ces hommes n'en gardent pas moins la relative mesure qui sied à leur aristocratie. Beaucoup moins discrets sont déjà les gens de la Ligue pangermaniste, l'*Alldeutscher Verband*, qui, fondée en 1896, mena campagne contre la constitution d'Alsace-Lorraine (1911), travailla l'opinion lors de l'affaire de Saverne en 1913, poussa pendant la guerre l'annexionnisme jusqu'aux fantaisies les plus folles, et depuis la défaite s'emploie à propager les idées de revanche. Il y a là le conseiller de justice Class, le prince Otto zu Salm-Horstmar, des publicistes, des professeurs. A leur congrès du 2 septembre 1922, le baron von Vietinghoff-Scheel s'est livré à de curieux raisonnements sur les races nordique, méditerranéenne et alpine. La guerre mondiale a été une guerre de races et c'est la « conscience de sa race » qui procurera à l'Allemagne la victoire à venir. Le professeur-baron von Freytag-Loringhoven a parlé dans un style véhément de l'Allemagne asservie, des frères à délivrer. Il a dit de la constitution de Weimar : « elle est un document de la honte de notre époque » (annuaire officiel du parti A.-N. 1920).

Que dire des associations plus ou moins secrètes travaillant sur les frontières du parti, et qui pourraient être désavouées par lui si certains



jeunes gens ayant trempé dans l'affaire Rathenau ne s'étaient trouvé appartenir à des groupements authentiquement reliés au mouvement allemand-national ? Le jeune employé de commerce qui a fourni le revolver, Ilseemann, faisait partie du *Deutschvölkischer Schutz-und Trutzbund*. Parmi les complices, à côté d'affiliés à la Ligue des soldats patriotes (1), à la Ligue nationale des officiers allemands (2), à la Ligue des soldats du front, à la Ligue allemande, à la Ligue néo-allemande, à l'Ordre des jeunes allemands, à la Ligue allemande-nationale de la jeunesse (avec ses créations : Jungsturm, Jung Bismarckbund), enfin à l'organisation C, fondée par le capitaine Ehrhardt chef de la fameuse brigade de la marine, nous trouvons un lycéen inscrit à la Ligue citée précédemment, celle des Inflexibles ! Je sais bien que la plupart des personnages officiels du parti allemand-national ignoraient tout des meurtrières conspirations de ces jeunes bandits, mais c'est un fait que ces Ligues professaient les doctrines ouvertement propagées par

(1) « Verband nationalgesinnter Soldaten ». Dissoute, cette ligue a reparu sous le titre de « Völkischer Soldatenbund » et est devenue un des éléments les plus actifs du nouveau parti dit « Parti allemand nationaliste (raciste) de la Liberté ».

(2) *Nationalverband deutscher Offiziere*, organisation beaucoup plus fougueusement nationaliste que le *Deutscher Offiziers-Bund* (30.000 officiers). Cf. l'article du général-baron von Schonauich, officier libéral, dans la revue *Das demokratische Deutschland*, » 7 juillet 1922.



le groupe « vœlkisch » du parti. Les différentes associations dont nous venons de parler sont toutes, à des degrés divers, antisémites. Mais l'antisémitisme a ses spécialistes. Il est surtout représenté au Reichstag par des députés comme Brühl, ancien instituteur devenu éditeur-imprimeur, le pasteur Munn, le publiciste Wulle, dont les articles, dans la *Deutsche Zeitung*, dans le *Deutsches Abendblatt* (disparu depuis), n'ont pas peu contribué à répandre, parmi les jeunes gens surtout, la haine fanatique du Juif. D'ailleurs cet antisémitisme est encore dépassé par celui de Richard Kunze, dit Kunze-la-trique. Celui-ci invité lors du premier congrès du parti national à modérer un peu son style, fut éccœuré d'un semblable conseil et fonda un nouveau parti qu'il appela Deutsch-sozial, et qui comptait, affirmait en 1922 son journal le *Deutsches Wochenblatt*, 50 groupes régionaux et 12 berlinois. Kunze reprochait aux allemands-nationaux de ne pas être un parti du peuple, de ne pas mériter leur nom officiel, d'être surtout « les défenseurs du porte-monnaie ». Lui, Kunze, a toujours dit qu'il était prêt à marcher s'il le fallait avec les communistes contre la ploutocratie juive. Cette extrême-droite « raciste » travaillait de concert avec les nationaux-socialistes de Bavière, dont les organes, le *Miesbaeher Anzeiger*, le *Vœlkischer Beobachter*, acquirent une triste célébrité par leurs injures ordurières à l'adresse du



chancelier Wirth, du ministre Rathenau, et de leurs partisans.

On peut dire que l'idée « raciste » fut toujours commune aux monarchistes, aux pangermanistes, à tous les groupements militaristes et antisémites. Mais elle tendait de plus en plus à réunir ceux des allemands-nationaux dont elle constituait *essentiellement* le bagage politique. Le racisme prétendit préciser le nationalisme, lui assigner comme fins concrètes : à l'intérieur la lutte par tous les moyens contre ce qui n'est pas allemand ; à l'extérieur la défense de tout ce qui peut porter le titre d'allemand. Il s'opposa, comme une doctrine radicale et pure, à l'opportunisme d'un parti « embourgeoisé ». Il y eut donc, lors des incidents qui se produisirent à la suite de l'assassinat de Rathenau, une question *völkisch*. Elle s'imposa soudain à bien des allemands-nationaux soucieux de leur réputation, et à qui le sursaut d'indignation qui secoua le Reichstag à la fin de juin 1922, révéla l'ampleur du mal. Le professeur Düringer (Bade) annonça sa retraite (1), on parla de celle du professeur Hoetzseh, estimé au parlement par la correction absolue de son attitude, de Mme M. Behm, la présidente du syndicat des ouvrières à domicile. D'autres membres du parti, même moins modérés, furent fort ennuyés : ainsi von Braun, haut

(1) Il est entré au parti populiste le 12 septembre 1922.



fonctionnaire ministériel et économiste, les agrariens Rœsieke, Schultz-Bromberg ; Hergt, le président du parti, ancien ministre, homme de bonnes manières et qui n'aime pas les histoires entre collègues ; Martin Spahn, le professeur catholique venu du centre (fils de Peter Spahn) ; même le comte Westarp, grave apôtre du conservatisme orthodoxe.

Il fallait agir contre les extrémistes. Mais pouvait-on trancher dans le vif ? Où pratiquer la section ? Depuis la fin du siècle dernier le parti conservateur comprend et commande des contingents antisémites. Ce sont des troupes de choc en période électorale. Va-t-il falloir y renoncer ? Le major Henning est vraiment compromis. On s'en débarrasse doucement (20 juillet). Mais voici que deux autres sommités du mouvement vœlkisch, Wulle déjà nommé et von Graefe, de famille libérale, mais hussard « schneidig » et mordant, s'estimant provoqués, relèvent insolennement le défi : c'est leur groupe, disent-ils, qui a assuré le succès électoral de 1920 ; c'est l'idéologie nationaliste et raciste qui a « conquis la jeunesse des grandes villes » (Deutsches Abendblatt, 26 juillet 1922). Depuis, les militants ont été réduits au silence à chaque réunion du parti. Il est temps que ce « martyre » cesse ! Les autorités du parti se concertent. Sous peine d'affaiblir leur action il leur faut souhaiter, sans s'identifier avec les éléments vœlkisch, de continuer.



avec eux la collaboration politique. On hésite. On espère que l'énervernement général se calmera. Mais les Wulle et les Graefe n'obtenant pas en faveur leur action des déclarations assez nettes, sortent de leur groupe du Reichstag en claquant les portes.

Le 14 septembre le bureau du parti allemand-national réuni à Berlin confirme l'exclusion du major Henning. Le 24, le parti bavarois vote celle du colonel von Xylander, âme des organisations militaristes d'extrême-droite. Les conservateurs bavarois sont inquiets d'une agitation désordonnée, qu'ils attribuent à des influences prussiennes, et qui par ses excès finit par être anti-patriotique. De son côté, le bureau de Berlin (21 septembre) déclare que la « communauté de travail » fondée au Reichstag par les extrémistes exclus est « inconciliable avec les intérêts vitaux du parti ». C'est au congrès à régler la question. Il se réunit à Gœrlitz le 27 octobre. Deux conceptions s'y heurtent. Le groupe Westarp, qui croit à l'ampleur et à l'avenir du mouvement antisémite, voudrait qu'on en calmât les promoteurs, mais qu'on conservât leur collaboration. Un autre groupe, celui de Hergt, ne pense pas que l'antisémitisme à lui seul suffise, même si l'on tient compte des progrès qu'il fait en période de troubles, pour constituer rien qui ressemble à un parti. « Tous les allemands-nationaux sont antisémites, nous dit un leader de ce groupe ; mais



il y a la manière. C'est une question d'opportunité, de prudence politique, et de goût. » Finalement le congrès se décide pour un compromis. MM. Wulle et Graefe restent en dehors de la fraction allemande-nationale du Reichstag, mais ils sont toujours membres du parti. Visiblement on n'a pas voulu se brouiller complètement avec eux. La majorité du congrès s'est contentée de laisser entendre qu'elle ne s'associait pas à leur agitation.

D'ailleurs d'une façon générale le congrès de Gœrlitz, tout en flétrissant l'impuissance du parlement, et des gouvernements qui y cherchent en vain une majorité solide, a évité de recommander l'opposition à tout prix. Les plus excités des orateurs ont esquissé des programmes d'action positive (Hergt, Hoetzsch). Evidemment, la constellation qui prévaut au Reichstag les y encourage. Au socialisme unifié (172 voix) pourrait s'opposer un bloc de 177 populistes, démocrates et centristes. Les 20 voix du centre bavarois dissident sont difficiles à gagner à l'alliance. Le jour où les partis moyens cesseraient de penser qu'on ne peut gouverner sans l'appui, du moins tacite, des socialistes, ils songeraient à s'appuyer à droite sur les allemands-nationaux... Le calcul a été fait, et ses conséquences franchement développées dans le *Tag* (18 juillet 1922) par le député Laverrenz.

Quant aux racistes, ils ont perdu leur journal



spécial *Deutsches Tageblatt*, mais leur propagande n'en reste pas moins active, secondée par les nationaux socialistes et les fascistes de Munich. En Bavière, une sorte de tribun a surgi, qui enrégimente tout ce que le pays contient de cerveaux surechauffés. Hitler leur fournit une doctrine vague et tumultueuse où la haine de l'étranger et du Juif, voisine avec un républicanisme dictatorial et militaire. Le nouvel évangile se répand vers le nord, s'infiltré dans les régions où fleurissent les organisations d'« auto-protection », en Haute-Silésie surtout où les groupes du lieutenant Rossbach, toujours dissous, renaissent toujours sous les formes les plus diverses. En Bade, en Thuringe, les associations de nationaux-socialistes sont interdites. En Prusse, le ministre de l'Intérieur, Severing, disperse les membres du Heimatbund Brandenburg, du Selbstschutz Charlottenburg, de la Nationalsoziale Vereinigung. Tous ces comités tendent à ressusciter sous une étiquette politique plus régulière. Aussi l'équivoque de Gœrlitz ne dure-t-elle pas. En décembre 1922, la presse annonce la formation d'un nouveau parti, distinct des allemands-nationaux. Il s'appelle *Deutschvölkische Freiheitspartei*. Ses chefs sont, outre les trois députés Graefe, Henning et Wulle : le comte Reventlow, Th. Fritsch, rédacteur à *la Gazette de la Croix*, le colonel Xylander de Munich, le romancier antisémite A. Dinter. N'accordons pas au nouveau parti plus d'import-



tance qu'il ne convient. Le racisme n'est pas au terme de ses imprévisibles évolutions. Il attire aujourd'hui l'attention parce qu'il se présente sous la forme fébrile que détermine un état économique malsain, et l'intense agitation intérieure (Occupation de la Ruhr). Interdit en Prusse (fin mars 1923) après d'équivoques intrigues auxquelles prirent part quelques officiers de la Reichswehr, pourchassé en Saxe par un gouvernement socialiste, le groupe raciste puise surtout ses forces d'action dans la caisse des industriels de droite. Survienne une participation du capital étranger aux principales sociétés avec le contrôle qu'elle suppose, et c'est la fin, par inanition, du parti « vöelkisch ».

RECRUTEMENT,  
COMPOSITION, ORGANISATION DU PARTI

I. — Le parti allemand-national possède ses fiefs électoraux les plus importants dans les régions situées à l'est de l'Elbe. C'est là qu'est le berceau du Preussenbund (1). Sur les 3.121.479 suffrages réunis par lui au lendemain de la révolution, 1.251.108 représentaient la part de ces contrées, alors que l'Allemagne moyenne et occidentale lui fournissaient 982.997, l'Allemagne

(1) Association fort combattive, dont l'Assemblée annuelle a été interdite en octobre 1922 par le président de la police berlinoise.



du nord 153.863, et l'Allemagne du Sud 733.511.

Les partis politiques proprement dits sont en somme des créations de l'Allemagne du Nord. C'est dans le nord que les cadres en ont été établis. Ces cadres, transférés à l'Allemagne du Sud, ont recouvert plus ou moins exactement des tendances préexistant à ce transfert. C'est ainsi qu'au Landtag bavarois, les allemands-nationaux portent un nom spécial : *Bayerische Mittelpartei* avec le sous-titre : *Deutschnationale Volkspartei in Bayern*. Ils n'y ont que 15 mandats à opposer aux 64 du centre bavarois (sur un chiffre total de 96 députés). Les éléments prussiens d'extrême-droite du parti allemand-national ont d'ailleurs tenté en Bavière un grand effort de propagande, utilisant et les survivances monarchistes très vivaces dans ce pays, et l'antisocialisme véhément qu'y a laissé dans les imaginations le souvenir de la République des Conseils (avril 1919). A cette propagande est due en partie la création du « bloc de l'ordre bavarois » et de la « communauté de travail des Associations patriotiques ». Ces groupes sont entrés régulièrement en action dans tous les moments de crise. Ils en ont appelé à l'ancien ministre président monarchiste von Kahr contre MM. von Lerchenfeld et son successeur von Knilling, dont ils ont jugé trop tiède l'opposition envers le cabinet « rouge » de Berlin (par exemple à propos des lois pour la protection de la république, août 1922). Ils spéculent sur le fédé-



ralisme invétéré des Bavarois et leur proposent une haute mission politique : faire de la Bavière une « cellule d'ordre », le refuge des idées conservatrices, un boulevard contre le nord révolutionnaire. Certains vont jusqu'à préconiser la séparation provisoire d'avec le Reich et le contact avec les régions méridionales limitrophes de l'Allemagne (monarchie danubienne des Wittelsbach ?). Depuis le printemps de 1922 la propagande prussienne a d'ailleurs été éclipsée par celle des nationaux socialistes de Hitler, un dictateur venu d'Autriche et fortement influencé par les fascistes italiens et hongrois. Les menées de ces extrémistes de droite ont été, malgré des conversations effectives avec le centre bavarois, plusieurs fois désavouées par lui, et même par les organes officiels du parti allemand-national lesquels s'affirment les gardiens de l'unité du Reich, tout en rendant la politique du cabinet de Berlin responsable des outrances du particularisme bavarois.

En Wurtemberg, les allemands-nationaux s'appellent *Württembergische Mittelpartei*, avec le sous-titre : *Deutschnationale Partei*. En Bade, ils s'intitulent : *Deutschnationale Partei (Landesverband Baden)*. Dans ces pays, où la grande propriété n'est pas aussi développée que dans le nord, la clientèle du parti est constituée surtout par les moyens et petits propriétaires protestants (les catholiques sont du centre), les fonctionnaires, les intellectuels restés fidèles à l'ancien régime. Dans



la trente-quatrième circonscription (Wurtemberg), sur 4 députés allemands-nationaux au Reichstag, il y a trois membres de la « Ligue wurtembergeoise des paysans et des vigneron ». Le quatrième est un fonctionnaire de l'administration communale. Le pays de Bade a envoyé au Reichstag deux députés allemands-nationaux (sur 16) ; le professeur Düringer, un des hommes les plus modérés de la « fraction », qu'il a quittée au lendemain du meurtre de Rathenau, et l'agriculteur, maire de village, Karl Fischer. En général les professeurs des lycées, qui forment une partie notable de la clientèle populiste vont, dans le sud (surtout en Bavière), au *Mittelpartei*.

II. — Sur 66 députés du groupe allemand-national au Reichstag, on compte un groupe compact d'une vingtaine d'agriculteurs et administrateurs d'intérêts agricoles. Dans le plat pays le parti s'appuie sur de puissantes organisations agricoles, surtout sur le Bund der Landwirte (Dr Roesicke, baron von Wangenheim). Souffrant d'une réputation par trop nettement réactionnaire, cette association s'est, depuis la révolution, transformée en *Reichslandbund*. Elle compte un million et demi de membres si l'on en croit l'organe officiel de la section du Brandebourg, qui ajoute : « Nous avons donc la force et nous n'avons pas besoin d'avoir peur du gouvernement. » En période de tension, quand le Reichstag



vote par exemple des lois qui répartissent les réquisitions de céréales d'après l'importance des exploitations et des récoltes (Getreideumlage), les groupes du Bund s'agitent. Au mois de juillet 1922 les organes et les dirigeants officiels de la section poméranienne ne craignaient pas de proclamer la résistance ouverte contre les « intriguants » de Berlin. Constamment les gauches ont accusé la Ligue de provoquer les masses ouvrières par une politique de famine. Le Landbund est souvent pour l'administration préfectorale un collaborateur : c'est lui qu'elle charge fréquemment d'examiner les réclamations de certains agriculteurs au sujet des quantités de céréales à fournir, pour un prix fixe, à l'État. On pense quels moyens de pression offrent au Landbund ces accointances avec l'administration provinciale. (Cf. la revue *Der Demokrat*, 19 janvier 1922.)

III. — Le groupe allemand-national du Reichstag comprend cinq syndicalistes authentiques. C'est surtout en ces hommes que survit la doctrine des chrétiens-sociaux dont nous avons vu qu'elle est une des composantes du parti. Ces cinq syndicalistes représentent, avec neuf autres collègues populistes et surtout centristes, les organisations qui constituent la Ligue *allemande* des syndicats (Deutscher Gewerkschafts-Bund, deux millions de membres). Ces organisations sont : 1<sup>o</sup> le Gesamtverband deutscher Angestell-



tengewerkschaften (ou Gedagt) ; 2<sup>o</sup> le Gesamtverband der christlichen Gewerkschaften. Ces trois forts groupements ont pour président Stegerwald (centre). Les allemands-nationaux y jouent leur rôle. Un des syndicats les plus florissants du Gedag est en effet le *Deutsch-nationaler Handlungsgehilfe Verband* (Employés de commerce), qui a son siège à Hambourg. Il est ardent, il a pour lui la jeunesse. Stegerwald sait bien qu'il faut compter avec lui. Le Verband a recueilli 12 millions de marks de cotisations en 1921. Le but avoué des syndicalistes chrétiens-nationaux est de faire échec au socialisme matérialiste et internationaliste, d'opposer à un parti « de classe » l'unité de front des « partis de la nation », c'est-à-dire des partis de droite et moyens. Tolérants, ils invitent même les démocrates (syndicats Hirsch-Duncker) à se joindre à eux. De pareilles tendances sont naturellement très suspectes aux éléments radicaux du parti allemand-national qui entraînent plutôt des ouvriers vers une organisation plus strictement protestante (les chrétiens-nationaux sont interconfessionnels) : le *National-Verband deutscher Berufs-Verbände*. Voilà le syndicat soutenu par l'extrême-droite (le pasteur Maurenbrecher dans la *Deutsche Zeitung*). Ce *National-Verband* est dirigé par le député populiste Geisler (1) qui, dans son Zen-

(1) Cf. plus loin, p. 135.



tralblatt mène campagne contre les syndicats chrétiens, et particulièrement contre le *Deutsch-nationaler Handlungsgehilfe-Verband*. Geisler invite ouvertement les patrons à aider matériellement ses « Berufs-Verbände », seules organisations patriotiques et dévouées au patronat. Mais les chrétiens considèrent comme *jaune* l'organisation de Geisler, lui refusent le titre de syndicat et lui rappellent que tout groupement syndical digne de ce nom affirme la neutralité politique et religieuse, la pleine indépendance matérielle à l'égard des partis, le respect de la constitution. Ils ajoutent que tout groupement syndical vise aux explications loyales avec le patronat, mais sur la base de l'égalité des droits (cf. Étude de Max Koslowski dans le *Deutsche*, 14 juin 1922). Pour les chrétiens l'organisation de Geisler n'existe guère que sur le papier. Ses seuls éléments concrets sont les ouvriers agricoles de Poméranie, que les agrariens conservateurs essaient, depuis les passagers excès de la révolution, d'enrôler dans leur Landbund.

IV. — Pour le reste de sa clientèle électorale, le parti a créé une série de comités centraux, avec des sous-comités régionaux formant la charpente de son organisation politique : la *Deutsche Beamenschaft*, qui défend les droits moraux et pécuniaires des fonctionnaires tout en spécifiant que « la grève est inconciliable avec leur situation



dans l'Etat » ; le Comité des Employés du Reich, le Comité des Industriels (la fraction du Reichstag en contient une demi-douzaine) ; l'Association allemande-nationale des avocats et notaires (200 membres) ; le Comité des Classes moyennes (artisans et commerçants détaillants), le Comité des Étudiants allemands-nationaux (20 groupes locaux : 3.000 membres) ; le Comité de la Jeunesse, celui des Instituteurs et Professeurs (une demi-douzaine de Professeurs d'Universités et de Lycées figurent à la fraction du Reichstag) ; d'autres encore : de femmes, d'employées, d'infirmières, de gens de maisons, etc... La Ligue des Artisans (Bund der Handwerker) qui existe en Allemagne depuis 1904, a toujours été soutenue par la Ligue des Agriculteurs. Elle s'est alliée officiellement en 1920 au *Deutscher Landbund* dont elle seconde la propagande dans les milieux d'artisans soustraits à l'action des syndicats.

Par le conseil central des bourgeois (*Reichsbürgerrat*), — qui est une sorte de bloc de l'« Ordre social », et qui réunit tous les amis de la paix intérieure désireux de contrebalancer les influences révolutionnaires, tout en acceptant la constitution nouvelle — le parti allemand-national maintient le contact avec les populistes le centre, les démocrates. Son président est l'ancien ministre de l'Intérieur en Prusse, von Loebell. Il paraît y faire bon ménage avec les représentants des autres partis bourgeois. Le



congrès de juin 1922 a révélé de la part de ces hommes modérés un certain désir d'entente.

V. — Le tableau sommaire que nous venons de tracer est assez bariolé. Il y a de tout dans le parti allemand-national. Plus d'un conservateur d'ancien régime doit même trouver que les grands noms y sont rares et que la société est fort mêlée « Aucun parti, a dit au premier congrès allemand-national (12 juillet 1919) l'ancien ministre des Finances Hergt, ne peut se vanter de pénétrer comme nous dans tous les milieux nationaux. » L'éloge que M. Hergt décerne à son parti, bien des observateurs en font une critique. Pour eux, une organisation aussi disparate est plutôt une fédération de partis, toujours menacée de dissociation.

#### LE PROGRAMME

I. — A l'extérieur les allemands-nationaux veulent « une politique forte ». L'armée allemande n'a pas été, au sens propre du mot, vaincue. Si l'Allemagne a déposé les armes, c'est qu'elle s'était fiée aux promesses du président Wilson. Depuis qu'elle a accepté une paix qui fut une violation flagrante du programme wilsonien, elle est au pillage, elle est saignée à blanc pour exécuter de chimériques réparations. La politique forte doit consister à faire reviser le traité de



Versailles. Elle doit « utiliser les forces économiques de l'Allemagne » afin d'obtenir « l'émancipation du pays, la réunion à la mère-patrie des éléments nationaux que la violence en a séparé ».

Le but étant tel, par quelle tactique y parvenir? Par la résistance? Mais encore? Par la résistance obstinée, radicale, conséquente, une résistance qui force l'Entente à multiplier ses exactions, qui mobilise toutes les consciences, en implantant au cœur de 65 millions d'Allemands un désir de vengeance tel que tôt ou tard se produira la bienfaisante catastrophe, l'explosion des forces spirituelles de la nation. En attendant ce moment mystique, la résistance aura le double avantage pratique : 1° d'exténuer l'adversaire, obligé de s'épuiser à la chasse d'un or insaisissable, à la poursuite indéfinie des réparations ; 2° d'imposer aux puissances qui ont intérêt à la stabilisation de l'Europe le respect apitoyé qu'on doit aux persécutés qui se montrent dignes dans le malheur

Voilà, en gros, la doctrine ou mieux l'état sentimental. Il se nuance au gré des événements. Au congrès de Gœrlitz (octobre 1922), au moment où, avec l'avènement d'un gouvernement bourgeois, on sentait venir de graves décisions relatives au règlement définitif du problème des réparations, les allemands-nationaux montrèrent quelque opportunisme. Pour la première fois M. Hergt proclama la nécessité de « s'entendre avec la France ». En même temps le général



Ludendorff faisait discrètement savoir qu'il était prêt à s'engager et à engager solennellement sa puissante clientèle à la paix perpétuelle avec la France — sous conditions à débattre (régime rhénan). Mais les circonstances se modifient. La Ruhr est occupée. Aussitôt le programme allemand-national est aggravé, monté de ton. C'est tout juste s'il ne contient pas la reprise immédiate des hostilités. Les extrémistes rassemblent leurs troupes d'aventuriers besogneux, les enrôlent, les préparent...

II. — Le parti allemand-national est monarchiste parce que « la monarchie répond à l'évolution historique de l'Allemagne », parce qu'elle est la seule forme où se réalise le principe hégélien : l'homme ne manifeste son essence que dans l'État, dans une communauté qui crée des valeurs morales, une surpersonnalité représentée et incarnée par le monarque. Mais la volonté des monarques n'est pas en elle-même, et comme telle, identique au surindividu qu'est l'État. Sans dépendre de la représentation populaire, le monarque a pourtant besoin d'elle. C'est leur collaboration qui réalise les fins de l'État. Il peut arriver que le monarque soit inégal à ses tâches ou que le peuple dégénère et retombe à l'état de « masse ». S'il se produit une rupture du lien bienfaisant qui rattache le peuple au roi, le cas est très grave (révolution). On ne fabrique point



de dynastie. On en est dès lors réduit à souhaiter que le peuple ait assez d'élan moral pour se regrouper, pour reprendre le contact avec la dynastie. Les « Principes » du programme disent : « Nous voulons le rétablissement du Kaisertum instauré par les Hohenzollern ». Mais une autorité, le professeur Brunstad (1), écrit : « Plus notre conception de la monarchie est haute, moins nous avons confiance en des expériences artificielles et violentes. » C'est le désaveu fort clair du coup d'État. Par ailleurs on lit dans les « Principes » : « Les différents États allemands décideront librement de leur forme de gouvernement. »

III. — Les conservateurs ont toujours été fédéralistes ; mais à leur façon. Ils ne veulent pas une lâche confédération d'États, mais un État fédéral (Bundesstaat), doté d'un pouvoir central fort. D'autre part (voici la note prussienne) cet État fédéral devra pouvoir s'appuyer sur une forte Prusse. Affaiblir la Prusse e'est enlever à l'Allemagne son appui le plus stable, dans l'espoir — trompeur — d'apaiser les rancunes françaises. Il est vain de songer à remplacer une forte Prusse par une Bavière socialement reconstituée, et augmentée de l'Autriche. Cet agrandissement est une utopie. D'autre part le nord

(1) Die Staatsideen der politischen Parteien, Berlin, 1920.



est politiquement plus évolué et plus énergique que le midi. Inversement il ne saurait être question de revenir au passé, de rétablir l'hégémonie prussienne. On laissera les États non seulement choisir leur régime, mais reprendre leur souveraineté financière : on se contentera de leur imposer des tarifs minima et maxima pour les contributions dont le Reich se réserve une part. Ils n'auront pas de budget militaire spécial. Les contingents, s'ils s'accroissent un jour notablement, ne pourront être, de longtemps, comparables aux anciens. Ils seront groupés par États, en formations fédérales, pouvant être à l'occasion, placés sous un commandement unique. Privés d'un ministère des Affaires Étrangères autonome, les États se contenteront d'influencer la politique extérieure du Reich par l'intermédiaire d'un nouveau Bundesrat.

On le voit, ce fédéralisme est assez différent de celui des particularistes bavarois. Il ne s'exprime d'ailleurs que dans des écrits qui n'engagent que leurs auteurs (1). Les « Principes » se contentent de placer en tête des revendications du parti « un Reich allemand fortement uni »... puis ils continuent : « C'est dans l'intérêt de ce Reich qu'il y a lieu de protéger l'existence propre (Selbstständigkeit) des États et leur légitime originalité (Eigenart). » On lit ensuite : « Le Reich pour se

(1) Professeur Walter Otto : Die deutsche Frage, Berlin, 1921.



reconstituer ne peut renoncer à une Prusse intégralement maintenue dans ses droits. » On a pu relever souvent dans la presse conservatrice des déclarations de ce genre : « La Prusse ne peut se laisser morceler tant que la Bavière prétend rester intacte. » Il y a là entre conservateurs du nord et du sud des menaces de conflits. Ils n'éclateront pas tant que les allemands-nationaux auront à guerroyer contre les ennemis communs : l'Entente et le socialisme.

IV. — Les conservateurs ont officiellement adopté le principe d'un parlement élu au suffrage universel égal pour tous. Ils accordent à ce parlement une « coopération décisive à la législation, un contrôle efficace de la politique et de l'administration ». Mais à côté de ce parlement politique ils demandent une Chambre professionnelle, groupant les représentants des métiers et professions, organisés en corporation. Ils s'efforcent de moderniser ainsi une vieille idée conservatrice en acceptant la concurrence socialiste sur le terrain des « conseils d'entreprises ». Certains conservateurs se montrèrent, au lendemain de la révolution, assez favorables, en théorie, aux projets de loi sur la création des 'Conseils (1). Ernst von Delbrück leur promit son appui. Mais il

(1) Cf. conférence du comte Westarp à Steglitz, avril 1919 Die Parteien und das Rätensystem, Charlottenburg, 1919.



n'eût pas fallu que ce fussent des Conseils révolutionnaires. Les allemands-nationaux votèrent contre la loi le 11 janvier 1920. L'idée des Conseils leur semble avoir pris une forme plus satisfaisante dans le Conseil économique provisoire, dont le cadre se trouve tracé dans la constitution nouvelle (article 165). Ce sera un Conseil central, où les délégués des Conseils régionaux et du Conseil central des ouvriers devra collaborer avec les organisations, régionales ou centrale, du patronat. Le Conseil provisoire n'a pas encore les assises que prévoit la constitution. Tel qu'il est, il est adopté par les conservateurs. Ils rappellent que Bismarck avait déjà préconisé une création analogue destinée, à remédier aux dangers du parlementarisme. Ils se vantent d'avoir contribué avant la révolution à instituer la « communauté de travail » entre patrons et ouvriers. L'un des leurs, le grand industriel Hugenberg, y voit « la seule grande pensée de la révolution ». Les conservateurs approuvent que le parlement économique soit *issu de la sélection*, et non pas du nombre. Ils regrettent seulement que ses compétences ne soient pas assez étendues. Von Delbrück s'est plu à prévoir qu'il finira par supplanter le Reichsrat (représentants des Länder) et concurrencer le Reichstag.

V. — Lors du congrès des ouvriers allemands-nationaux du Hanovre (26 octobre 1920), le



secrétaire du Comité central, Rüffer a dit : « Notre doctrine est celle du socialisme chrétien ». Il a évoqué le souvenir du pasteur Stœcker. La propriété privée est sacrée. D'autre part, la communauté y a des droits. La synthèse n'est pas dans la lutte des classes, mais dans la participation des ouvriers aux bénéfices. C'est à la faveur de cette idéologie socialisante que M. Rüffer a pu faire adopter au congrès de véhémentes résolutions contre les « nouvelles exigences de l'Entente » (Bruxelles).

En même temps qu'ils pensent se rapprocher ainsi du prolétariat des usines, les allemands-nationaux s'occupent activement des classes moyennes, du petit commerçant, de l'artisan. Ils prétendent protéger les petites exploitations contre une législation qui tend à les éliminer comme contraires au plan d'une « production rationalisée » (Rathenau, Wissel : *l'Economie contrôlée*). Ils défendent la liberté du commerce. Ils préconisent (29 mars 1919, à la Chambre prussienne) le renvoi à la campagne, avec des avantages appropriés (secours, outils, bétail), des paysans prolétarisés à la ville. Ils réclament au Conseil économique une représentation équitable des 900.000 commerçants détaillants qui n'y ont aucun siège, et des 1.400.000 artisans qui n'en ont que 10 (motion Hammer, 19 février 1920). Ils plaident tour à tour auprès des communes et de l'État, la cause des propriétaires d'immeubles,



des ouvriers libres du bâtiment, concurrencés par les organisations socialistes. Ils luttent « dans l'intérêt de l'ouvrier qui veut travailler » contre une « application schématique de la journée de huit heures ». Ils encouragent les Chambres d'artisans, la création, près des instances communales, régionales et nationales, de départements spéciaux pour les métiers et les coopératives professionnelles... Enfin les fonctionnaires éprouvent souvent aussi leur sollicitude. A maintes reprises les allemands-nationaux du Reichstag ont lutté de générosité avec les partis de gauche, au profit des salariés victimes de la vie chère. Ces libéralités sont d'autant plus faciles quand on n'a pas la responsabilité directe d'un budget.

VI. — Le parti allemand-national considère que la grande propriété agricole est le réservoir des énergies politiques et économiques, « la pierre angulaire de la production nationale » (Dr Rœsicke au Reichstag, novembre 1919). Elle seule peut consacrer à des expériences indispensables et coûteuses les capitaux suffisants. Mais le programme du parti a le souci de démontrer que la grande et la petite propriété sont solidaires et sa sollicitude s'étend au petit paysan et à l'ouvrier agricole. Pour les propriétaires terriens, il réclame l'abolition de toute contrainte (réquisition des céréales à prix fixe), un ravitaillement régulier en engrais artificiels et en charbon ; la liberté



complète dans l'utilisation « des caractères individuels de la propriété » (spécialisation contre socialisation) ; un droit successoral qui favorise le maintien de la propriété dans la famille. Pour les ouvriers, il préconise des salaires en nature, des tantièmes croissant avec le prix des produits ; des primes au travail supplémentaire ; des contrats collectifs appliqués de concert, et à voix égales, par les organisations d'employeurs et d'employés ; l'amélioration des habitations populaires, etc... En ce qui concerne la colonisation intérieure, le parti allemand-national s'est toujours prétendu prêt à la favoriser — sous certaines conditions. Elle devra surtout respecter les droits intangibles de la propriété. Cela dit, il y aura lieu de confier à des familles de solides colons des parcelles détachées, par expropriation, de certains grands domaines. On pourra installer des ouvriers comme fermiers sur des biens communaux (Rœssicke-Weimar, juillet 1919). Le programme officiel recommande : « une politique de colonisation qui proeure aux anciens combattants, aux ouvriers, des terres à défricher, prises contre indemnité convenable, sur la grande propriété privée.

En matière *fiscale*, les Allemands-nationaux, tout en acceptant « la nécessité de frapper les grosses fortunes », exigent que les contributions n'empêchent pas la formation indispensable des capitaux d'exploitation, et « tiennent compte des situations de famille et des droits acquis ». Avant



tout ils exigent la limitation des dépenses publiques. Ils veulent qu'une administration plus commerciale des exploitations des communes, de l'État, du Reich, fournissent des plus-values importantes. Voilà pour la théorie. Dans la pratique, les allemands-nationaux ont fait campagne contre presque tous les impôts directs, le Reichsnotopfer, les projets d'emprunt forcé. Les mesures fiscales prises par le gouvernement Wirth (perception accélérée de l'« offrande nationale » etc...) ont été repoussées par la fraction comme autant « d'attentats contre la substance de la fortune nationale », perpétrés dans le dessein de payer « un tribut de guerre exorbitant à l'ennemi ». Il est fou de se livrer à des efforts de ce genre avant d'avoir obtenu un nouveau règlement des paiements à l'Entente (Helfferich, Reichstag, 20 juin 1922).

VII. — Au point de vue moral et religieux, le parti reste inébranlablement fidèle à l'idée chrétienne, sans laquelle il n'y a ni famille, ni paix sociale, ni pouvoir fort. Essentiellement protestant, il se défend toutefois d'être exclusif. Quelques uns de ses membres les plus notables sont catholiques (au Reichstag le général von Gallwitz). Un comité allemand-national de catholiques a été fondé depuis la révolution. Il a été plusieurs fois attaqué par le centre qui le soupçonne d'être « une machine de guerre politique ».



De leur côté, les allemands-nationaux reprochent à certains Allemands centristes de favoriser les tendances particularistes en Prusse (rôle de Trimborn en Rhénanie, de la Fédération des « Oberschlesier » en Haute-Silésie, 1919-1921). Les allemands-nationaux accusent en outre un nombre croissant de catholiques d'avoir suivi Erzberger-Wirth dans la voie des concessions au socialisme.

Les conservateurs se proclament « paritaires », protecteurs des droits et libertés de toutes les associations religieuses, en particulier des Eglises évangélique et catholique, partisans d'une égalité absolue des confessions et de leur collaboration confiante. Ils revendiquent pour les églises la liberté d'administrer elles-mêmes leurs affaires intérieures, réclament l'aide de l'État pour l'exercice des cultes et les œuvres à accomplir dans les hôpitaux et les prisons. Ils voient dans l'enseignement religieux « la base la plus ferme de l'éducation du caractère ». C'est pourquoi ils mettent l'école confessionnelle au-dessus de l'école « simultanée ». La constitution de Weimar a du moins reconnu aux parents le droit de décider eux-mêmes, par des sortes de plébiscites locaux, si l'école qu'ils désirent doit être confessionnelle, simultanée, ou purement laïque. C'est toujours une garantie. Les allemands-nationaux ne s'en contenteront pas toujours, pas plus que les catholiques, dont les préoccupations religieuses et scolaires sont du même ordre.



## LA PRESSE

Le parti est soutenu financièrement par la noblesse terrienne, les maisons princières, les groupements agrariens et la grosse industrie, par l'intermédiaire d'hommes comme M. Hugenberg qui, pour avoir quitté le directoire de la maison Krupp, n'en reste pas moins membre d'un nombre respectable de conseils d'administration. Les grosses maisons de publicité industrielle et commerciale « Vera » et « Ala » (Auslands-Anzeiger), soutenues surtout par le groupe de la cellulose (Stinnes), canalisent les subsides de l'industrie vers les journaux allemands-nationaux — et populistes. Industriels et banquiers mis à contribution pour la bonne cause (la « lutte contre le bolchevisme ») livrent des sommes qui sont souvent distribuées par des sous-ordres, fonctionnaires des partis de droite, à des feuilles dont le bailleur de fonds n'approuve pas toujours la politique. Cet arrosage anonyme a ses inconvénients : il profite souvent à des journaux de basse catégorie.

Les principaux organes allemands-nationaux sont : la *Gazette de la Croix* (conservateurs prussiens : comte Westarp ; professeur Hoetzsch, 10.000 à 20.000 exemplaires) ; la *Deutsche Tageszeitung* (agrariens) ; la *Deutsche Zeitung* (deutsch-völkisch, militariste) ; la *Schlesische Zeitung*



de Breslau (journal très ancien. Conservateurs libres. Industrie silésienne. Princes Hatzfeld et von Hohenlohe); la *Münchener Augsburger Abend Zeitung* (autrefois libérale avec le pasteur Traub); le *Schwæbischer Merkur*; les *Hamburger Nachrichten* (l'ancien journal de Bismarck; la *Hamburger Warte* (1) (deutsch-vœlkisch); la *Pommersche Tagespost* de Stettin (connue pour ses campagnes pendant la guerre contre Bethmann-Hollweg); la *Mecklenburger Warte* (le journal de M. von Graefe-Goldebeck, nationaliste d'extrême droite); l'*Ostpreussische Zeitung* de Königsberg (tendances vœlkisch). En Bavière les journaux de l'opposition la plus intransigeante, et souvent ordurière sont le *Miesbacher Anzeiger*, le *Vœlkischer Beobachter*, le *Vaterland*. Les allemands-nationaux inspirent en outre quantité de petites feuilles de province, dites « Kreisblätter », dont les directeurs, qui n'ont point changé depuis le nouveau régime, continuent leur politique d'autre fois, sans renoncer aux subventions de l'Etat. Certaines d'entre elles, le *Nabburger Volksbote*, l'*Emder Zeitung*, se sont signalées par leur violence contre MM. Wirth et Rathenau.

Parmi les revues politiques de droite signalons : les *Süddeutsche Monatshefte*, devenus depuis 1919 d'un nationalisme susceptible et provoquant ; les *Eiserne Blätter* du pasteur Traub (impérialiste,

(1) Vient de se fondre avec *Fridericus* (Berlin-Munich).



et comme ils disent « kaisertreu ») ; le *Reichswart* du comte Reventlow (plus pangermaniste et antisémite que monarchiste) ; la *Tradition* (pleinement vœlkisch) ; le *Gewissen* (la Conscience) d'Eduard Stadler, spécialiste de l'anti-bolchevisme ; les *Alldeutsche Blätter*, qui ont gourmandé le Kronprinz lors de la publication de ses mémoires, en lui déniait le « caractère vœlkisch », etc... Les *Grenzboten* ont cessé de paraître le 1<sup>er</sup> janvier 1923. Ils ont ressuscité comme « Supplément au journal populiste la *Zeit* ».



## II

### LE CENTRE (1)

Le centre allemand est issu de la « fraction catholique » qui se constitua à la Chambre prussienne en 1852 pour protester, au nom de la constitution, contre les décrets du ministre des Cultes von Raumer. Ces décrets interdisaient les missions organisées par les ordres religieux et empêchaient les futurs prêtres d'étudier au Collegium germanicum de Rome. Représenté surtout par les deux frères Auguste et Pierre Reichensperger, H. von Mallinekrodt, baron von Ketteler, comte J. von Stolberg-Westheim, la fraction est « grossdeutsch », garde le contact avec l'Autriche et s'oppose à la politique prussienne et unitariste de la plupart des libéraux. Elle compte 51 membres en 1855, 57 en 1858.

(1) Après le parti *allemand-national* on trouve au Reichstag le parti *populiste*. Plus sensible aux raisons d'ordre historique et logique qu'aux simples considérations de lieu, nous avons préféré passer tout de suite au centre allemand; parti nettement différencié, très autonome, et ne pas séparer dans notre étude les deux partis issus du libéralisme : populistes et démocrates.



En 1858 les catholiques voulant marquer leurs dispositions conciliantes envers le ministère libéral du prince Karl Anton von Hohenzollern, changent le titre de leur groupe. Il s'appellera « centre », avec cette parenthèse : (Katholische Fraktion). Il se rapproche de la droite et soutient avec elle Bismarck dans sa lutte contre les adversaires des réformes militaires. Leur attitude politique incertaine dessert les députés catholiques près des populations. Provisoirement tranquille du côté religieux, mais dépourvu de programme touchant les questions du jour (armée, budget), le centre manque d'une « plate-forme électorale ». Le nombre de ses représentants tombe à 15 en 1866.

C'est le moment où par la création de la Confédération de l'Allemagne du Nord, une Allemagne réduite, mais plus ferme, se constitue sous la direction de la Prusse. Les chefs catholiques sont assez désorientés et ne savent pas s'ils peuvent accepter la situation. D'autre part Bismarck fait maintenant des avances aux nationaux libéraux. Les protestants prennent ombrage du succès qu'obtiennent les œuvres catholiques. Une campagne anti-cléricale se dessine, qui menace le mariage religieux, l'école confessionnelle. Les catholiques comprennent la nécessité de la lutte parlementaire — et avant tout d'un programme.

Le programme de Soest (28 octobre 1870) comprend les revendications suivantes : l'égalité



des confessions devant la loi ; le mariage chrétien ; la limitation des impôts et des dépenses ; l'entente par voie de compromis entre la propriété et le travail ; enfin, premier témoignage des nouvelles préoccupations sociales du parti catholique : la lutte contre « les abus qui nuisent moralement et physiquement aux travailleurs ». Par ailleurs on ne veut pas être un groupe confessionnel. L'évêque Ketteler, Savigny ; Windthorst, multiplient leurs appels aux protestants soucieux des libertés dont doivent jouir les sociétés religieuses. Aux élections de novembre 1870 le centre obtient 48 mandats à la Chambre prussienne ; il en obtient 67 au premier Reichstag allemand (mars 1871). Le protestant von Gerlach fait partie du groupe. Les protestants guelfes y ont droit d'asile. Il bénéficie en outre de l'appui fréquent des Polonais, adversaires de l'école d'Etat (instrument de germanisation), des Alsaciens-Lorrains et des patriotes bavarois, particulièrement hostiles à Bismarck.

Ainsi réorganisés, les catholiques du Reichstag ont un double objectif : faire intervenir le Reich en faveur des droits temporels du pape, et faire inscrire dans la nouvelle constitution du Reich les « droits fondamentaux » de la constitution prussienne. Bismarck contre-attaque en s'appuyant sur les libéraux. La lutte dura jusqu'en 1887 (Kulturkampf). Elle ne conserva toutefois un véritable caractère d'acuité que jusqu'en 1878.



Ce fut l'époque du paragraphe du Code pénal sur les abus de la chaire (décembre 1871), des lois sur la surveillance de l'enseignement (mai 1872), des lois de mai (1874) sur la préparation et la nomination des ecclésiastiques, etc., etc... Ce fut l'époque des condamnations et expulsions. Pendant les quatre premiers mois de 1875, 241 prêtres 136 journalistes, 210 membres du centre, furent l'objet de mesures pénales. Ces persécutions eurent l'effet habituel. Aux élections de 1874, le groupe du centre passa de 63 à 91 mandats, puis à 93 à celles de 1878. Le centre est alors le parti le plus fort du Reichstag.

Entre temps, un pape plus diplomate succède au combatif Pie IX. Les rapports entre Bismarck et Rome s'améliorent. Le chancelier charge son cousin, von Puttkammer, appelé aux Cultes, de manier les lois précitées avec plus de douceur que ne l'avait fait le libéral anticlérical Falk. La lutte s'apaise lentement. Habilement, le centre marchandise au chancelier sa précieuse collaboration. Ce parti fédéraliste sait lui imposer la clause Franckenstein, qui assure aux États confédérés une certaine autonomie fiscale. En revanche, il fournit à Bismarck l'appui dont il a besoin pour sa politique protectionniste. La législation religieuse est graduellement adoucie jusqu'à la « modification » décisive de 1886. Bismarck espère amener le centre à soutenir ses réformes militaires. Il fait même intervenir le pape. Mais



les Frankenstein et les Windthorst savent concilier la déférence envers les conseils du Pontife avec les exigences d'une clientèle qui répugne aux dépenses militaires exagérées. Le groupe vote contre le Septennat (1887). Le Reichstag dissous voit rentrer après de nouvelles élections 99 députés du centre.

Quelles sont les causes de ces progrès ? Le centre a su grouper les intérêts les plus divers, devenir un parti national où prennent place les représentants de toutes les classes. Il s'adapte à tous les besoins. Il n'est intraitable qu'en ce qui concerne l'idée religieuse. Par ailleurs, il est large et accueillant ; il se fait social à München-Gladbach, où le patron est protestant anti-léréal ; il fonde des associations et des *congrégations* de travailleurs à Aix-la-Chapelle, où l'industriel est catholique. Avant tout, il a le mérite d'avoir prévu, avant les autres partis bourgeois, le péril dont le prolétariat qui se forme va menacer la religion. Dès 1846 un vicaire, ancien cordonnier Kolping a fondé une union d'artisans catholiques, le *Gesellen-Verein* à Elberfeld. En 1850 cette Union a poussé ses ramifications dans toute la région rhénane. En 1855 il existe 400 Vereine de ce genre en Allemagne et en Autriche. En même temps, l'organisation catholique-centriste s'étend aux populations agricoles. En 1860 le baron von Schorlemer fonde une Association de paysans en Westphalie. Un groupe



analogue est constitué en 1868 en Bavière (Bayr. patriotischer Bauernverein) ; en 1878 en Haute-Silésie. Ce n'est qu'un début : il est assez ample pour inspirer le respect.

Unifié, sans s'enfermer dans un programme rigide, le centre, à partir de 1880, joue un rôle parlementaire important. Il ne se laisse pas domestiquer par Bismarck comme les nationaux-libéraux. Il ne boude pas non plus. Il seconde, selon l'occurrence, le conservatisme agraire ou l'opposition socialiste. En 1887, en 1893, il vote contre les dépenses militaires, en 1889 contre la loi sur l'augmentation de la flotte de guerre. D'autre part, il s'intéresse activement à l'amélioration de la loi de 1869 (Gewerbeordnung) en (1884). Le prince Hohenlohe recherche sa faveur. En 1895 c'est un de ses membres, le baron von Buol-Berenberg, qui est placé à la présidence du Reichstag. Sous la direction de Lieber, le centre devient gouvernemental, approuve la politique coloniale, vote en 1898, 1900, 1906 les lois concernant la flotte de guerre, en 1905 et 1911, les lois militaires. Il pratique une politique moyenne, tend la main aux nationaux-libéraux, tout en s'assurant par l'accord avec les conservateurs, un appui pour sa politique religieuse et scolaire. Cette tactique n'est pas toujours facile. Le centre, resté quoi qu'il en dise confessionnel, est suspect aux libéraux, et ses complaisances envers les conservateurs, rétrogrades en économie (canaux)



contribuèrent à orienter le national libéral Basserinann du côté des socialistes.

Pendant un court intermède le centre est rejeté dans l'opposition. Depuis 1903, il critique l'administration coloniale. Le député Roeren intrigue au ministère des Colonies — qui divulgue ses interventions gênantes. Le centre riposte en refusant les crédits nécessaires au renforcement des troupes dans le Sud-Est africain. Le Reichstag est dissous, les élections valent au centre deux mandats de plus (104). Bülow prétend gouverner avec les conservateurs et les libéraux de droite et de gauche (Freisinn) ; mais bientôt la discorde naît à propos du projet de réforme électorale en Prusse, et de certains projets d'impôts directs, dont une taxe sur les successions réclamée par les libéraux. M. de Bülow cède la place à M. de Bethmann (1909).

Avec les années, le centre a créé une des plus vastes et des plus souples organisations qu'on puisse concevoir. Nous connaissons le *Gesellen-Verein*. En 1911, il compte en Allemagne 105.585 membres associés, 60.742 membres actifs, 921 groupes locaux, 249 asiles. Par le clergé, il éduque, secourt et groupe, les artisans que l'industrialisation n'a pas prolétariés. A côté de cette institution assez nettement éléricale, le centre fonde le *Volksverein*, organisation mixte (laïque et ecclésiastique), qui fait comprendre aux artisans, à la petite bourgeoisie, à



une élite ouvrière, les rouages de la vie pratique, leur donne la notion de la solidarité économique et sociale. En 1914 le Volksverein compte 805.165 membres. Il se donne un centre : *München-Gladbach*, à la fois centrale administrative et université populaire catholique où se recrutent les chefs (Brauns, Joos, Giesberts); 50.000 hommes de confiance disséminés dans le pays prennent leur mot d'ordre à München-Gladbach. Des séries de cours spéciaux y sont donnés pour les ouvriers, les négociants, les agriculteurs, les employés, etc... A la date du 1<sup>er</sup> juillet 1920, 13.500.000 livres et brochures, 123.000.000 de tracts sont sortis des presses du V.V.

En même temps pour les ouvriers des ateliers et des usines, des Arbeiter-Vereine catholiques ont surgi... Le groupement de l'Allemagne du Sud (Süddeutscher Verband) comprend dès 1900, 50.000 membres, en 1910, 102.857 membres, groupés en 926 Vereine. Celui de l'Allemagne de l'Ouest (Westdeutscher Verband) compte en 1910 961 Vereine et 171.300 membres ; celui de Berlin (Sitz Berlin), 1.198 Vereine et 130.000 membres. Ces associations sont réparties par diocèses. En 1911, à la suite du congrès catholique de Mayence, elles sont réunies (sauf celle du Sitz Berlin), en un cartel qui comprend 300.000 membres. Ces associations sont en même temps des centres d'études sociales, des bureaux de placement, des coopératives, des foyers. Elles



n'oublie pas la propagande religieuse et morale.

Pour la jeunesse, à la sortie de l'école, le clergé catholique crée les *Jugend-Vereine*. Ils sont 1.200 en 1907, et groupent 150.000 jeunes gens sous la protection de l'archevêque de Cologne. Les *Soziale Blätter* sont leur revue. Ils travaillent de concert avec le Caritas-Verband, œuvre de charité catholique, avec les bibliothèques de Saint-Borromée, les associations de Jeunes filles catholiques, etc...

Enfin la presse s'organise. A Düsseldorf, en 1878 elle a fondé l'*Augustinus-Verein*, qui lance à Berlin en 1883 la *Correspondance politique du Centre*. L'A.V. assure la liaison entre les députés catholiques et le public, veille à l'unité de la doctrine du parti. Il fournit de la copie aux journaux, entretient une caisse de retraite.

Une idée politique et sociale vivifie ce vaste organisme ; celle de la tolérance, de l'accord des classes. Les leaders de tous ces groupements combattent le socialisme matérialiste, mais aussi le libéralisme, dont la politique de « puissance » concentre le capital, déceime la petite bourgeoisie. Beaucoup de catholiques allemands n'avaient pu suivre cette évolution. Le cardinal Kopp à Breslau, à Berlin le comte Oppersdorff, l'évêque Korum à Trèves. Un conflit était inévitable, il dure encore sous d'autres formes. Le publiciste Bachem dans sa revue (*Historisch-Politische Blätter*) lança en 1906 le fameux article où il



conviait tous les catholiques d'Allemagne à « sortir de la tour » (confessionnelle). Le 13 avril 1909, à la conférence du mardi de Pâques, les orthodoxes, enhardis par l'Encyclique contre le modernisme, soulignaient dans une résolution qui fit du bruit, la nécessité de mettre les intérêts nationaux en harmonie avec les *principes de la doctrine catholique*. Mais les parlementaires leur répondent par une déclaration (28 novembre 1909) qui confirme la politique suivie par le centre depuis 1871. Les partisans de l'action au dehors et de « l'interconfessionnalité » finirent par triompher. Ils furent aidés par la *Gazette populaire de Cologne*, par les intellectuels du groupe *Hochland* (Martin Spahn). Il s'agissait de savoir si le centre allait s'appliquer à resserrer entre ses adeptes le lien confessionnel et perdre du même coup son influence parlementaire, ou relâcher ce lien au risque de compromettre l'unité déjà douteuse du parti. On préféra courir le deuxième risque, et l'on compta sur l'éducation de la clientèle centriste pour empêcher les intérêts économiques divergents de s'émanciper aux dépens de l'unité politique.

Un conflit analogue se produisit à propos des syndicats chrétiens. Les catholiques modernistes s'étaient vite aperçu que les Arbeiter-Vereine ne pouvaient concurrencer les organisations ouvrières socialistes. Pour enrôler les masses du véritable prolétariat, il fallait une institution dont



les chefs ne fussent pas des ecclésiastiques. Dès 1894, apparaît dans la Ruhr le *Verein des mineurs chrétiens*. En 1899 les *Syndicats chrétiens* comptent 76.000 membres, en 1906, 260.000 ; en 1912, 344.000, répartis en Rhénanie, Westphalie, Allemagne du Sud. Ils groupent d'autres milieux que les Arbeiter-Vereine (dont à peine un tiers des membres fait partie des syndicats). Ce mouvement inquiéta les orthodoxes. Alors que syndicats et Arbeiter-Vereine entretiennent de bons rapports dans l'Ouest de l'Allemagne, les Arbeiter-Vereine de Berlin (Richtung Berlin) préférèrent aux syndicats les *Sections professionnelles* ou « Fachabteilungen » strictement catholiques. Les évêques prussiens (cardinal Kopp) déconseillent l'entrée dans les syndicats. En 1910 la conférence de l'Épiscopat allemand se contenta de prêcher la concorde. Le Pape Pie X se montre conciliant pour les deux « directions ». Cependant les syndicats chrétiens l'emportent. Le centre sait à quel point son influence politique en dépend. Pendant que les Fachabteilungen tombent de 1908 à 1912 de 18.000 à 10.000 membres, les syndicats ne cessent de croître. Le mouvement « laïc » est irrésistible. Il se fait jour jusque dans l'organisation de la jeunesse catholique : par la création des *Associations Windthorst* (Windthorstbünde), qui fournit aux jeunes catholiques de dix-huit à vingt-trois ans une instruction politique générale dépourvue de tout caractère



confessionnel marqué. Leur revue est le *Jung-Zentrum*.

La guerre met brusquement un terme aux discussions publiques sur l'orientation du parti. Au début, c'est la droite qui mène, représentée par l'industrie rhénane, le conservatisme agraire bavarois. Mais la guerre se prolonge, pose des problèmes que les catholiques n'ont pas prévus. Ils n'ont pas de « buts de guerre » définis. Le conflit européen, par sa durée, par les haines qu'il déchaîne contre l'Allemagne les dérouté, dépose dans leur sensibilité religieuse des germes d'angoisse. Ils consultent anxieusement l'instinct des masses qu'ils dirigent. Ils perçoivent plus vite que les autres partis bourgeois les aspirations populaires, ils sont gagnés par le besoin de savoir où le pays en est, où il va et ce qu'on pense au dehors de la paix future. Un homme extériorise ces tendances : Erzberger. Il est en Italie, en Suisse, en Autriche, dans les Balkans, à Constantinople. En octobre 1916, le centre s'échauffe encore sur la guerre sous-marine (résolution du centre à la Commission du budget). Mais six mois après, Erzberger est édifié. De ses observatoires étrangers, il a pris le vent, et quand en juillet 1917 il attaque le dogme de la victoire par la guerre sous-marine à outrance, il a déjà la majorité du centre derrière lui. La coalition qui s'est ébauchée sur le terrain constitutionnel par des motions platoniques en faveur d'un « déve-



loppement des responsabilités du gouvernement envers le Reichstag » (progressistes, centre, nationaux-libéraux), fait place à un nouveau bloc (centre, progressistes, social-démocrates), qui fait passer la célèbre résolution de paix de juillet, et prévoit l'extension à la Prusse du suffrage universel. Désormais le centre ne s'arrêtera plus. C'est un de ses hommes, le comte Hertling, qui prend le pouvoir (fin octobre 1917) après s'être entendu avec les partis. La parlementarisation est en marche. Mais le comte, que l'âge paralyse, est seulement subi par un parti catholique dont les leaders n'ont pas la force de brusquer un vieillard usé et presque aveugle. Il faut les événements militaires de l'été 1918 pour le jeter bas. Sur les cinq secrétaires d'État parlementaires dont s'entoure le prince Max de Bade, nous trouvons deux centristes, Erzberger et Grœber à côté d'un progressiste et de deux social-démocrates.

La révolution de novembre 1918 semble porter au pouvoir le marxisme contre lequel le centre luttait depuis quarante ans ! Mais rien n'écrase un parti qui allie la hardiesse à la prudence. Il utilise et domine le mouvement démocratique. De fédéraliste, il se fait unitaire (officiellement du moins). Il devient ardemment parlementaire parce qu'il sait qu'aucun parti n'a la majorité absolue au Reichstag et qu'il peut jouer le rôle d'arbitre. La tâche la plus délicate est de concilier



les aspirations divergentes de sa clientèle. Jusqu'ici il n'a pas eu de doctrine politique bien arrêtée. *In dubio libertas*. Maintenant il faut se décider. Le 13 décembre 1918, le Comité central trace quelques « directives ». Le caractère confessionnel du parti est définitivement laissé de côté. Le centre est « chrétien », c'est-à-dire anti-marxiste, voilà tout. Il revendique la liberté des cultes, la collaboration de l'Église et de l'État, la protection de la propriété privée, pour chaque citoyen une existence digne, à l'abri de tout arbitraire de classe ; la justice sociale ; la *solidarité*.

Le premier congrès du centre (19 janvier 1920, Berlin) n'en révéla pas moins d'inquiétants antagonismes. Il y avait là des nobles, inquiets de l'orientation républicaine du parti ; des fédéralistes bavarois ; des unitaristes (Erzberger) pour qui seul un Reich centralisé peut être à la hauteur de ses tâches ; des agriculteurs jaloux de l'importance croissante des éléments ouvriers ; des ouvriers, refusant de se laisser toujours « utiliser » contre la social-démocratie ; des syndicalistes qui disent : « Le centre sera démocrate ou ne sera pas » ; des opportunistes partisans d'une alliance provisoire avec les social-démocrates ; des capitalistes mécontents de pareilles complaisances. Mais les orateurs les plus écoutés furent ceux qui déclarèrent : « Peu importe ces divergences, nous sommes un parti du milieu. Il faut et il suffit que



chez nous chaque groupe d'intérêts ait le droit de s'exprimer en toute liberté ; que l'autorité du parti reste au-dessus de la mêlée économique. Nous serons ainsi un vrai Parlement du travail où les tendances divergentes s'harmoniseront dans l'accord politique suprême. »

Ayant ainsi esquissé sa doctrine, le centre se mit à l'œuvre. Les résultats qu'il obtint aux élections de l'Assemblée nationale de janvier 1919 (près de 6.000.000 de voix, 88 mandats) prouvèrent que la tourmente lui avait été moins fatale qu'on n'aurait pu le craindre. Trois de ses chefs furent ministres dans le cabinet Scheidemann : Bell, Erzberger, Giesberts. Aussitôt le vieux Grœber déclarait : « Il ne sera plus désormais question de république allemande socialiste. Nous avons toujours été partisans de la démocratie, mais nous désapprouvons la révolution, parce qu'elle a brutalement interrompu l'évolution régulière de la démocratie. » Pour aucun parti la politique n'a jamais été davantage l'art d'« évaluer les possibilités ». Comme il a subi la révolution, le centre subit le traité de Versailles. Il est (sauf les Bavares) pour l'acceptation du traité parce qu'il pèse de sans-froid le pour et le contre, craint, en cas de résistance, les pires catastrophes intérieures, aspire, au prix des plus durs renoncements, au rétablissement de l'ordre, et met tout son espoir dans l'avenir. Erzberger qui a pris la tête du mouvement en faveur de la paix (tout en



s'épuisant en efforts diplomatiques pour obtenir au moins des atténuations en faveur de l'amour-propre national) est chargé des finances dans le cabinet de signature. Mayer, Giesberts et Bell en font également partie. Erzberger par ses initiatives financières inspirées par le souci de « l'équité fiscale » (Offrande nationale, impôt sur le chiffre d'affaires) effraie bien des démocrates et même des gens de son propre parti. Mais il est une force. Il entraîne son groupe dans la voie d'une réorganisation centralisatrice des services financiers. Il l'a converti sans trop de peine à la constitution unitaire votée le 31 juin 1919. Le centre approuve la transformation républicaine du régime, surtout parce qu'il sauve, par le compromis scolaire, conclu avec les socialistes l'école confessionnelle.

Depuis juillet 1919 la politique officielle du centre se confond à peu près avec celle des gouvernements successifs. Il participe, sans outrer le ton de sa polémique, aux protestations périodiques que provoque l'exécution du traité de paix. Après s'être placé « sur le terrain des faits », il s'y tient loyalement, et défend la constitution républicaine. C'est le président du Reichstag Fehrenbach qui convoque à Stuttgart le 17 mars 1919 le gouvernement, délogé de Berlin par l'émeute militaire. Dans le cabinet Hermann Müller (24 mars) les Finances sont attribuées à M. Wirth et l'Alimentation à M. Hermes. Aux élections



de juin 1920 le parti perd une vingtaine de sièges (68 au lieu de 89) par suite de la défection bavaroise. Ce n'est en pas moins un de ses hommes qui devient chancelier : Fehrenbach. Wirth, Giesberts, Hermes et l'ecclésiastique Brauns font partie du nouveau cabinet (bourgeois). De plus en plus le centre s'établit dans son rôle d'arbitre parlementaire. Entre temps une nonciature apostolique est instituée à Berlin ; Mgr. Pacelli y arrive à la fin de juin 1920, et le président Ebert inaugure par lui avec le Saint Siège des relations empreintes de « la plus grande prévenance de la part du Reich ». Quand l'ultimatum de Londres eut provoqué la démission du cabinet Fehrenbach, c'est encore un leader du centre, le dernier venu, le Dr Wirth, qui au nom du parti, conseillé par le Dr Mayer, ambassadeur à Paris, devient chancelier et reforme la coalition avec la social-démocratie. M. Wirth décide Rathenau à le seconder, d'abord aux Reconstructions, plus tard aux Affaires étrangères. Par le chancelier Wirth, le centre affirme encore une fois son programme : conciliation, entente au dehors ; au dedans concorde, équité — par la participation de l'État aux « valeurs réelles ». Cette idéologie chrétienne-démocratique, n'est guère du goût de la Schwerindustrie. Aussi ne porte-t-elle que peu de fruits. En outre, poussé de plus en plus par le meurtre d'Erzberger, par les résistances du capital, du côté de la gauche démocratique et socialiste,



M. Wirth effraie bien des catholiques moins ardemment que lui républicains et égalitaires.

La désillusion de Haute-Silésie, les expériences de Gênes engagent M. Wirth dans une politique assez décousue où la tenace confiance en l'appui de Londres joue un rôle plus décisif que la claire connaissance du problème essentiel : les réparations françaises. Cette orientation, jointe aux questions de paiements, d'emprunts, de stabilisation du mark, entraînent à l'intérieur du parti certains dissentiments dont l'antagonisme personnel entre le chancelier et son ministre des Finances Hermes, semble donner le signal. Le Rhénan Hermes, plus délié, plus négociateur a su engager la conversation avec Paris. Mais il n'a pas la force, le pathétique, l'influence parlementaire, la popularité du chancelier. Avec les autres partis bourgeois, le centre a conclu une alliance provisoire dont le but est la « coalition élargie », c'est-à-dire la participation aux affaires des producteurs (industrie, banques, propriété foncière). Le chancelier qui préférerait la seule collaboration des gauches, en arrive pourtant à croire que les réparations exigent cette coalition élargie. Elle échoue en novembre 1922 parce que les socialistes, récemment unifiés, refusent de pactiser avec un parti (populiste) dont le représentant le plus massif, M. Stinnes, s'intéresse trop peu à la stabilisation du mark et trop à l'augmentation de la production par la journée



de 10 heures. M. Wirth démissionne, mais sa position reste forte. Le centre, dont la droite a pris ombrage en raison de ses véhémences contre les nationalistes et de ses offensives contre les Bavarois récaleitrants, se range pourtant en majorité du côté du chancelier démissionnaire, et refuse d'en fournir un nouveau. M. Cuno, catholique, a des relations avec le parti, mais il n'en est pas membre... On attendra avec une sympathie plus raisonnée qu'instinctive, ses actes. On laisse sans enthousiasme aux Finances M. Hermes, habile homme qui saura peut-être faire oublier ses démêlés avec les socialistes.

#### LE CENTRE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le centre est patriote, mais ses orateurs ne manquent pas, dans les grandes occasions, d'affirmer à côté des droits de la patrie « ceux des autres nations et de toute l'humanité » (Brauns, congrès de janvier 1922). La leçon de la guerre, l'atmosphère de haine et de soupçons qui s'était épaissie autour de l'Allemagne, le blocus moral dont elle restait prisonnière ont éteint chez la plupart des catholiques allemands tout enthousiasme guerrier. Erzberger n'attendit pas la débâcle pour faire campagne en faveur d'une « Société des Nations ». Souvent le centre a pris depuis la défaite l'attitude du pauvre homme qui ne désire que la paix



et qui, menacé ou maltraité, endure ses peines en prenant à témoin l'opinion internationale. Toute la politique extérieure de M. Wirth tenait dans ces formules que certains ont trouvées équivoques : exécuter ses engagements jusqu'à la limite du possible ; administrer par l'exécution la preuve qu'il est impossible de la continuer ; acheter des devises et payer jusqu'à ce que l'adversaire, inquiet devant la catastrophe du mark arrête les frais ; pratiquer la douceur, la patience, l'attente.

Cette tactique n'empêche pas les protestations. Le centre a protesté tour à tour soit contre les mesures autorisées par le traité de paix, soit contre celles qui en constituaient des « violations » (partage de la Haute-Silésie, régime de la Sarre, mesures prises par la Haute Commission Interalliée de Rhénanie). Il a protesté contre l'ultimatum de Londres, en l'acceptant par souci de « sauver l'unité du Reich » ; contre les notes, les mises en demeure, les sanctions. Ajoutons qu'il a généralement observé une certaine modération de ton, et déploré souvent l'impossibilité de rétablir la concorde internationale. Tout en proclamant le loyalisme des Rhénans, « accru dans les épreuves imméritées », le centre a, dans ses congrès, fait fréquemment allusion à l'entente économique et morale si « désirable » avec la France. D'ailleurs le centre s'applique à recommander tous les « contacts » et tous les « rapprochements » avec les autres puissances. Ce qu'il reproche aux avo-



eats de la politique « continentale » c'est une orientation vers la France que « la mentalité des Français à notre égard rend impossible » (Trimborn au Reichstag, 28 octobre, 1920). Au reste « l'intérêt d'une entente avec la France n'a pas besoin d'être prouvé ». « La reconstruction générale avec participation active de l'Allemagne et de la Russie » est un des articles essentiels du programme du parti (discours de Brauns au congrès de janvier 1922). Lors de l'occupation de la Ruhr, le « bon droit » de l'Allemagne n'a nulle part été affirmé avec plus d'énergie que dans la presse centriste. Toutefois publicistes et députés catholiques n'ont pas participé aux polémiques haineusement personnelles de la presse de droite.

#### LE CENTRE ET LA RÉPUBLIQUE

Monarchistes et républicains font assez bon ménage dans un parti qui sait fort bien distinguer entre le postulat idéal et les exigences de la réalité. Les formes différentes de l'État sont, enseigne-t-il, conciliables avec la conception chrétienne de l'État. Certes, « une monarchie bien dirigée est préférable à une république mal dirigée » (député Schwering au Landtag de Prusse, 30 novembre 1922) ; mais la monarchie de Guillaume II n'a pas laissé que de bons souvenirs. Certains membres du haut clergé abominent la révolution. Mgr Faulhaber qui est arche-



vêque de Munich n'a pas craint au congrès des catholiques en 1922 de déclarer qu'elle a été « une trahison ». Mais les convictions personnelles d'un prince de l'Eglise sont une chose, la vie d'un grand parti politique en est une autre. Qu'on lise le discours prononcé au congrès de Berlin par le président du parti Marx : « Par ses représentants librement élus à l'Assemblée nationale, le peuple allemand s'est donné une constitution, donc l'état *illégal* créé par la révolution, a pris dans la suite un caractère indubitablement *légal*... » Le centre ne viole pas les consciences ; il admet que tels de ses membres gardent leurs convictions monarchiques. Il exige seulement de tout citoyen chrétien, adhérent au parti, qu'il n'aspire pas à renverser l'ordre établi, et qu'il se borne, s'il ne le trouve pas satisfaisant, à employer pour le modifier des moyens constitutionnels.

Le centre est un parti de l'ordre. C'est pourquoi il est, *pour le moment*, loyalement républicain. D'ailleurs il éprouve à l'endroit de la république un sentiment qui ressemble assez à de la reconnaissance. Elle s'est faite pour lui habitable. Aussitôt après les affaires de la révolution, la constitution de Weimar a réglé les relations de l'Eglise et de l'Etat, reconnu les sociétés religieuses comme « Corporations de droit public » ; garanti à l'Eglise sa liberté d'action, la tolérance civile. Ce résultat n'est pour le centre qu'un



minimum. Mais qu'il est précieux quand on croyait tout perdre ! « Au début de 1919 personne d'entre nous n'aurait cru possible, en présence des attaques dont la religion était l'objet, que les libertés de l'Eglise fussent respectées comme elle l'ont été effectivement par la constitution de Weimar. » (Marx, congrès de Berlin). Certes le centre, pris dans son ensemble, est notablement moins « rouge » que ne l'est M. Wirth. Cependant l'idée républicaine a fait des progrès parmi les petits gens qui forment une importante partie (60 à 70 0/0) de la clientèle centriste. La noblesse catholique, malgré le respect qu'on lui témoigne, a été peu à peu réduite à un rôle assez effacé. M. von Papen, ancien attaché militaire à Washington, (pendant la guerre chef d'Etat-Major d'une division d'infanterie de la Garde), le comte Prasehma (grand propriétaire terrien à Falkenberg) ne font guère parler d'eux, l'un au Reichstag, l'autre à la présidence du parti. Quant au prince Alois von Löwenstein, il n'est pas du Parlement, et son activité se limite à l'organisation des congrès de catholiques.

« Nous sommes inébranlablement fidèles à la nouvelle constitution. Beaucoup d'entre nous aimaient peu l'ancien régime, sous lequel une partie des catholiques étaient considérés comme des citoyens de deuxième zone. » (Marx, congrès de Berlin, 1922). De telles paroles résument une intéressante psychologie. La gratitude des catho-



liques envers l'Etat nouveau s'explique par le rôle parlementaire très important qu'ils y jouent, par leur succès, la carrière des leaders du centre, le nombre croissant des catholiques appelés aux fonctions administratives et diplomatiques (Mayer à Paris, Pfeiffer à Vienne, etc...).

Au reste, si le centre est intransigeant sur un petit nombre de principes il laisse sans faire appel à la « discipline » les membres de la fraction prendre position comme ils l'entendent à l'égard des problèmes de l'heure. Quand il s'agit des questions fiscales, certains députés soutiennent par exemple les socialistes dans leur lutte pour un impôt sur le revenu qui ne retombe pas pour la plus grande part sur le salarié, tandis que d'autres suivent la majorité bourgeoise. Quand telle question d'ordre économique met en jeu l'existence d'un cabinet, les uns et les autres se retrouvent pour voter ensemble dans le sens commandé par l'intérêt général du parti. Alors les Klœkner (Duisbourg. Métallurgie) les Ten-Hompel (Münster-Essen. Constructions ; ciments), votent avec les Joos, les Imbusch (des mineurs de la Ruhr) et les Ersing (secrétaire des syndicats chrétiens du Sud-Ouest).

L'orientation générale du parti a obtenu la sanction de ses chefs les plus respectés. « Si je rencontrais dans l'éternité Windthorst que j'ai si bien connu, et s'il me questionnait sur la politique du centre, c'est la tête bien haute que je



lui en rendrais compte, car je sais qu'il m'approuverait » (discours du vieux Porsch au congrès de janvier 1922).

#### LE CENTRE ET LE FÉDÉRALISME

I. — A la fin de 1918, les émeutes de Berlin, la politique scolaire de l'anti-clérical d'extrême-gauche A. Hoffmann, porté au ministère des Cultes par la révolution, la crainte de « l'annexion française » entraînent les catholiques de Cologne et de Trêves dans le mouvement séparatiste représenté par le D<sup>r</sup> Froberger, le D<sup>r</sup> Hæber, rédacteur en chef de la *Kölnische Volkszeitung*, l'ecclésiastique Kastert (Cologne), le professeur Kueckhoff, etc... Les dénonciations, les grèves, l'opposition acharnée des autres partis, les rappels à l'ordre lancés par les autorités du centre, enfin la paix de Versailles (qui dissipe le danger d'une annexion) enrayent le mouvement de dissociation. Les partisans d'une république rhénane sont groupés par le D<sup>r</sup> Dorten dans la *Rheinische Volksvereinigung*. Les personnages en place, remis de leur panique, rentrent dans le giron du parti, où ils essaient de faire oublier leur accès de séparatisme (Adenauer, maire de Cologne ; Trimborn, conseiller supérieur de justice et député). Ces gens « sérieux » s'appliquent à définir leur fédéralisme, qui ne doit



pas mettre en danger l'existence du Reich. Ils obtiennent à Weimar la satisfaction de l'article 18 qui prévoit pour les populations allemandes le droit, par pétition signée par un tiers des électeurs, de provoquer un plébiscite en vue de constituer dans le cadre du Reich, de nouveaux Lænder.

Mais un certain nombre de catholiques rhénans restent, en présence de l'unitarisme dont s'inspire la politique officielle du centre, blessés dans leur particularisme. Ils fondent au printemps de 1920 la *Christliche Volkspartei*, parti catholique, agrarien, anti-socialiste, qui, tout en désavouant hautement Dorten, tout en se proclamant « national », demeure hostile à la Prusse. Laissons de côté les polémiques et explications orageuses qui eurent lieu au sein de ce nouveau parti entre éléments favorables à Dorten (secrétariat d'Aix-la-Chapelle, de Coblençe) et ceux qui tendent la main aux députés rhénans du centre, fédéralistes eux aussi, mais fidèles au Reich. Qu'il nous suffise de savoir que la *Christliche Volkspartei* représente la seission rhénane du centre ; qu'elle a obtenu, en tout et pour tout 65.219 voix aux élections de juin 1920 et qu'elle a un député au Reichstag, le Dr Deermann (Cologne), qui s'est inscrit à titre d'hôte au parti populiste bavarois dont la *Christliche Volkspartei* partage les convictions particularistes, agrariennes, et cléricales.



II. — Depuis la révolution, le centre *bavarois* a toujours eu tendance à s'isoler. Cette attitude se précisa lors de la signature de la paix. Le Bavarois Heim était adversaire de la signature et contrecarra l'action du vieux leader centriste Grœber, qui secondait discrètement, mais efficacement les efforts d'Erzberger. Le D<sup>r</sup> Heim s'éloigna du centre, et groupa ses amis dans la *Bayerische Volkspartei*. Ce groupe populiste bavarois (1) vota contre la constitution, s'abs tint lors de l'élection du président Ebert. La rupture officielle se produisit au congrès du parti bavarois le 9 janvier 1920. Aux élections de juin, le nouveau parti obtint 21 mandats.

La Bayerische V. P. se sépare du centre sur deux questions principales. Contre le républicanisme du centre elle en appelle aux principes de l'ancienne doctrine catholique qu'on trouve exposés dans le *Staatslexikon* de la société Gœrres. Cette doctrine ne reconnaît ni le droit de la révolution, ni la souveraineté populaire, ni le « fait accompli ». La légitimité d'une Assemblée nationale ne repose que sur un fait empirique, sur de simples arguments d'utilité, d'opportunité. La révolution ne saurait s'imposer aux esprits chrétiens par la seule raison qu'elle

(1) Le prêtre *J. Leicht*, du chapitre de Bamberg, président du groupe au Reichstag ; le professeur *K.-A. Beyerle*, envoyé en Belgique pendant la guerre (mouvement « activiste » flamand) etc...



survit et se prolonge (*Bayerischer Kurier*, mai 1920). Le président de la Bayerische V. P. le député Held, a parlé au congrès d'octobre 1922 contre les lois de défense républicaine. Plusieurs autres Bavarois, par exemple l'ancien ministre von Scidlein, ont prononcé à cette réunion des discours nettement monarchistes. La droite du groupe ne cache pas qu'elle n'attend qu'une émeute de gauche pour en finir en Bavière, puis en Allemagne, avec la république. Le docteur paysan Heim est l'homme des Associations chrétiennes de paysans (*Christliche Bauernvereine*) et des coopératives agricoles. C'est un homme habile qui mêle adroitement les intérêts de classe qu'il représente à ceux de la monarchie bavaroise. Les journaux ont raconté comment le bureau central des *Christliche Bauernvereine* a organisé des collectes dans les campagnes en faveur du mouvement royaliste (été 1922). D'après les journaux de gauche, Heim et ses collègues n'ont pas été étrangers à la fondation de la Ligue royaliste bavaroise (*Bayerischer Heimats- und Königsbund*).

D'autre part, la Bayerische V. P. est farouchement fédéraliste. On l'a vu à Bamberg (congrès de septembre 1920). Dans le programme de Bamberg, ce parti demandait la résurrection du Bundesrat, le droit, pour les Etats confédérés de se donner eux-mêmes une constitution, de conclure des traités avec des puissances étran-



gères, et d'avoir près d'elles des représentants diplomatiques. Très attaqués par les partis de gauche, les catholiques bavarois ont à l'occasion atténué ce programme (le député Held au Reichstag le 5 octobre 1920). Mais leur particularisme est foncier. Au congrès d'octobre 1922, des résolutions ont été votées, qui réclament la révision de la constitution de Weimar, l'élection d'un président de l'État de Bavière, une loi qui hâte les plébiscites. Il est juste d'ajouter que les catholiques bavarois, qui paraissent sûrs de l'avenir (ils prétendent qu'au moins 80 % des électeurs de Bavière sont royalistes), désapprouvent les excès des agitateurs « venus de Berlin », et dont l'unique pensée est le « coup à faire ». La Bayerische V. P. fidèle à la politique des Podewils, des Hertling et des Dandl fait volontiers opposition à Berlin, mais est plutôt, au dernier moment, pour les arrangements que pour les ruptures. Le régime Kahr (président du Conseil) et Pœhner (président de la Police munichoise) était tout de même un peu brutalement réactionnaire. On leur préfère des hommes comme von Lerchenfeld et surtout von Knilling.

Au Reichstag, le parti centriste dissident est intervenu non sans véhémence contre les réquisitions de céréales, contre tout ce qui ressemble au contrôle du Reich sur la production agricole, contre la législation fiscale centraliste, au nom de la souveraineté financière des Länder, enfin



contre la spéculation en Bourse, l'agiotage, le gaspillage et l'immoralité des grandes villes (lisez : de Berlin). Au Landtag de Bavière, ce parti domine la situation avec ses 64 mandats. La droite qui s'intitule *Mittelpartei*, n'a que 15 représentants. La Ligue bavaroise des paysans en a 12. Le parti allemand populiste y figure avec 5 députés. La gauche démocratique et socialiste ne peut opposer à ce bloc de 96 élus, fédéralistes à des degrés divers, qu'un groupe de 59 députés, résolument unitaristes.

Remarquons enfin que certains éléments catholiques échappent pourtant en Bavière à l'emprise de la Bayerische Volkspartei. Au cours de l'année 1920 s'est formée à Munich une « Union chrétienne démocratique », en Franconie un « Parti chrétien social de Bavière ». Ces deux groupes sont hostiles au particularisme, jugé excessif, de la Bayerische V. P. Leur journal, *Das Freie Volk*, a combattu le Dr Heim et préconisé le retour au centre des catholiques bavarois. Ce mouvement paraît avoir assez peu d'avenir.

III. — En face des groupements dissidents, le centre (Reichszentrum), définit ainsi les limites de son fédéralisme. Le programme de mars 1871 exigeait que le Reich nouvellement fondé restât une confédération et que les droits des différents Etats ne fussent pas sacrifiés plus



que ne le commandaient les intérêts de la communauté nationale. Or, l'évolution de l'Allemagne nouvelle, le cours des événements historiques n'a cessé d'étendre les compétences du Reich aux dépens des Etats confédérés. Il serait déraisonnable de ne pas vouloir tenir compte des faits politiques et économiques. Il n'est pas niable que la souveraineté des Etats n'ait subi d'importantes restrictions. Mais le centre a toujours fait en sorte que ces restrictions ne fussent adoptées que quand l'intérêt national les exige.

En matière de fédéralisme, d'« autonomie » le centre a toujours su tenir compte de la question d'opportunité, et adapter ses aspirations aux nécessités du moment. En Rhénanie ses leaders les plus autorisés (par exemple le professeur Lauscher de Bonn, député au Reichstag) ont rarement manqué l'occasion de dire ce qu'ils pensent de la Prusse, de l'administration prussienne, ainsi que d'évoquer avec amertume les temps où les catholiques rhénans éprouvèrent l'inclémence et les rebuffades du gouvernement de Berlin. Mais quand il s'est agi de résister aux « envahissements » de la politique française, les mêmes hommes ont mené campagne pour l'ajournement de tout plébiscite, de toute action autonomiste. De même en Haute-Silésie. Avant le plébiscite général de 1921 les représentants du centre (le prêtre Ulitzka de Ratibor) se sont employés en faveur de l'autonomie. Mais après



le partage du pays ils se sont ravisés, pour des raisons « nationales ». Aussi la consultation populaire qui eut lieu au début de septembre 1922 dans la partie de la Haute-Silésie restée allemande aboutit-elle au maintien de la région dans le cadre de la Prusse.

#### LE CENTRE ET LES SYNDICATS OUVRIERS

Ayant constitué de vastes groupements ouvriers de tendances différentes, le centre eut de la peine à les faire collaborer à une même œuvre politique. D'une part les Associations catholiques d'ouvriers n'étaient pas entièrement d'accord entre elles sur d'importantes questions de tactique (opposition entre Cologne et Berlin) ; d'autre part, les Syndicats chrétiens (laïques), avaient pris, sous le coup de fouet de la concurrence socialiste, un considérable développement. On fit de sérieux efforts pour s'arranger. Pendant la guerre une « communauté de travail » fut conclue entre les Syndicats chrétiens (Stegerwald et Joos), et les Associations d'ouvriers catholiques (Sitz Berlin). Un programme politique général fut adopté qui sauvegardait les droits de la propriété privée et de la monarchie. L'important pour l'Église était que les masses restassent fidèles à ses doctrines. C'est pourquoi elle approuva l'action des prêtres démocrates, qui



s'étaient faits les éducateurs des associations ouvrières. On peut dire que c'est grâce à cette action éducatrice que la révolution n'a pas balayé les organisations ouvrières dirigées par les prêtres.

Leur programme consacre la propriété privée tout en condamnant les « manifestations matérialistes et immorales » du grand capitalisme. L'adepte des Associations catholiques était habitué, à cette idée qu'il ne saurait y avoir de politique *ouvrière* pure, et que l'intérêt de la *communauté* doit rester la règle absolue de son action. Or, à côté de ces groupements confessionnels, dont la loi est l'harmonie des différentes classes sociales, ont grandi des Syndicats chrétiens dont l'idéal ne coïncide pas complètement avec le leur. Ces Syndicats ont pris depuis la guerre un grand essor. De 392.914 en 1918, le chiffre de leurs affiliés passe à 858.283 en 1919, et à 1.000.770 au début de 1920. Il faut essayer de délimiter les sphères d'action respectives. Les Associations catholiques reconnaissent aux Syndicats le droit de favoriser l'action économique des ouvriers, conformément aux nécessités de la religion et de la morale. Elles acceptent de faciliter selon leurs moyens le recrutement des Syndicats, espérant que ceux-ci leur rendront le même office. Il n'en subsiste pas moins des germes de conflit que révèle nettement l'étude de P. Schmitz : *Arbeitervereine und Gewerke*.



*schaften* dans la revue *Der Arbeiterführer* (mai et juin 1920). « Les Syndicats, dit l'auteur, engagés de plus en plus dans l'action économique et sociale ne sont ils pas tentés de représenter les intérêts *ouviérs* dans la sphère politique ? Il faut que les Associations catholiques rappellent constamment les Syndicats au sentiment de leurs limites. De leur côté les Syndicats, instruits par l'exemple des organisations ouvrières déchirées par les sectes socialistes, comprennent le bienfait de la neutralité politique et d'une loyale entente avec les Associations d'ouvriers catholiques. »

Quoi qu'il en soit, l'organisation ouvrière proprement catholique faiblit. Les 189.404 membres du Westdeutscher Verband (1921) et les 182.000 membres du Süddeutscher Verband ne font pas figure imposante à côté du million d'ouvriers organisés dans le Deutscher Gewerkschaftsbund (2 millions si l'on compte les employés et les fonctionnaires).

Il est des sceptiques qui ne croient pas que le centre réussisse à tenir indéfiniment en bride les intérêts, les appétits économiques qu'il a voulu discipliner en les organisant. Des publicistes social-démocrates assurent qu'il succombera à la tâche. Rien n'est moins certain. Le parti a montré jusqu'ici avec quelle adresse il est capable d'harmoniser les tendances contradictoires. D'ailleurs quoi qu'il arrive l'Eglise



n'a pas lié son sort à celui du parti. Elle reste maîtresse non seulement des Arbeiter-Vereine mais des *Associations de jeunes gens*, réunies en un Gesamtverband qui comprenait en 1876, 500 groupes d'un total de 40.000 membres et en 1921, 3.676 groupes réunissant 339.999 adhérents. Au congrès catholique d'août 1922, le professeur Lempacher affirmait que sur 900.000 jeunes catholiques de 14 à 20 ans la moitié, soit 450.000 sont groupés en 6.200 Associations formant la jeunesse catholique d'Allemagne ; que sur un chiffre égal de jeunes filles 575.000 sont inscrites dans les Jungfrauen-Vereinigungen. L'Eglise contrôle les 25.000 membres de l'Association des instituteurs catholiques, les 20.000 institutrices organisées de façon analogue ; les 25.000 étudiants de la « Nouvelle-Allemagne » fondée pour l'éducation religieuse des masses ; les 8.000 jeunes gens abstinents de la Ligue « Quickborn », une partie des 300.000 jeunes gens et jeunes filles, amateurs de grand air, qui constituent le groupe, fort bigarré il est vrai, des « oiseaux voyageurs » (Wandervogel) (1).

Comme le Volksverein, comme l'Augustinus Verein, ces grandes organisations recherchent la sanction de l'Eglise catholique, institution autrement stable qu'un parti soumis aux vicissitudes de la politique. De son côté l'Eglise n'a

(1) Compte-rendu du congrès des catholiques (*Germania*, 28 août 1922).



aucune envie d'abandonner au parti cette organisation créée par elle. Elle peut, si cette tactique lui semble un jour avantageuse, renoncer passagèrement à l'activité politique, orienter ses Vereine du côté religieux et pédagogique, jusqu'au moment où il redeviendrait nécessaire de les lancer dans la mêlée.

#### TACTIQUE ET ORIENTATION

Aux leaders catholiques les conservateurs déclarent : « Vous êtes infidèles à vos principes les plus authentiques en encourageant les socialistes. » Aux catholiques, inquiets de l'orientation présente du parti, ils laissent entendre : « Le centre n'est plus un parti catholique ; il n'est plus un parti du milieu ; il est en réalité un groupe démocratique de gauche, où vos intérêts confessionnels ne sont plus assez sauvegardés... Venez plutôt à nous. » (comte Westarp, *Gazette de la Croix*, 27 août 1922). Et les conservateurs eurent l'exemple fameux de M. Wallraf, catholique de marque, ancien secrétaire d'Etat à l'Intérieur, devenu un des membres les plus influents du parti allemand-national. « Quand les catholiques auront compris, a dit M. Wallraf, que notre parti défend les intérêts catholiques, un vaste courant les portera vers nous » (Landtag de Prusse, 22 juin 1922).

Comment le centre répond-il à ces avertisse-



ments ? Sans perdre le contact avec les partis de gauche, il se réserve de « s'allier temporairement aux droites quand les soucis religieux ou scolaires le commandent ». Après avoir obtenu par le compromis avec les socialistes l'autorisation en faveur de l'école libre ou privée, et bien établi les droits des parents, le centre mis en goût s'est rapproché peu à peu des autres partisans résolus de l'école confessionnelle. Quand il s'est agi de préciser les termes de la future loi destinée à appliquer les principes scolaires de la constitution, le centre a présenté de concert, avec les allemands-nationaux et les populistes un projet annulant au profit de l'école confessionnelle le paragraphe 1 de l'article 146 qui posait comme *norme* l'école commune ou simultanée (printemps 1922). Démocrates et socialistes ont poussé les hauts cris. La situation reste embarrassante. Au seul égard de la politique scolaire, le centre se sépare des autres ; il déplace la majorité, et son attitude remet en question l'équilibre des forces parlementaires. Aussi d'un commun accord, on cherche à différer le débat. Le projet de loi reste en souffrance. Pendant ce temps le régime se stabilise et le centre en profite pour consolider son organisation par des diètes et des assemblées provinciales, ainsi que dans les « conseils adjoints de parents » (Elternbeiräte).

Des appels comme ceux de M. Wallraf ne sont



pas restés sans échos. Plus d'un aristocrate de Westphalie ou de Silésie a désapprouvé dans son cœur les camaraderies politiques d'Erzberger et de Wirth. Mais le centre est avant tout un parti de petites gens où les grands seigneurs ne font pas la loi. Sa minorité à tendances nettement conservatrices est réduite momentanément au silence. C'est d'un autre point que part l'opposition la plus dangereuse pour la politique officielle du parti. Je veux parler du mouvement Stegerwald.

Le chef des Syndicats chrétiens prend parfois des allures d'un chef de parti. Sa doctrine, assez diffuse a été exposée au congrès des Syndicats chrétiens d'Essen (novembre 1920), au congrès des catholiques, dans son journal (*Der Deutsche*) et dans sa brochure récente « Dêbâcle et reconstruction ». Elle peut se réduire aux thèses suivantes :

L'Allemagne est condamnée à l'impuissance politique si les partis actuels, dont les querelles électorales ne répondent plus aux nécessités vitales du pays ne subissent pas une refonte complète. La fin la plus désirable serait la constitution d'un vaste parti de renouveau national, groupant le prolétariat, l'industrie, la production agricole. Si cette unité de front nationale n'est pas possible, il faut au moins une coalition parlementaire qui aille du parti populiste à la social-démocratie. Le centre peut y jouer le rôle éminent d'un parti



moyen « central ». Il ne peut accomplir tout son programme de coopération sociale positive, de restauration populaire qu'en renversant les dernières barrières confessionnelles, en unissant protestants et catholiques dans le même idéal chrétien. Les questions de politique pure, par exemple celle de république ou de monarchie, sont oiseuses (Sonntagsangelegenheiten).

Depuis que Stegerwald a fait connaître sa doctrine, les droites l'ont commentée avec complaisance. Les feuilles conservatrices protestantes lui ont parfois objecté que son parti, encore à naître, ne serait sans doute qu'une façade neuve, derrière laquelle le centre traditionnel ferait sa vieille politique. Mais en général, allemands-nationaux et surtout populistes ont signalé avec sympathie un mouvement dont le terme serait peut-être la « grande droite » destinée à contre-balancer l'action des socialistes (*Tag*, 15 juin 1922). La tactique de Stegerwald envers les socialistes est agréable aux droites. Il les somme de « collaborer », tout en leur reprochant sans indulgence leurs fautes. « On ne m'ôtera pas de l'idée que les social-démocrates sont au moins aussi responsables de notre défaite nationale que l'ancien régime. Ils ont voulu constituer une classe à part dans la nation. S'ils ne s'étaient pas tenus à l'écart, le mouvement monarchique n'aurait pas pu faire la politique qui mena le pays à la catastrophe. »



Pour les socialistes, Stegerwald est un réactionnaire. Ils ne lui ont pas ménagé leurs attaques lorsqu'il fut président du Conseil en Prusse (avril-novembre 1921). S'ils le firent tomber, c'est que, n'ayant aucune confiance dans son républicanisme, ils voulurent lui imposer comme ministre de l'Intérieur un socialiste : Severing. Ils savent bien où le courant Stegerwald prend sa source. Les Syndicats chrétiens comptent plus de 35 0/0 de protestants. A la tête d'une des grandes organisations qui constituent le Deutscher Gewerkschaftsbund de Stegerwald, est le groupement national-allemand des employés de commerce (1), association puissante qui a des bureaux dans 140 villes d'Allemagne. Voilà ce qu'il ne faut pas oublier si l'on veut s'expliquer la doctrine de Stegerwald. Elle a pour but non seulement de conserver aux Syndicats chrétiens leurs éléments non-catholiques mais d'en augmenter le nombre, en offrant aux ouvriers organisés, plus ou moins affiliés aux partis de droite, une demeure adaptée à leurs besoins économiques et moraux.

Assez différent est le point de vue politique des hommes sortis de l'école des Arbeiter-Vereine de l'ouest : les Brauns (Ministre du Travail), les Joos, (Directeur de la Westdeutsche Arbeiterzeitung). Eux aussi, ressentent douloureusement l'état de

(1) Cf. plus haut, p. 29.



misère politique où se débat l'Allemagne. Ils savent qu'il est encore impossible de procurer à un gouvernement solide une forte majorité parlementaire (Brauns, *Germania*, 16 juillet 1922). Mais ils ne pensent pas qu'on puisse remédier à ce mal en négligeant les dissentiments d'ordre politique, et en conviant simplement tous les partis non marxistes à les oublier pour coopérer au relèvement du pays. Ils voient l'Allemagne divisée aux différents points de vue du tempérament, des traditions, de la religion. Cette désunion condamne une monarchie allemande à rester « une chimère, une mascarade » (*Germania*, 27 juillet 1922). D'ailleurs les catholiques allemands sont payés pour savoir ce que signifierait pour eux une nouvelle monarchie restaurant la « religion d'Etat ». Seule la république peut permettre aux confessions la libre entente inutuelle. Le centre ne conclura jamais d'alliances avec un parti qui n'accepterait pas loyalement la constitution républicaine.

Ce principe posé, il faut reconnaître que la vie parlementaire allemande doit être *simplifiée*. Il faut souhaiter qu'entre la droite, qui ne peut se défaire des éléments nationalistes et antisémites (peut-être un jour renforcée des monarchistes du parti populiste) et les socialistes désormais unifiés et peut-être augmentés des démocrates de gauche, se constitue un bloc des partis moyens, résolument constitutionnels, nul-



lement animé de desseins hostiles envers les socialistes, mais attaché à l'idéal chrétien solidariste. Ce serait le centre qui offrirait le « point de cristallisation » (Brauns, *Germania*, 18 juillet 1922). Il deviendrait un « parti de la constitution », une première ébauche de la simplification désirée.

D'ailleurs le programme de M. Brauns inspire à ses amis eux-mêmes certains soucis. M. Joos, le loue d'avoir bien spécifié qu'il ne veut pas un bloc bourgeois dressé contre les socialistes. Mais il ne voudrait pas que le centre se fit illusion sur les préjugés dont il continue à être l'objet de la part de nombreux populistes, de la grande industrie, et des démocrates anticléricaux. Il souhaite lui aussi qu'un jour le centre devienne le noyau d'un grand parti constitutionnel. Mais il ne faut pas qu'il aille plus vite que sa clientèle, ardemment attachée aux traditions idéalistes (religieuses) du parti, et que par impatience politique il compromette son unité morale, déçoive l'enthousiasme des masses, et surtout de la jeunesse. Il est excellent d'accueillir beaucoup de protestants. Il pourrait être dangereux d'en accueillir trop au sein d'un parti dont les forces les plus pures jaillissent du terrain *catholique*.

A la fin de juin 1922, le centre a formulé à nouveau des résolutions qui précisent sa tactique, à la suite d'une réunion de la Présidence



et du Comité central. Il a affirmé qu'il est beaucoup plus qu'un parti catholique : 1<sup>o</sup> Il institue un Conseil adjoint économique composé des représentants de différentes professions. Ce conseil proposera les candidatures nécessaires à la défense des intérêts économiques. La direction du parti « se mettra d'accord avec les professions » et répartira les candidatures de concert avec les instances provinciales du parti ;

2<sup>o</sup> Il proclame que le caractère *politique* du centre doit être plus fortement mis en relief. Aux prochaines élections il présentera un plus grand nombre de *candidatures non catholiques*. La presse politique du parti devra devenir *exclusivement* politique : on priera l'Augustinusverein d'agir en ce sens.

L'historien suivra avec intérêt le développement de ces tendances. Il est assez difficile d'être député du centre si l'on ne fait pas depuis longtemps partie du mouvement, si l'on n'est pas de longue date familiarisé avec son organisation, son idéologie. Est-il possible, quand on n'est pas catholique, de devenir autre chose qu'un ornement, une « arabesque », pour un parti auquel le catholicisme continue, malgré tout, à fixer les limites générales de son action, et qui, après avoir, pendant les semaines révolutionnaires, voulu changer son nom pour celui de Christliche Volkspartei, a repris si rapidement son étiquette traditionnelle ?



## ORGANISATION. PRESSE

Depuis la révolution l'organisation du parti du centre a été modifiée. Ses membres, jadis groupés dans des associations locales soumises à l'influence du clergé de la région, sont maintenant inscrits sur une liste unique et centralisée. Groupes locaux, de cercle, d'arrondissement, de région et province, constituent le « Reichsverband ». Au faite nous trouvons : 1<sup>o</sup> la Présidence (Vorstand) composée de 14 membres titulaires et de 12 adjoints — tous agréés par le congrès ; 2<sup>o</sup> le Comité du parti (Ausshuss) composé des membres de la Présidence auxquels sont adjoints des représentants de toutes les associations provinciales — agréés également par le congrès ; 3<sup>o</sup> le Congrès, instance suprême groupant les délégués des provinces et des deux autres bureaux, des députés du Reichstag et des Diètes. C'est un vrai Parlement qui tient ses assises tous les ans, auquel doivent des comptes les autres instances et le groupe du Reichstag.

Un secrétariat général dirige une troupe de secrétaires du parti, chargés de la propagande. Une « Association politique communale » fondée en 1917 répand la doctrine du centre dans les municipalités. La laïcisation générale du centre se fait sentir dans la réforme des Associations Windthorst, organisées maintenant sur le modèle



du parti lui-même. Au congrès du 18 mai 1921 le député au Reichstag Hœfle en a été élu président. Le secrétaire général du centre fait partie de droit de leur bureau central. Leur but évident est de recruter la clientèle électorale du parti en exaltant dans le cœur des jeunes gens « l'idéalisme » qui est au fond de sa doctrine. Au congrès du 18 juin 1922 (Godesberg) les orateurs de ces Associations ont affirmé le principe inter-confessionnel et l'ont montré triomphant définitivement de l'« intégralisme » de la « tendance Berlin ». Le Dr Marx a rappelé à ce propos que l'intégralisme « a conduit les catholiques français à l'isolement politique, malgré les avertissements du pape Léon XIII ».

Pour rester une sorte de parlement où doivent s'harmoniser les intérêts, le centre a dû et doit encore lutter contre les empiètements réciproques des groupes économiques qui y sont représentés. La Bavière tend à déléguer au parlement des agriculteurs, la Rhénanie et la Silésie des industriels et des ouvriers, l'Etat de Bade, le Wurtemberg des représentants des classes moyennes. Au premier congrès du parti, des orateurs comme Brauns ont signalé le danger : il ne faut pas que la lutte électorale soit pour tel groupement économique, telle profession, l'occasion d'envoyer au parlement le plus grand nombre possible de délégués. Ce qu'il faut avant tout c'est une « fraction » forte, et fidèle à l'idéal du parti. A



l'Assemblée Nationale les ouvriers centristes avaient réussi à faire entrer 16 des leurs. De pareils « filots » sont un péril pour une fraction parlementaire, s'ils ne savent pas mettre le bien du parti au-dessus de leurs revendications. Il a donc été décidé de laisser aux instances régionales le droit de protéger les candidats ; mais c'est l'organisation centrale qui fixe leur choix définitif.

Ce sont la *Germania* de Berlin, la *Kœlnische Volkszeitung* de Cologne, qui sont au point de vue de la doctrine politique les feuilles les plus importantes. Il est en outre deux grands quotidiens dont il faut tenir compte : la *Tremonia* de Dortmund et un journal très répandu parmi les ouvriers catholiques : *L'Essener Volkszeitung*. Citons encore la *Schlesische Volkszeitung* de Breslau, le *Düsseldorfer Tageblatt*, la *Bonner Reichszeitung*, le *Münsterscher Anzeiger*, le *Bayrische Kurier*, organe du parti bavarois, et l'*Augsburger Post Zeitung* devenue le trait-d'union entre ce groupe dissident et le centre proprement dit.

Laissant de côté les revues de caractère plus ou moins littéraire ou pédagogique, mentionnons le *Zentrum*, publication bi-mensuelle, éditée à Berlin par le secrétariat général du parti ; le *Hochland* (politique et philosophique) ; les *Historisch-Politische Blätter*, très ancienne revue catholique fondée par Gœrres (ces deux revues



méridionales n'ont pas ménagé leurs critiques à la politique des Erzberger et des Wirth). La *Soziale Revue* de Munich est inspirée par le haut clergé et se donne comme tâche spéciale de mettre l'ouvrier catholique en garde contre le socialisme. La *Christliche Politik* (Berlin-Hildesheim) suit une tactique nettement interconfessionnelle.



### III

#### LE PARTI ALLEMAND-HANOVRIEN

*(Deutsch-Hannoversche Partei).*

I. — Successeurs des Guelfes partisans du rétablissement de la dynastie de Cumberland, les Allemands hanovriens ne bornent pas leurs ambitions à vouloir séparer le Hanovre de la Prusse. Ils préconisent la création d'un Etat de Basse-Saxe qui engloberait outre le Hanovre, le Brunswick et peut-être même la république d'Oldenbourg et la ville libre de Brême. Certains étendent leurs visées jusqu'à la partie orientale de la Westphalie (district de Minden). S'ils obtenaient satisfaction, le district de Pyrmont, qui a été rattaché à celui de Hameln, deviendrait hanovrien après être devenu prussien. Il est douteux que de pareilles ambitions soient promptement réalisées.

Les Allemands hanovriens nourrissent contre la Prusse des rancunes tenaces. Ils lui reprochent d'avoir exploité sans scrupule le Hanovre, do



lui avoir enlevé ses forêts et ses biens domaniaux, d'avoir vendu ses chemins de fer au Reich. Ils ont toujours sur le cœur l'histoire du « trésor de Hildesheim » (grande quantité de vaisselle romaine d'une valeur considérable trouvée dans le voisinage de cette ville). Les Prussiens ont transféré ce trésor au Musée d'Arts et Métiers de Berlin. *Inde iræ*. Les chefs du parti parlent de ces « spoliations » avec beaucoup d'amertume. Ils semblent n'attendre qu'une occasion, par exemple des troubles en Prusse, pour demander des comptes, et pour appuyer leurs revendications par des menaces : couper les vivres à Berlin l'empêcher de recevoir les charbons du Rhin et de la Westphalie, etc...

Cette rancune a des composantes qu'il ne faut pas méconnaître. Elle est à base d'anti-socialisme. La plupart des Allemands hanovriens les plus influents sont des terriens et des conservateurs. Leurs bêtes noires sont M. Leinert, social-démocrate, président du Landtag prussien et maire de Hanovre, et Noske le président supérieur de la province — tous deux unitaires convaincus. Malgré leurs convictions monarchistes, les leaders allemands hanovriens savent qu'une restauration est impossible pour de nombreuses années. Ils s'affirment patriotes, mais se défendent d'être nationalistes. Leur presse n'a pas plus attaqué MM. Clemenceau et Poincaré que Bismarck et Guillaume II. Alors que



les particularistes bavarois vont souvent, dans leur lutte pour les prérogatives de leur petite patrie, jusqu'à suspecter et maltraiter le Reich, les Hanovriens affirment dans leurs proclamations qu'en combattant la Prusse ils *travaillent dans l'intérêt du Reich*.

II. — Le parti s'est reconstitué et est entré en campagne aussitôt après la révolution. Il s'est contenté d'abord d'exciter, sans éclats, les populations rurales contre le « Berlin rouge », le « régime de la rue », de conserver le plus longtemps possible des armes afin de parer à toutes les éventualités révolutionnaires. En 1922, sa propagande est devenue plus ouverte. Réuni en assemblée générale le 12 novembre, il a décidé de demander qu'un plébiscite ait lieu au plus tôt sur la question de l'autonomie fédérale dans les districts de Stade et Luncbourg. Une adresse fut remise à cet effet au ministère de l'Intérieur du Reich. Les deux districts dont il est question se trouvent au nord de la province. Leur superficie est à peu près celle de trois départements français. Ils ne comptent guère plus de 900.000 habitants, surtout petits bourgeois et ruraux. Les autonomistes paraissent convaincus qu'ils réuniront plus du tiers requis par la loi (article 18 de la constitution) des électeurs inscrits, quand ils feront circuler les pétitions en vue du plébiscite. Puis ils se disent sûrs que



la majorité voulue (les 3/5 des votants et la moitié des inscrits) leur est acquise lors du plébiscite. D'ailleurs si les Allemands hanovriens procèdent ainsi, c'est par économie : ils ne peuvent pas faire d'un coup, disent-ils, les frais d'une campagne générale. Ils veulent donc procéder par étapes. Avant même que le plébiscite proprement dit ait lieu à Stade et Lunebourg, l'action préparatoire sera déclanchée dans les districts de Hanovre, de Hildesheim, de Göttingen. La troisième tranche sera constituée par les districts occidentaux d'Osnabrück et Aurich. Pour ces deux derniers plébiscites, la meilleure propagande aura été faite par le résultat, sans doute favorable, du premier.

Les Allemands hanovriens en étaient à ce point de leur propagande quand l'occupation de la Ruhr, les mettant dans une situation délicate au point de vue national, les a décidés à ajourner leur projet. Ils se sentent en effet guettés par les grands journaux de Berlin, en particulier par ceux d'extrême-droite, prompts à dénoncer les milieux qui « font le jeu des ennemis de l'Allemagne ». Ils connaîtront peut-être d'autres difficultés encore. Aux termes de la loi, le Reichstag peut s'opposer à toute modification des frontières antérieures de l'Allemagne s'il estime que cette modification est contraire aux intérêts du Reich. Ne prétendra-t-il pas dangereuse, en l'espèce, la création d'un État aussi minuscule



que celui qui doit sortir du vote dans les districts de Stade et de Lünebourg.

III. — Le parti est représenté au Reichstag par cinq députés : M. Alpers un historien provincial, président d'une association régionale d'artisans, le comte von Bernstorff, ancien officier de cavalerie, agrarien-éleveur, M. Langwest, publiciste et poète, M. Sievers, une célébrité de la couture, président de corporations de tailleurs. Le cinquième, M. Colshorn, grand propriétaire agricole, vétérinaire du mouvement guelfe, compte au groupe du centre comme « hospitant ». Au Landtag de Prusse, il y a 34 députés du Hanovre « 31 si l'on défalque 3 Frisons », disent les autonomistes. Sur ces 31 députés il y a 8 Allemands hanovriens (dont 4 agrariens), soit un peu plus du quart. Sur ces 8 députés, 4 sont inscrits au parti du centre (Hospitanten) par sympathies personnelles, et pour des raisons de tradition (Windthorst était hanovrien). Lors des élections au Landtag de Prusse (1921), centristes et Allemands hanovriens ont présenté des listes communes. Hôtes du centre ou non, les députés hanovriens du Reichstag et du Landtag sont protestants, et, à l'exception d'un seul, luthériens.

Au Landtag provincial du Hanovre, les Allemands hanovriens sont 18 sur 109 élus (février 1921), soit 16,5 % . Ce n'est pas très brillant. On serait même tenté, dans ces conditions, de consi-



dérer comme un peu chimériques les plans des autonomistes. Mais il est possible que la situation au point de vue du plébiscite soit plus favorable que ne l'indiquent les chiffres que nous venons de citer. Bien des personnes qui aux élections parlementaires votent pour d'autres partis, se prononceraient probablement en faveur de l'autonomie quand elles auront, non plus à affirmer leurs idées politiques et sociales d'ordre général, mais à prendre position à l'égard du problème nettement délimité de l'avenir de leur province.

Les Allemands hanovriens sont un parti de gens aisés, mais non riches. Leur propagande s'est surtout faite jusqu'ici par la coopération agricole : cotisations en nature (céréales) versées par les agriculteurs, suivant les ressources individuelles. Ils disposent de quelques journaux, dont certains ont disparu dans la débâcle économique. Il leur reste notamment l'hebdomadaire *Hannoversche Landeszeitung*.



## IV

### LES PARTIS ISSUS DU LIBÉRALISME ALLEMAND POPULISTES ET DÉMOCRATES

Le parti populiste allemand (*Deutsche Volkspartei*) et le parti démocrate (*Deutsche demokratische Partei*), sont tous deux issus du libéralisme allemand, et des deux groupements politiques nettement différenciés qui le représentaient avant la révolution : le parti *national libéral* et le parti *progressiste*. Essayons de résumer l'évolution singulièrement confuse du libéralisme.

L'ancêtre commun des groupes libéraux, est le parti progressiste de Prusse. Il se réclame de Voltaire, des Encyclopédistes, de Lessing. Il aspire à une constitution « rationnelle », qui assure le pouvoir à la majorité nationale, et qui accorde à l'individu un maximum de liberté. Il s'est constitué en 1861 pour résister aux réformes militaires, opiniâtement poursuivies par Bis-



marek en prévision de l'explication avec l'Autriche. La victoire produit dans l'opinion libérale un revirement qui détermine 24 députés prussiens à se rallier au gouvernement. Au Reichstag de l'Allemagne du nord leur groupe est grossi par l'arrivée de nombreux libéraux des provinces nouvelles, tous partisans d'une « Petite Allemagne » centralisée. Le parti national-libéral est fondé (1866).

De 1867 à 1878, Bismarck se sert de ce parti pour organiser le Reich. Au fond il aime peu ces « constitutionnalistes ». Mais il a besoin d'eux. Des heurts se produisent, à propos de la liberté de la presse, du contrôle du budget, etc... En 1869, les nationaux-libéraux n'acceptent l'emprunt pour l'augmentation de la flotte que si on leur concède la création d'un office chargé d'administrer la dette. Bismarck retire son projet de loi relatif à l'emprunt, mais il ferme les chantiers.

La victoire rapproche le chancelier et ce parti de réalisations pratiques. Mais la collaboration est fertile en incidents. Jusqu'en 1877 les nationaux-libéraux, conscients de leur force, ne manquent guère d'occasion de la faire sentir. Ils peuvent, en liant partie avec l'aile gauche des conservateurs, offrir à Bismarck un suffisant appui. Mais ils peuvent également, s'il porte ombrage à leur libéralisme, faire appel aux voisins de gauche : les progressistes. Or, Bismarck veut



faire aboutir ses réformes militaires. Il voudrait que le gouvernement, libre de tout contrôle, fixât à son gré le chiffre du contingent de l'armée sur le pied de paix. Les nationaux-libéraux lui accordent l'augmentation des crédits militaires, mais ils imposent du moins à l'arbitraire gouvernemental cette limite : le Septennat. Les progressistes, adversaires déclarés du septennat, rompent avec les nationaux-libéraux. Ceux-ci d'ailleurs traversent une crise. Les problèmes économiques nouveaux (droits protecteurs, augmentation des impôts directs), les désorientent. Ils ne sont pas d'accord avec Bismarck à propos de la fameuse « clause Franckenstein » qui consacrait en matière fiscale les « contributions matriculaires » versées mensuellement par les États au Reich, contre obligation pour celui-ci de reverser à la fin de chaque trimestre aux dits États les excédents perçus par le Reich sur les droits de douanes, le tabac, les loteries, etc... Bismarck préférerait cette institution aux solutions que les nationaux-libéraux préconisaient, et qui eussent simplifié ce système de versements et de reversements. Mais à condition que le Parlement eût droit de contrôle sur les impôts.

Travaillé d'un soudain malaise, le parti national-libéral sort un peu affaibli des élections de 1877 (127 mandats au lieu de 152). La tactique de Bismarck consiste, à cette époque décisive, à maîtriser les nationaux-libéraux, en faisant



éclater les antagonismes dont ils souffrent. Par la loi d'exception contre les socialistes, par la réforme financière de 1879 (tarifs douaniers), il coupe en deux ce parti qui contient : 1<sup>o</sup> des éléments libéraux, démocrates, libres-échangistes ; 2<sup>o</sup> une classe nouvelle de possédants, de nouveaux riches, d'industriels protectionnistes, prêts à se laisser guider par l'aristocratie administrative. Les élections de 1878 (après dissolution du Reichstag) réduisent le parti à 98 sièges. Il n'a plus à faire ses conditions : les conservateurs peuvent se passer de lui, s'allier avec le centre. Bennigsen, qui veut empêcher Bismarck d'acheter l'alliance du centre au prix de nouvelles concessions au catholicisme, pousse son parti à accepter le renouvellement du septennat (1880) et à approuver la politique protectionniste. C'en est trop : les libres-échangistes, les partisans d'une orientation vers la gauche, se retirent du parti national-libéral, pour fonder une « sécession » : la *Liberale Vereinigung*.

Aux élections de 1881 les nationaux-libéraux obtiennent 45 mandats. La *Liberale Vereinigung*, avec ses 47 sièges, peut former avec les progressistes (ils ont fait la campagne électorale ensemble) un bloc de gauche de 106 députés, tous partisans de la liberté du commerce et du principe : aide-toi toi-même, hostiles à toutes les lois qui rappellent le socialisme : par exemple la loi d'assurance contre les accidents du travail,



votée par le centre et même les nationaux-libéraux (1882). C'est à cette école qu'appartient le Dr Max Hirsch, créateur des Gewerkvereine, Syndicats démocratiques, qui existent encore. En 1884, *Liberale Vereinigung* et progressistes se fondent en un seul parti, qui prend le nom de *Deutsche freisinnige Partei*.

Pendant ce temps, les nationaux-libéraux dirigés par Miquel (maire de Francfort) se retournent vers les conservateurs. Par la déclaration de Heidelberg (mai 1884), ils tracent un programme agricole, social, colonial et militaire favorable aux revendications des droites. Avec elles, en 1886, ils approuvent le projet de loi militaire. Mais ils n'ont plus les forces nécessaires pour former la majorité dont Bismarck a besoin. Le Reichstag est de nouveau dissous. Etroitement unis aux conservateurs, les nationaux-libéraux font les élections sur le terrain patriotique : 99 des leurs rentrent au nouveau Reichstag. Le cartel reconstitué procure à Bismarck quelque répit. Mais il faut renouveler les lois d'exception contre les socialistes. L'hostilité des gauches et du centre font échouer ce renouvellement. Nouvelle dissolution. La politique réactionnaire de la fraction nationale-libérale n'a pas plu à ses électeurs qui n'envoient au Parlement que 42 députés (1890). Au même moment, la *Deutsche freisinnige Partei* doit à l'énergie avec laquelle elle fait appel à toutes



les voix vraiment libérales, un succès qui la console de ses récents déboires (66 sièges).

Affaibli, obligé de s'appuyer sur les conservateurs, qui lui ont en quelque sorte pris sa doctrine en se ralliant au Reich, le parti national-libéral vit pendant plusieurs années de compromis. Il vote les lois militaires de 1893, et en est récompensé par quelques gains aux élections de la même année. Il collabore à l'occasion avec le centre (rédaaction du Code civil, politique industrielle) ; il approuve la politique de Caprivi, les nouveaux traités de commerce (1906) ; il lutte, mais avec une ardeur bien inégale contre la Ligue des Agriculteurs, contre l'Union Economique, institutions qui représentent à ses yeux des intérêts trop spéciaux (agrariens, classes moyennes). C'est Bassermann qui préside maintenant aux modestes évolutions du parti. Son autorité en reconstitue un peu la clientèle électorale (51 députés en 1903, 55 en 1907).

Depuis 1884 l'opposition de gauche est menée par les *Deutsch-freisinnigen* dirigés par E. Richter. C'est un radical de la vieille sorte, anti-militariste par économie. Mais il n'est pas suivi par tout son groupe. En 1893 son hostilité contre Caprivi et son vaste programme de réorganisation militaire provoquent une seission dont le résultat est l'apparition d'un nouveau parti : la *Freisinnige Vereinigung* (Hænel, Rickert, Barth, Gothein Pachnieke). Richter et ses partisans fondent de



leur côté la *Freisinnige Volkspartei* (Müller-Meiningen, Dr Wiemer, Struve, Haussmann) qui, plus à gauche, opérera en liaison avec la *Deutsche Volkspartei*, parti démocrate de l'Allemagne du Sud, issu du libéralisme wurtembergeois (hommes de 1848 à tendances socialistes : Karl Mayer, du *Beobachter* de Stuttgart, puis Sonnemann, fondateur de la *Frankfurter Zeitung*). Les questions essentielles révèlent les dissentiments et les incertitudes du libéralisme allemand. En 1898 il s'agit de se prononcer sur la fameuse réorganisation de la flotte de guerre, qui inaugure, sous l'impulsion de Bülow et de Tirpitz une politique d'opposition contre l'Angleterre. Le 28 mars la loi fut votée par les conservateurs, les nationaux-libéraux, et la *Freisinnige Vereinigung*. Avec les social-démocrates, la *Freisinnige Partei* vota contre.

Mais voici Bülow chancelier (1900). Il reprend l'idée de Bismarck, celle du cartel, en l'élargissant aux libéraux de gauche. Comme les élections « coloniales » consécutives au conflit avec le centre (1907) donnent 111 mandats aux droites et 107 à tous les libéraux réunis, le cartel conservateur-libéral fournit une majorité imposante, contre les 100 mandats du centre et les 43 de la social-démocratie. Mais cette coalition ne résiste pas longtemps à sa contradiction interne. Les libéraux réclament la réforme du droit électoral prussien. Déjà inquiets, les conservateurs, menés



par M. von Heydebrand s'indignent d'être mis en présence d'un projet d'impôt sur l'héritage. La Ligue conservatrice cléricale se reconstitue et Bülow s'effondre (1909). Un choc en retour se produit sous la forme d'une réaction libérale.

Un peu en marge du libéralisme traditionnel s'est dessiné, avec le pasteur Frédéric Naumann, un mouvement *national-social*, dirigé par des hommes ardemment préoccupés des questions ouvrières, désireux de « jeter le pont » entre le prolétariat et la bourgeoisie, de faire l'éducation nationale de l'ouvrier (création du *National-sozialer Verein* à Erfurt en 1896). Aidé d'idéalistes socialisants (Max Weber de Heidelberg, Gœhre, actuellement sous-secrétaire d'Etat en Prusse, Breitscheid, H. von Gerlach), mais aussi de patriotes partisans des programmes militaires et maritimes, d'étudiants libéraux, Naumann prêche éloquemment l'entente économique (au lieu de la lutte des classes). Un journal la *Zeit*, une revue la *Hilfe*, propagent sa doctrine. Poète, orateur, quelque peu visionnaire, partisan en même temps d'une politique d'expansion, de traités de commerce, et à l'intérieur de hardies réformes sociales, Naumann malgré le succès qu'il obtient près des intellectuels libéraux, n'arrive pas à constituer un parti. Il est débordé par le socialisme. En 1903 il passe avec ce qu'il lui reste de troupes à la *Freisinnige Vereinigung*. Quelques-uns de ses adeptes continuent leur



route vers la social-démocratie (les pasteurs Gœhre et Maurenbrecher). Le groupe Naumann a comme adversaires déclarés les nationaux-libéraux particulièrement inquiets de ses tendances anti-bourgeoises. Mais les libéraux de gauche sont profondément influencés par Naumann. La nécessité de faire front contre le bloc conservateur clérical rapproche libéraux de gauche et progressistes qui constituent enfin en 1910 le parti progressiste proprement dit. Dès lors le libéralisme ne comprend plus que deux groupes : la *National-liberale Partei* ; 2<sup>o</sup> la *Fortschrittliche Volkspartei*. Ce deuxième parti résolument réformiste, nourri de la doctrine naumannienne, appuyé par la démocratie méridionale, est un pôle d'attraction pour les nationaux-libéraux qui n'ont point entièrement oublié les traditions du libéralisme. Sous l'influence de Bassermann, les relations réciproques s'améliorent. Pour la première fois en 1912, les nationaux-libéraux concluent à gauche leur pacte électoral. L'union paraît être la tâche de l'avenir.

Mais le conflit européen déconcerte, malgré l'union sacrée, les efforts unitaristes. Les nationaux-libéraux vont-ils être entraînés de plus en plus (conservateurs et centre étant sortis affaiblis des nouvelles élections) vers la social-démocratie, qui vient de remporter avec 110 sièges au Reichstag un succès inouï ? Ne vont-ils pas faire plutôt payer chèrement aux partis de droite



leur appui contre le socialisme menaçant ? Les luttes intérieures reprennent, moins ouvertement d'abord, puis avec une vigueur croissante. D'ailleurs, à la droite du parti national-libéral, le groupe « schwerindustriell », attaché à ses commandes de guerre, développe une grande activité (mémoire confidentiel des six Associations économiques). L'un de ses représentants les plus remuants est ce Fuhrmann qui, en 1912, a fondé au service de l'industrie lourde, le « *Alt-national-liberaler Reichsverband* » (1). En 1915, il mène la lutte contre Bethmann Hollweg, unit ses efforts à ceux des conservateurs pour faire échec à la réforme électorale ; il devient en 1917 un des meneurs du parti de la « Patrie allemande ». C'est à cause de l'influence exercée sur leurs collègues du parlement par les députés représentant la Schwerindustrie que les nationaux-libéraux, tout en gardant le contact avec la coalition qui soutint, en juillet 1917, au Reichstag la « résolution de paix », s'abstinrent de faire partie officiellement de cette coalition. Plus longtemps que leurs voisins de gauche, ils ont cru à la victoire et à la possibilité de sauver, réformé, sans doute, élargi par de nouvelles institutions parlementaires, l'ancien régime. Alors que les progressistes, comme les socialistes, avaient déjà réclamé l'abdi-

(1) Derrière le dos de ses collègues, Bassermann déclara que cette démarche avait été « la plus grande vilénie » dont il ait jamais eu connaissance.



cation de l'empereur, les nationaux-libéraux s'y opposaient encore le 7 novembre 1918, et refusaient le lendemain de s'associer au vœu de la majorité : l'élection d'une assemblée constituante. Le 9, la révolution éclatait.

Plus divisés qu'il n'apparaissait officiellement, privés de leur chef Bassermann mort pendant la guerre, atterrés par une catastrophe qu'ils n'avaient pas vue venir, la plupart des nationaux-libéraux sentirent leur parti gravement atteint. Les plus intelligents avaient compris que la débâcle politique n'était pas due exclusivement à l'effondrement militaire, que les revendications d'ordre parlementaire exprimaient surtout la révolte de l'opinion devant l'impuissance diplomatique de ses anciens représentants. Des hommes comme Stresemann étaient prêts à jeter le lest qu'il faudrait. Ils voyaient la gauche de leur parti rejoindre précipitamment les hommes du *Berliner Tageblatt* (Th. Wolff) et même ceux de la *Welt am Montag* (H. v. Gerlach) ; la droite se réfugier vers les conservateurs, eux-mêmes désemparés ; au milieu flotter une masse indécise d'électeurs, cherchant vaguement à constituer un analogue protestant du centre catholique. Les progressistes, sans perdre de temps, avaient réuni déjà tout ce que le pays comptait de libéraux, résolus à collaborer avec les social-démocrates, en maintenant la révolution dans les voies de la légalité. Dès le 20 novembre, ils avaient



lancé une proclamation annonçant la création d'un grand *parti démocratique*. Aussitôt ce qui reste de nationaux-libéraux, secondé de quelques rares progressistes timides, se reconstitue en *Parti populiste allemand*. C'est par 33 voix contre 28 (le comité comptait régulièrement 228 membres !) que la décision fut prise.

Mais n'était-ce pas trop, que deux partis réformistes, l'un et l'autre désireux de liquider l'ancien régime, et de régulariser la révolution, l'un et l'autre « moyens » dans leur conception sociale, adversaires du marxisme, représentent la bourgeoisie qui travaille et veut garder le profit légitime de son effort ? Stresemann alla trouver les leaders de la nouvelle démocratie. On devine à peu près ce que fut l'entretien, quand on lit la déclaration officielle du 4 décembre où les démocrates parlent des « personnalités qui ont pris part à la propagande annexionniste, ou qui ont joué un rôle dans la politique suivie à l'égard de l'Amérique ». Stresemann rappela, en des articles de cette époque, que s'il fallait exclure du libéralisme tous ceux qui pendant la guerre avaient tenu à l'occasion un langage annexionniste, les exécutions seraient nombreuses. Ces amères explications, entre hommes presque tous plus ou moins coupables d'entraînements trop connus ne firent qu'envenimer la querelle.

Elle avait ses raisons profondes. Deux courants s'opposent en ce moment. D'un côté le vieux



national-libéralisme, lié à la Schwerindustrie, les hommes du Reichsverband, et de ce Hansabund fondé en 1909 avec un programme d'expansion industrielle à tendances anti-agrariennes (D<sup>r</sup> Riesser, Franz v. Mendelssohn, Kirdorf de la Gelsenkirchen ; 250.000 membres avant la guerre), les grands patrons, nullement guéris de la « politique de puissance », incapables d'accepter la République autrement que par respect du fait acquis et crainte de nouvelles aventures socialistes, protestants avec un grain d'anti-sémitisme. De l'autre, un groupe composé de bourgeois libéraux ayant appris à haïr la guerre, dégoûtés de la dynastie par ses fanfaronnades et ses erreurs, industriels, commerçants et banquiers ayant des relations internationales, anti-marxistes, mais partisans de compromis avec le prolétariat, et enfin pour une part, israélites. Chaque groupe se remet donc en marche en des directions différentes.

LE PARTI POPULISTE  
(*Deutsche Volkspartei.*)

A l'Assemblée nationale, le parti populiste fait une entrée peu brillante avec 22 députés. C'est la fuite en masses vers les autres partis de gauche. Stresemann, ancien syndic de la Ligue des Industriels de Saxe, membre du bureau de l'Union Economique germano-américaine, le



professeur Heinze, ancien ministre de la Justice en Saxe, le professeur et juriste W. Kahl, le Dr J. Becker, ancien ministre hessois des Finances, sont les chefs reconnus de la nouvelle fraction. Elle compte 3 industriels, dont M. Voegler (Deutsch-Luxemburg), 2 négociants (dont le banquier Riesser), 5 commerçants et artisans, 5 professeurs, 2 hauts fonctionnaires, 2 pasteurs, 2 agriculteurs, 1 avocat.

Cette petite troupe va rapidement grandir, dès que les premiers échecs à l'extérieur, et les difficultés sociales et économiques auront atteint le prestige de la république nouvelle. Le parti populiste prend des forces dans l'opposition. Il ne la conçoit pas à la façon de la droite nationaliste ; il la veut tenace sans excès ; et il y gagne peu à peu le monde des affaires, les amis de l'ordre qui, tout en s'installant dans le nouveau régime, ne renient pas l'ancien, auquel le « prestige national », doit tant. Qu'on lise les paroles prononcées par Stresemann au premier congrès du parti (Iéna, 13 avril 1919) : « Nous sommes un parti libéral, et c'est notre rôle de recueillir ceux qui, par centaines de mille, passeront bientôt du camp de la démocratie dans celui du libéralisme... Le moment viendra où, après avoir tant détruit, il faudra bien rebâtir : ce jour là, on ne pourra pas se passer de notre collaboration. » Toute la politique du parti populiste va consister à discerner le moment où l'attitude d'opposition



devra faire place à la « collaboration » annoncée par Stresemann.

Pour commencer, les populistes refusent de voter la constitution de Weimar (31 juillet 1921). Ils unissent leurs voix à celles des allemands nationaux contre la signature du traité de paix et s'associent à leur manifestation en faveur des couleurs noir, blanc, rouge. Ils refusent la confiance au gouvernement lors de la discussion du budget (30 octobre), ils repoussent la loi sur les conseils d'entreprises (18 janvier 1920) ; ils réclament instamment au début de mars de nouvelles élections, tout en protestant qu'ils n'emploieront jamais que des moyens légaux. Dès la première heure, les leaders populistes ont accepté comme « une situation de fait » la dictature Kapp-Lüttwitz. Ils tentent de servir d'intermédiaire entre les rebelles et l'ancien gouvernement en fuite. Ils sont pour « l'élargissement du cabinet », pour un « ministère de compétences ». L'entrée en scène des syndicats bouleverse ce plan. Du moins les populistes ont-ils la consolation de pouvoir dire aux honnêtes gens qu'ils ont fait leur possible pour éviter au pays la guerre civile alors que les gauches ont encouragé les ouvriers à la grève générale.

Tout ce qui s'est passé depuis la paix, a servi aux progrès de ce parti de bourgeois patriotes : rétention des prisonniers de guerre, réclamations au sujet des extraditions prévues par le traité,



au sujet de la livraison du charbon et des bateaux de commerce (février 1920), occupation de la Rhénanie et de la Haute-Silésie etc. En même temps l'insécurité intérieure, les graves désordres de janvier 1920 (loi sur les Conseils d'entreprises), les troubles de mars (à Berlin, dans la Ruhr), la chute du mark, précipitent la fuite des électeurs vers les partis de l'« ordre » et de la résistance, à l'extérieur comme à l'intérieur. L'industrie se défend, commencent ses trusts, verticaux ou horizontaux. La bourgeoisie se réorganise. Aux élections de juin 1920, le parti populiste gagne 2.300.000 voix et passe de 22 à 65 mandats au Reichstag, pendant que les démocrates tombent de 74 à 45 mandats. Le parti populiste comptait 100.000 membres en janvier 1919, 500.000 à la fin de la même année. Ce fut ce que la presse de droite appela le « commencement de la guérison ».

Les social-démocrates affaiblis, ne se soucient guère de rester au pouvoir, surtout à la veille de la conférence de Spa, qui s'annonce orageuse. Aussi quand le président Ebert demande au populiste Heinze de former le nouveau cabinet, refusent-ils leur collaboration. C'est M. Fehrenbach (centre) qui est chargé de constituer le ministère. Il comprend 4 ministres populistes, ou en relations avec le parti populiste : le Dr Simons (Affaires étrangères) Heinze (Justice) Scholz (Economie), von Rauner (Trésor). Ce cabinet se voue à la résistance patiente, aux discussions,



aux exposés financiers, à Spa, à Bruxelles, tandis qu'à l'intérieur « l'organisation » du forestier bavarois Escherich répand, sans être fort inquiétée par le gouvernement, l'idéologie contre-révolutionnaire, et qu'à la commission de socialisation les populistes Stinnes, Vægler, éludent les projets socialistes en les inclinant dans le sens de la concentration des propriétés et de la participation ouvrière à leur administration. Censuré par l'Entente à cause d'un discours en pays occupé (novembre), inquiété par la Commission militaire de contrôle au sujet des formations de « Selbstschutz » (décembre), rappelé à l'ordre en fin d'année pour une série de manquements au traité, menacé enfin à la suite de la conférence de Paris (24-29 janvier 1921), et enfermé dans un programme de paiements précis, le Dr Simons offre sa démission (31 janvier). Les populistes inquiets se demandent s'ils n'ont pas pris trop tôt les responsabilités du pouvoir. Ils essaient vainement de convertir à l'utopie d'un gouvernement de coalition les allemands-nationaux et les social-démocrates. Ces deux partis préfèrent laisser les populistes aller sans eux à Londres (27 février). Ils en reviennent sans autres résultats que l'imminence de nouvelles sanctions (Düsseldorf, Duisbourg, Ruhrort). Le cabinet Simons recherche désespérément les bons offices des Etats-Unis (fin mars et avril 1921), domine tant bien que mal les troubles communistes de l'Alle-



magne moyenne (mars) pour se trouver en présence d'un ultimatum le 5 mai. Le ministère tombe. Les populistes, guettés par la surenchère nationaliste, partagés entre le désir de rester aux affaires et celui de ne pas laisser suspecter leur patriotisme, laissent M. Stresemann s'efforcer d'obtenir, en cas de signature de l'ultimatum, des promesses touchant la suppression des sanctions et la solution du problème de la Haute-Silésie. Ses démarches près de l'Angleterre ne donnent aucun résultat positif. Les populistes passent donc la main aux partis de gauche, et rentrent dans l'opposition, après avoir repoussé (moins 6 voix) l'ultimatum.

Depuis lors, le parti populiste a suivi sans bienveillance la politique du cabinet Wirth, relevant vertement les paroles du nouveau chancelier, chaque fois qu'il s'est posé en champion de la démocratie et des travailleurs, en protecteur de l'ordre menacé par les excès nationalistes (conflit entre Berlin et Munich après le meurtre d'Erzberger, fin août 1921). Le parti joue un rôle important dans les programmes économiques suggérés au gouvernement en août, en octobre, et dont on connaît l'essentiel (projet Hachenburg, enterré depuis) : groupement des entreprises industrielles et agricoles, mise en gage de ces valeurs en vue d'un emprunt étranger, avec comme contrepartie la « mise en œuvre commerciale », la dénationalisation des chemins de fer allemands. La



décision relative à la Haute-Silésie est considérée par les populistes comme une catastrophe. Le cabinet Wirth se trouvant momentanément désarçonné, la question de leur retour aux affaires se pose à nouveau. Mais la majorité de la « fraction » déconseille nettement l'envoi d'un commissaire aux négociations avec la Pologne, comme « impliquant la reconnaissance de la décision relative à la Haute-Silésie ». Au Landtag de Prusse, la situation est différente. Les populistes s'y arrangent avec les social-démocrates (qui leur ont fait des avances de principe à leur congrès de Gœrlitz). Deux des leurs entrent au cabinet prussien : le D<sup>r</sup> V. Richter (Finances) et le professeur de gymnase Boelitz (Instruction publique et Cultes).

Aussi désireux que les allemands-nationaux de ne pas faciliter la besogne du nouveau cabinet Wirth, les populistes critiquent âprement, à peu près avec les mêmes arguments qu'eux, les accords de Wiesbaden, les interventions de Rathenau à Londres, à Paris, à Cannes. Le président de l'A. E. G., conseiller du chancelier, ne consent à continuer ses négociations avec l'Entente qu'à condition d'avoir un mandat officiel, et d'être responsable de ses actes devant le parlement. Ce désir choque les aspirations plus ou moins avouées des populistes. Avant de promettre à M. Wirth d'accepter sa politique financière, ils ont, par l'organe du député Becker (Hesse)



demandé des garanties « de fait » (ne pas verser les nouvelles ressources du Reich dans le tonneau sans fond des entreprises d'Etat) et de « personnes » (nominations ministérielles). En appelant, sans les consulter, Rathenau à la Wilhelmstrasse, le chancelier accentue chez les populistes une hostilité déjà vive. Aussi, quand M. Wirth maîtrise péniblement les grèves de février 1922 (cheminots), lui reprochent-ils sa mollesse, ses « capitulations ». Ils encouragent les Allemands-nationaux à déposer un ordre du jour de défiance à l'égard du chancelier, et se liguent contre lui au Reichstag le 15 février, unissant leurs voix à celles de la droite, des indépendants et des communistes. Le même spectacle se répétera le 31 mai à la suite des discussions relatives à la conférence de Gênes et à la note du gouvernement allemand à la commission des Réparations (réduction de la dette flottante, autonomie de la Reichsbank). Si plusieurs journaux populistes ont critiqué le traité de Rapallo, c'est surtout parce qu'il passe pour être l'œuvre de Rathenau.

L'assassinat du ministre indigné sincèrement un parti dont l'anti-sémitisme latent ne devient qu'exceptionnellement agressif. Mais les paroles de M. Wirth « l'ennemi est à droite » lui semblent un manque de mesure, un écart peu propre à ramener le calme ; et les lois pour la défense de la république ont été de la part du groupe populiste l'objet d'une série de propositions d'amendements



destinées à leur enlever « leur caractère de lois d'exception ». Dans sa lutte patiente avec Munich, M. Wirth n'a guère été soutenu par les populistes. Ils ont beaucoup trop de goût naturel pour ce que les protestations bavaroises ont, paraît-il, de « sain », de « vigoureux », de « réconfortant », pour en remarquer l'entêtement simplement réactionnaire ou la puérilité.

Entre temps, les populistes, soucieux des intérêts de l'économie nationale, c'est-à-dire avant tout des leurs, se sont efforcés d'éviter les coups trop rudes d'une politique fiscale à laquelle certains ministres socialistes (Robert Schmidt) donnent une impulsion inquiétante. Quand il s'est agi de substituer à la participation du Reich au bénéfice de l'industrie un emprunt forcé de 60 milliards de marks, portant intérêts au bout de trois ans, et offrant aux gens qui peuvent attendre une élévation des cours des possibilités d'atténuer le « sacrifice » consenti, les populistes ont donné leur adhésion au « compromis fiscal ». Les socialistes s'étaient fait une toute autre image de ce compromis. Il avait d'abord été convenu qu'il s'agissait d'un emprunt forcé de 1 milliard-or. La baisse continue du mark ne tarda pas à diminuer encore la charge imposée au grand capital (août, septembre 1922).

Pendant la situation évolue. Les populistes se demandent si l'Europe n'entre pas dans une période de grandes affaires, et si le moment n'est



pas venu de se rapprocher à nouveau du pouvoir. Ils croient voir M. Wirth fatigué d'une politique « sentimentale » et « vaine » d'exécution. Ses notes à la commission des Réparations (9 avril, 9 mai, 12 juillet), ses déclarations répétées de carence, semblent indiquer qu'il est temps de déclarer une bonne foi que les « conditions de Londres » sont irréalisables (Stresemann, Deutsche Stimmen, 14 mai). Avec un cabinet qui ferait une politique d'aveux complets, d'appels au « bon sens économique de l'étranger », à la solidarité économique des nations, on pourrait sans doute collaborer. Les populistes assurent qu'ils n'ont jamais fait au ministère Wirth d'opposition systématique. Ce qu'ils ont visé c'est surtout l'attitude du chancelier. Autant il a été désastreux d'accepter l'ultimatum, autant il serait maintenant patriotique de prendre des engagements à condition qu'ils soient supportables. En septembre 1922, quand le président Ebert demande que sa position assez équivoque (elle est provisoire depuis janvier 1919) devienne, par une élection, définitive, les populistes, au lieu de céder aux instances des allemands-nationaux, qui voudraient opposer à M. Ebert quelque candidature patriotique (Hindenburg ? von Gallwitz ?) votent sagement avec le centre et les partis de gauche pour une prolongation de mandat jusqu'en juillet 1925. Ce compromis évite les luttes intérieures, et manifeste l'entente des partis moyens,



maintenant groupés en *communauté de travail* bourgeoise. Quand la C.D.R. se rend à Berlin (début de novembre 1922), les populistes avouent dans leurs journaux, et aux représentants de la presse étrangère leur désir de remanier le cabinet Wirth en faisant appel à des « compétences économiques ». Aux différents projets relatifs à la stabilisation du mark (ordonnance réglementant le commerce des devises ; création éventuelle d'un papier à valeur fixe ; utilisation d'une partie de l'encaisse métallique de la Reichsbank) la plupart des populistes préfèrent des mesures immédiates en vue d'une augmentation de la production. M. Stinnes le dit sans ambages au Conseil supérieur de l'Economie : « Il n'est pas possible en même temps de perdre une guerre et de travailler moins. » Et il indique le remède universel : la journée de dix heures. Mais les populistes se heurtent du côté des socialistes à une résistance telle que M. Wirth démissionne, laissant M. Cuno directeur de la Hamburg-Amerika le soin de former un cabinet. Il sera purement bourgeois. Un des hommes des plus ardents de la droite populiste, le Dr Becker (Hesse) dont les relations avec l'industrie westphalo-rhénane sont connues, reçoit l'important portefeuille de l'Economie publique. Il sera, lors de l'occupation de la Ruhr, l'homme de la résistance à tout prix.



## LA DOCTRINE DU PARTI

I. — Le parti populiste est un parti *national*. Très soucieux de son crédit près des Allemands de tendance nationaliste il n'entend pas que les allemands-nationaux lui donnent des leçons de patriotisme. Son passage au pouvoir a pu le rendre suspect aux purs. Il s'est toujours efforcé de les tranquiliser en leur faisant remarquer que le cabinet Fehrenbach-Simons est en somme le seul qui ait prononcé (à Londres) un « non » qui a soulagé la conscience nationale. Affectant plus de sagesse que le parti allemand-national, il ne se cantonne pas dans l'opposition pure, étroitement négative ; il ne fait pas une politique de passion, mais de réalisations. Quand la *Gazette de la Croix*, juge rigoureux en toutes questions « nationales », le gourmande parce qu'il semble infidèle aux principes de la politique « de puissance », il lui répond en réaliste : la puissance dont peut encore se servir l'Allemagne n'est point celle de l'armée et de la marine ; ce ne peut être que celle de sa *production*. Économiquement d'autres peuples dépendent de l'Allemagne. Pour elle, il n'est pas de salut si, perdue dans le souvenir d'une force évanouie, elle n'exploite pas cette solidarité économique internationale (*Deutsche Stimmen*, 5 février 1922). Les populistes se vantent



done d'agir en hommes d'affaires. C'est-à-dire que leur résistance au traité s'inspire des données d'un problème de forces, et qu'ils sont : 1<sup>o</sup> peu enclins à pousser aux catastrophes, ne croyant guère, comme les allemands-nationaux à leurs effets mystiques, 2<sup>o</sup> résolus toutefois à ne jamais céder qu'à la pression décisive.

Le parti populiste prétend se garder aussi bien des extrémistes de droite que de ceux de gauche (Stresemann, *Deutsche Stimmen*, 2 juillet 1922). Périodiquement, les allemands-nationaux (comte Westarp, *Gazette de la Croix*) le mettent en garde contre le péril de gauche, lui déconseillent le contact avec démocrates et social-démocrates, lui font sentir leur surveillance, toujours prêts à dénoncer ses faiblesses. Ils l'attirent vers eux, en lui faisant entrevoir une combinaison bien préférable : l'alliance des deux grands partis « nationaux » (rémémorance du « cartel » de jadis). Mais le parti populiste aimerait mieux ne pas attendre. Il a toujours été prêt à collaborer aux affaires. Il a même toujours parlé de coalition avec les social-démocrates dès que ceux-ci auront renoncé à leurs formules de propagande démagogique (socialisation, saisie des valeurs réelles) et qu'ils accepteront la lutte — courtoise — sur le seul terrain fécond : la communauté de travail entre employeurs et employés, également intéressés à intensifier la production nationale.



II. — Les populistes sont de cœur *monarchistes*. Dans leur proclamation de novembre 1918, ils laissent leurs adhérents libres de professer à l'égard de la « forme de l'Etat », la doctrine qui leur agréerait. Mais leurs préférences monarchistes ne tardèrent pas à s'exprimer ouvertement : « Nous voyons dans une monarchie (Kaisertum) à établir par libre décision du peuple et par des moyens légaux, la forme d'Etat la plus appropriée à notre nation, selon son histoire et son individualité (Grundsätze, par. 3). Ils conservent le souvenir pieux des « bienfaits de la monarchie ». Ils sont convaincus que l'Allemagne y reviendra, mais ils se refusent à précipiter cette évolution par des violences ou par des campagnes de désunion nationale.

Les populistes sont adversaires de tout morcellement de l'unité allemande. Ils sont pour un *Etat allemand unique*. Luttent-ils donc contre les fédéralistes, par exemple contre les revendications bavaroises? Voici les explications du député Kahil (1). « Cet Etat unique n'existe pas encore. On y tend seulement. Pour l'instant, l'Allemagne en vertu d'un pacte qui possède encore toute sa force juridique (Versailles, novembre 1870) reste une confédération malgré les atteintes de fait portées par la constitution de Weimar aux droits particuliers des Etats. Tant que le véritable Etat

(1) *Die Partei und das Reich*, Berlin 1919.



unitaire ne sera pas une réalité, il faut que chaque Etat fédéré conserve assez de libertés financières, scolaires, etc., pour être prospère, pour être *heureux de faire partie du Reich*. Le jour où le Reich exercera sur les Etats une attraction suffisante, ils voudront eux-mêmes se fondre en lui. Il s'agit de secourir ce processus en dotant le Reich d'un pouvoir centralisateur (surtout économique) imposant et étendu. Cependant, respectons les individualités des Lænder, ne froissons pas les Bavarois et surtout ne touchons pas à la Prusse ». Sur ce point les populistes sont intraitables. Tant que les Etats ne se seront pas fondus dans l'Etat unique, les populistes protestent contre « tout affaiblissement de la Prusse » (Grundsätze, par. 3). Entendez : tant que la Bavière veut rester une individualité politique bien définie, la Prusse se défendra. Elle n'a plus de privilèges d'aucune sorte. Elle ne menace personne. Elle forme un tout économique : qu'on n'y touche pas. Le parti populiste est un parti *prussien*.

Il se vante d'être un parti de la *légalité*. Il veut une juridiction indépendante, une magistrature soustraite à toutes les influences gouvernementales, à laquelle tout citoyen peut en appeler « même contre des décisions démocratiques prises à la majorité des voix ». Il se pose en défenseur des fonctionnaires, les veut appelés aux emplois en dehors de toute considération politi-



que et religieuse, avançant par la seule vertu de leur mérite, jouissant de traitements constamment adaptés au coût de la vie, libres et honorés.

III. — Le parti populiste est *chrétien*, revendique pour les Eglises la pleine liberté, la self-administration, mais il ne les veut pas séparées de l'Etat : il demande « leur collaboration confiante avec l'Etat au service de l'éducation populaire » (Grundsätze par. 12). On pressent dès lors ce que doit être son *programme scolaire*. Il approuve l'école égalitaire (Grundschule) d'où tout élève bien doué peut passer dans n'importe lequel des établissements superposés à cette base unique. Mais que doivent être les écoles au point de vue religieux ? La constitution prévoit trois types d'école : 1<sup>o</sup> l'école « commune » ou « simultanée » ; 2<sup>o</sup> l'école confessionnelle ; 3<sup>o</sup> l'école neutre, sans enseignement religieux, ou avec un enseignement purement philosophique (Weltanschauungsschule.) Le parti populiste déplore ce « inoreellement » de l'école nationale et en rejette la responsabilité sur les social-démocrates, les démocrates et le centre, qui ont voté le compromis scolaire. Il attaque comme nuisible, et même comme contraire à la constitution, l'école absolument neutre ; il soutient au contraire les écoles « simultanées » avec enseignement parallèle et distinct de religions différentes. Il recommande avant tout l'école confessionnelle, la vraie



« Kulturschule » allemande, la seule où l'enfant trouve une règle de vie « chrétienne-allemande ». Unissant ses efforts à ceux des allemands-nationaux et du centre, le parti populiste a réussi à faire préconiser par la majorité de la commission scolaire chargée de la rédaction du projet de loi, un texte qui, modifiant l'article 146, par. 1, de la constitution, substitue l'école confessionnelle à l'école simultanée comme type *normal* de l'Ecole allemande. Cette offensive inquiète fort les gauches et provoquera des conflits avant le vote définitif de la loi.

IV. — Le parti populiste passe pour être surtout celui de l'Industrie allemande. C'est un fait que la demi-douzaine d'industriels notoires, qui font parti du groupe du Reichstag, exercent une vigoureuse influence sur les destinées du groupe. Un des plus puissants, et dont on parle peu, est M. Kurt Sorge, président du Reichsverband de l'Industrie allemande, président du comité central de la « Communauté de Travail », l'homme des Ateliers Gruson (Magdebourg) reliés à la maison Krupp. Quand il s'est agi de contrebattre en octobre 1920 les projets de socialisation des mines, dus soit à des socialistes (Lederer, professeur à Heidelberg), soit à des bourgeois socialistes (Rathenau), c'est le contre-projet Stinnes Silverberg qui fut adopté par la « sous-commission d'entente » (séance du 10 octobre). Sur les



trois patrons qui faisaient partie de la commission de 7 membres, deux étaient députés populistes (Stinnes et Vøegler) ; le troisième un ami politique Silverberg. Le contre-projet donne une idée assez exacte de la doctrine populiste en matière d'organisation industrielle. (1). La concentration verticale, l'union intime des mines et des usines ne peut être réalisée que par les propriétaires responsables, seuls capables d'affronter les risques de la recherche, de l'initiative hardie et féconde. C'est en groupant sous une direction commune, où elles ont leurs représentants, des sociétés de spécialités différentes, échangeant entre elles des lots d'actions, qu'on peut créer de grandes entreprises, sûres de leur base de charbon et de coke, soutenues par les mines, et leur donnant en revanche les moyens pécuniaires d'augmenter leur production. C'est aussi par une certaine concentration de l'industrie minière qu'on pourra aider les exploitations médiocres à travailler plus rationnellement et avec plus de profit. Stinnes (et avec lui la majorité du parti populiste) fonde son système de l'entr'aide industrielle sur la propriété privée et l'initiative individuelle et substitue à l'organisation centralisée préconisée dans les projets socialistes ou socialisants une fédération libre de sociétés autonomes, unies par

(1) Cf. l'excellent exposé de M. M. Tardy : Le problème de la socialisation en Allemagne. Paris, Soc. d'Etudes et d'Informations économiques.



la seule force des intérêts communs. Cette conception « propriétaire », les populistes veulent l'étendre, la diffuser par la création de « petites actions » qui procureraient à l'Industrie de nouveaux capitaux, tout en augmentant le nombre des petits propriétaires, en entravant la prolétarisation, en donnant enfin à la représentation ouvrière, dans les conseils d'administration, une base positive.

Nouvel essor de la production industrielle par la responsabilité individuelle, par la liberté d'association et par l'accès de tous à la propriété : tels sont les dogmes du parti populiste. Les « Grundsätze » ajoutent : « Une classe ouvrière bien payée et intellectuellement développée sera le plus précieux soutien de l'industrie. » C'est dire que les populistes insistent sur la nécessité des « communautés de travail » entre patrons et ouvriers. Leur fraction au Reichstag comprend trois syndicalistes « chrétiens » : Thiel pour le Gesamtverband des syndicats allemands des employés ; Streiter et Winnefeld pour celui des syndicats des ouvriers chrétiens. Un quatrième député populiste Geissler est l'homme du Nationalverband Deutscher Berufsverbände, organisation protestante, née en Allemagne du Nord et qui essaie, sans grand succès visible, de détacher le mouvement chrétien de son contingent catholique (1).

(1) Le député Geissler s'est livré, lors de l'occupation de la Ruhr, à une agitation si violemment et si étroitement



Accès à la propriété, ascension sociale des mieux doués sont également les formules avec lesquelles le parti opère près des ruraux. Il défend avec chaleur les intérêts de la moyenne et de la petite propriété agricole ; insiste sur les rapports « naturellement bons » de l'ouvrier agricole et de l'agrarien ; demande la suppression des fideicommiss ; pousse les grands propriétaires, dans leur propre intérêt, à aider l'Etat dans ses tâches de colonisation intérieure. Il faut, disent les populistes surtout dans l'est, constituer une classe paysanne solide pour résister au danger slave (bochéviste). Il faut être impitoyable envers les marchands de biens, les spéculateurs, qui en faisant monter le prix de la terre en éloignent son seul propriétaire légitime : celui qui la cultive. L'idéal est la formation d'une classe de paysans, propriétaires du sol et l'exploitant avec les seules forces de leur famille. Avant de conclure au démocratisation des populistes, faisons la part de leurs préoccupations électorales. Elles entrent pour une large part dans ces professions de foi ; au fond la grande propriété tient plus au cœur des dirigeants du parti que la modeste exploitation du petit cultivateur et du fermier.

N'oublions pas le Mittelstand, les classes

nationaliste, que le parti populiste a blâmé son attitude, comme contraire à l'union sacrée. Vers le 15 mars dernier les journaux ont rapporté qu'à la suite d'une vive discussion il a quitté officiellement le parti.



moyennes. Si le parti compte 9 agriculteurs au Reichstag, il y groupe une quinzaine au moins de représentants de la moyenne bourgeoisie à revenus fixes : magistrats, administrateurs, Oberlehrer, artisans, secrétaires d'associations politiques et économiques. Il leur recommande l'union professionnelle, réclame pour eux l'aide des coopératives, des crédits, une représentation importante au conseil supérieur de l'Economie, la concession de travaux à exécuter au compte de l'Etat ou de la commune. Il ne craint pas de faire appel au patriotisme des salariés, à leur abnégation quand il réclame leur soutien, dans sa lutte contre l'économie contrôlée. Il reconnaît que le contrôle économique, dans le domaine alimentaire surtout, a ses avantages pour les petites gens. C'est pourquoi il les loue (rapport du député Beythien au congrès de Stuttgart, décembre 1921) d'avoir le courage de consentir au rétablissement de la libre concurrence : « Beaucoup sombreront dans cette lutte, mais d'autres capacités surgissent : c'est la loi bienfaisante de la nature... On ne parviendra pas à mieux ravitailler la population par des prescriptions, par ses moyens de contrainte mais par l'accroissement de la production. »

V. — La production est donc l'alpha et l'oméga du programme populiste. S'il s'agit d'impôts, le parti proclame la nécessité de tirer le maximum de la propriété, mais un maximum qui ne com-



promette pas la production. Cette réserve est supérieure à toutes les considérations d'ordre « purement fiscal ». C'est pourquoi, dès qu'elle sort des généralités, la doctrine populiste est surtout négative. Toutes les mesures prises par Erzberger et Wirth sont envisagées sous cet angle : ne pas porter à la propriété d'atteinte qui lui « enlève le sang du cœur ». Les mesures susdites ont été beaucoup trop hâtives, « révolutionnaires ». Elles ont bouleversé de fond en comble la pratique fiscale. La meilleure preuve qu'elles ne valent rien, c'est que des années se sont écoulées sans rentrées effectives. En décembre 1924, firent remarquer les journaux populistes, l'assiette de l'impôt sur l'augmentation de la fortune, de l'offrande nationale, de l'impôt sur le revenu de capital, sur les Sociétés, n'est pas encore déterminée. Quant à la « saisie des valeurs réelles » ce n'est qu'une théorie, absurde et inexécutable ; elle livrerait l'économie allemande au capital étranger. Une production qui ne peut même pas couvrir ses propres besoins, dont le capital-àction a diminué, qui est endettée à l'étranger, n'est pas solvable. Elle ne peut supporter la saignée réclamée par les socialistes... Toutes les mesures fiscales doivent s'inspirer de ce principe que la production doit rester « capable de concurrence. » Elle est le dernier facteur de puissance que conserve l'Allemagne. Donc, pas d'hypothèques sur l'exploitation industrielle, sur la propriété agri-



cole. En ce qui concerne l'imposition de celle-ci : calcul de la valeur de rapport (plus facile à masquer) et non de la valeur vénale. En conséquence le parti populiste n'a consenti au « compromis fiscal » de 1922 que quand il a eu le moment venu de faire un geste avantageux en acceptant le moindre mal, l'emprunt forcé avec les atténuations voulues. Quant à « l'action de crédit » de l'industrie (groupement des Sociétés et remise de gages suffisants pour procurer au Reich des crédits étrangers), lancée au congrès du Reichsverband de l'industrie allemande à Munich le 28 septembre 1924, et liée à la dénationalisation des chemins de fer, le parti populiste n'a pas pris nettement position à son égard. En somme, sa politique financière s'inspire du principe : ne rien tolérer qui permette à l'Entente de mettre la main sur la propriété privée allemande, ne pas seconder de politique fiscale qui vise à satisfaire les prétentions « impossibles » de l'Entente ; c'est-à-dire attendre, pour payer, que la facture soit réduite à des proportions « supportables ». La révision de l'état des paiements, et en général du traité de Versailles, est le but, très franchement avoué, des efforts du parti.

#### ORGANISATION. PRESSE

Le parti populiste a mis trois ans à s'organiser. Après de faibles commencements, il a pris, au



lendemain de la paix, un développement préecipité qui a fait place en 1921 à une extension plus régulière. Il est douteux que ses progrès continuent. Ils sont dûs surtout aux désertions qui se sont produites dans le camp de gauche (démocrates), qui n'a plus grand chose à perdre. Il est d'autre part menacé par la surenchère des nationalistes, par la propagande « völkisch », efficace sur les cerveaux enclins au mysticisme. Enfin, sa doctrine est sujette à bien des fluctuations, qui ne sont pas toujours comprises par toute sa clientèle (monarchisme opportuniste ; tendances périodiques aux compromis de la « coalition élargie »).

Il a créé en tout 35 organisations régionales. (Wahlkreisverbände). De 804, le chiffre de ses groupes locaux a passé à 4000. Dans certaines circonscriptions, le nombre de ses membres a doublé depuis 1920 (Mecklembourg, Silésie, Hanovre oriental, Francanie, région de Coblenz-Trêves). Il prétend être en progrès dans les circonscriptions de Halle-Mersebourg, de la Westphalie — nord de Düsseldorf — et de Chemnitz. Les populistes ont fait un grand effort dans les milieux « jeunes ». Il y a maintenant 500 « Jeunesses » populistes comprenant 80.000 membres. La jeunesse allemande nationale (Deutsch-nationaler Jugendbund n'en a que 50.000).

Le parti populiste s'est donné une organisation très centralisée conçue non par régions tradition-



nelles mais par circonscriptions électorales. Une présidence (Zentralsvorstand) de 30 membres approuve ou repousse les candidatures proposées par les groupes locaux. Ceux-ci, administrés par 200 secrétaires généraux, veillent jalousement à la cohésion du parti, empêchent les intérêts économiques, représentés dans les comités professionnels ou « Faehaussehüsse » (ouvriers, employés, professeurs, etc.) d'envahir l'organisation et de mettre en danger l'unité de sa doctrine politique.

## LES COURANTS

Il est toujours assez hasardeux de distinguer, dans les limites d'un parti, les courants d'opinion qui y circulent. Essayons cependant une classification. A l'aile droite du parti appartiennent les représentants de la grande industrie et du commerce : Hugo Stinnes, Otto Vögler (Deutsch-Luxemburg), Otto Hugo (ancien secrétaire général du parti national-libéral), Kurt Sorge (Krupp) le banquier Riesser (Darmstädter Bank), le véhément Quaatz, (membre de l'Union Générale des Industriels allemands, syndic de la chambre de commerce d'Essen). On peut également ranger à l'aile droite du parti le jeune Mittelmann (Stettin), voyageur, essayiste, romancier et antisémite; le général bavarois von Schoch, qui commanda en 1918 la III<sup>e</sup> division d'infanterie bavaroise ;



et deux diplomates, von Lersner (délégation allemande à Versailles en 1919) et von Kemnitz qui fut à Constantinople, Lisbonne, Pékin, Madrid, et a été délégué à l'administration militaire des pays baltes pendant la guerre.

A la gauche du parti on trouve certains esprits modérés, dont le plus sympathique aux libéraux de tous les partis est peut-être von Kardorff (sorti de l'administration préfectorale). Il appartenait autrefois au groupe conservateur-libre et passa du parti allemand-national au parti populiste en 1920. Citons encore M<sup>me</sup> von Oheimb qui, si l'on en croit sa notice biographique, passa quelques années de sa jeunesse au couvent des Ursulines de Lyon. La petite minorité groupée autour de ces deux députés, a soutenu le cabinet Wirth au moment de l'acceptation de l'ultimatum. On peut y ranger l'ancien ministre du Trésor von Raumer qui a quitté la haute administration provinciale pour les postes que lui ont offert les groupes de l'industrie électro-technique. Le député au Landtag saxon Keiser jouit aussi d'une certaine influence dans les milieux populistes de gauche.

Entre ces deux ailes, — dont celle de droite est incomparablement la plus lourde — évolue le bataillon des députés qui, selon les circonstances penchent d'un côté ou de l'autre. On y trouve des intellectuels et des savants : W. Kahl, professeur de droit à l'Université de Berlin ; Moldenhauer



de l'Université de Cologne ; O. Maretzky, maire de Berlin-Lichtenberg et sociologue ; le rédacteur en chef de la *Zeit Rippler* qui quitta l'année dernière la *Tæglische Rundschau*, dirigée pendant de longues années par lui et devenue allemande-nationale avant de disparaître ; le ministre Heinze, qui fut pendant la guerre sous-secrétaire au ministère ottoman de la justice (1916) et qui après avoir été ministre de la Justice en Saxe (1918) fut appelé en cette qualité au cabinet du Reich ; le baron von Rheinbaben qui quitta très jeune (septembre 1919) le ministère des Affaires Etrangères, après avoir été attaché naval à Rome puis fait partie des ambassades d'Allemagne à Paris, Bruxelles, etc. ; l'avocat Kempke (Essen), l'un des rares catholiques du parti ; Max Riehter, syndic de l'Association des Industriels de Thuringe, ministre des Finances en Prusse, etc..

Mettons à part le Dr G. Stresemann, président du groupe au Reichstag, l'orateur le plus écouté du parti. Bon tacticien parlementaire, il sait, tout en suivant les préjugés de l'opinion, les incliner à ses préférences. Il va de Stinnes à Kardorff, tend infatigablement la main — sous condition — aux socialistes, rallie les transfuges de droite et de gauche en leur montrant les avantages d'être d'un « parti moyen ». A l'extérieur, il reste, malgré les crises, partisans de grands arrangements économiques internationaux (1).

(1) Cf. son discours au Reichstag le 7 mars 1923.



## LA PRESSE

Les journaux populistes les plus importants sont, à Berlin : la *Deutsche Allgemeine Zeitung* (Stinnes), réorganisée à grands frais en 1921, et qui a déjà diminué la *Zeit*, (en relations avec Stresemann) ; les deux principaux journaux de la maison Scherl, le *Lokal-Anzeiger* et le *Tag*, tous deux soutenus par la grande industrie et faisant une politique qui correspond, selon les thèmes traités, aux idées des deux partis de droite ; le premier plus familial, le second plus polémique.

En province, signalons : la *Kœlnische Zeitung* (qui a à peu près le rang de la *Frankfurter Zeitung* — démocrate) ; la *Rheinisch-Westphälische Zeitung* (1) (Essen — industrie lourde) ; le *Hamburger Fremdenblatt*, les *Leipziger Neueste Nachrichten* ; les *Münchener Neueste Nachrichten* (officiellement démocratiques, mais en fait très à droite) ; la *Kœnigsberger Allgemeine Zeitung*, l'*Ostsee Zeitung* de Stettin (jadis démocratique, achetée par le parti populiste et devenue assez nationaliste) ; la *Weser Zeitung* de Brême (vieux journal jadis démocratique) ; les *Frankfurter Nachrichten* la *Badische Presse* de Karlsruhe (le journal le plus répandu en Pays de Bade), le *Dresdner Anzeiger*

(1) Annexionniste pendant la guerre. Journal presque aussi « allemand-national » que « populiste ».



(tendances allemandes nationales) ; le *Hannoverscher Kurier* (droite du parti) ; la *Braunschweigische Landeszeitung* (presque allemande nationale).

La revue principale du parti est celle du Dr Suresemann : les *Deutsche Stimmen*. Les *Grenzboten* ont été parait-il acquises récemment par les populistes.

#### LE PARTI DÉMOCRATIQUE

(*Deutsche Demokratische Partei*)

Ayant rassemblé, en pleine fièvre révolutionnaire, l'aile gauche du parti national-libéral, et le parti progressiste presque entier, les fondateurs du parti démocratique (Theodor Wolff et le groupe du *Berliner Tageblatt*), crurent donner à l'Allemagne nouvelle son centre actif, sa conscience : le grand parti républicain de l'avenir. Ce parti s'assignait une double tâche : empêcher la constitution d'une majorité socialiste, et défendre la république contre toute tentative de réaction (proclamation de 18 décembre). Ces démocrates tout à coup émancipés étaient disposés à s'imaginer qu'une Allemagne débarrassée de ses chaînes dynastiques allait trouver l'appui apitoyé des démocraties du monde. A la troupe enthousiaste des Th. Wolff, des Schüeking (pacifiste persécuté par l'Etat-Major), des Payer (vieux progressiste



devenu vice-chancelier sous le comte Hertling), des Conrad Haussmann, des Haas (démocratie badoise), des Hugo Preuss, des Nuschke, intellectuels et idéalistes, vinrent se joindre des financiers comme Dernburg (Darmstædter Bank), des hommes d'affaires comme Petersen (Hansa-bund), des hauts fonctionnaires et administrateurs comme Schiffer (ancien sous-secrétaire d'Etat au Trésor), comme Gothein (chambre de commerce de Breslau), comme Erich Koeh (le futur ministre de l'Intérieur), puis des syndicalistes : Erkelenz, G. Hartmann (des syndicats Hirsch-Dunker), ainsi qu'une foule de bourgeois un peu désorientés par la révolution et décidés à « marcher avec leur temps ».

L'élan était donné. L'idéologie républicaine avait toute sa fraîcheur. Tout ce qui en Allemagne avait été secoué par la révolution, et restait décidé à ne pas aller jusqu'au socialisme, se concentra dans le camp démocratique : à l'Assemblée Nationale, il y eut 74 députés démocrates, représentant 5.641.000 électeurs. Le grand parti républicain semblait constitué. Dès sa naissance il venait au troisième rang après le centre (89 sièges) et la social-démocratie (163). Le premier cabinet de la république allemande (Scheidemann), comprenait 4 démocrates : Brockdorff-Rantzau, Preuss, Schiffer et Gothein.

La paix de Versailles marque une date décisive dans l'histoire de ce parti, qui a si brillamment



débuté. Les démocrates ont cru ou feint de croire que l'Entente les connaissait, qu'ils seraient traités par elle en égaux, presque en protégés. Comment maltraiter la « jeune république allemande », se dégageant, innocente, des crimes du passé ? Mais les Alliés, après une guerre inexpiable de quatre ans, ont d'autres préoccupations, que le traité fait durement sentir. Il jette l'affolement dans le parti démocratique. Le cabinet Scheidemann démissionne, et le ministère de signature se constitue sans les démocrates. Il s'en trouve 7, dont von Payer, pour approuver la signature de la paix par le cabinet Bauer. Cependant, les démocrates jouent un rôle important dans les réformes de Weimar. Si quelques-uns votent contre l'adoption des couleurs noir-rouge-or (3 juillet 1919), soutiennent sans entrain les projets financiers d'Erzberger (successeur de Dernburg), tous prennent part au vote du projet de constitution élaboré par Preuss, et remanié par lui à la suite d'énergiques résistances particularistes. C'est un démocrate, Conrad Haussmann, qui présida la commission chargée de mettre au point le projet et de faire l'accord entre les partis de la majorité.

Les démocrates s'associèrent aux autres partis bourgeois pour faire échouer les propositions hâtives des social-démocrates en matière de socialisation. Ils adoptèrent le compromis scolaire avec le centre et les socialistes. La tourmente extérieure s'étant calmée, ils rentrent (3 octo-



bre 1919) au gouvernement, où ils recueillent les portefeuilles de la Justice (Schiffer) et de l'Intérieur (Koch), et des Reconstructions (Gessler maire de Nuremberg). Ils votent le 27 novembre la réorganisation (centralisée) des services financiers, le 17 décembre l'offrande nationale d'Erzberger, bataillent ferme pour que la loi sur les conseils d'Entreprises ne comporte pas l'obligation de communiquer aux dits conseils d'autre bilan que celui des capitaux investis dans l'entreprise elle-même (Betriebsbilanz). Ils sont appuyés par la Ligue Générale des Industriels allemands, le Hansabund, les chambres de commerce de Berlin et d'Hambourg.

Le coup de force du 13 mars 1920 trouve les démocrates fidèles au poste. L'un d'eux, Schiffer, vice-chancelier, resté à Berlin pendant l'exode du cabinet à Stuttgart, voit les rebelles, dont il ne décourage pas les avances, peut-être pour mieux guetter les symptômes de leur rapide déconfiture. Toutefois, quand sous la pression des syndicats, dont la résistance a vraiment étouffé l'émeute, le cabinet est remanié, on sacrifie Schiffer. C'est un autre démocrate, l'avocat Blunck qui le remplace. Gessler recueille la lourde succession de Noske. C'est à lui qu'incombe désormais le soin « d'assainir la Reichswehr » tâche qui nécessitait soit une énergie indomptable, soit des appuis que le parti démocrate ne trouvait déjà plus dans le pays. L'approbation qu'il a donnée à la grève générale



(contre le coup de force), effarouche beaucoup de ses adhérents. Dès le mois d'avril deux députés démocrates Wiemer et Mugdan passent au parti populiste. Les élections du 19 juin sont pour le seul parti bourgeois ayant un programme nettement républicain un vrai désastre. Il n'obtient que 2.200.000 voix, et 45 sièges (au lieu de 74). A partir de ce moment, le flottement s'accroît dans les rangs du parti. L'aile gauche (professeurs, publicistes) se résignerait à une diminution numérique qui profiterait à la force d'élan que possède le groupe, et au mordant de sa propagande populaire. Mais le gros de la fraction, dominé par la finance et le grand commerce, interprète autrement la leçon subie : l'électeur démocrate paraît ne pas vouloir de compromission avec la gauche socialiste. Tous mettent surtout leur défaite sur le compte de l'Entente qui « n'a rien fait pour encourager la république allemande et ses chefs ».

Malgré ces pertes, le parti démocratique reste une force parlementaire grâce au crédit intellectuel de ses représentants. On lui laisse trois portefeuilles quand le cabinet Fehrenbach-Simons se constitue : l'Intérieur (Koeh), la Reichswehr (Gessler) ; les Transports (Græner, le général de la révolution). Mais son rôle consiste plutôt à suivre le gouvernement dans ses démarches qu'à les inspirer. Il encourage le D<sup>r</sup> Simons, soit qu'il proclame son désir d'apaiser



l'adversaire « à force de sincérité et de bonne volonté », soit qu'il proteste en Rhénanie contre le régime d'occupation. De plus en plus, la presse donne une expression passionnée aux rancunes nationales. Elle accepte le désarmement mais s'irrite parce que les commissions de contrôle l'exigent prompt et sans à-coup, tandis que les difficultés d'ordre technique et économique (licenciement de plusieurs milliers d'officiers), sont parfois supérieures au zèle de MM. Gessler et von Seeckt.

Malgré leur ardeur patriotique, les démocrates subissent en février 1921 de nouvelles pertes. Les élections complémentaires pour le Reichstag qui eurent lieu en même temps en Prusse Orientale et dans le Sleswig Holstein réduisent l'effectif de la « fraction » à 40. La défaite du parti s'accroît en Prusse, où les élections au Landtag font baisser le nombre de ses représentants de 65 à 26. L'ultimatum de Londres exaspère les démocrates sans resserrer leurs rangs. Une moitié se déclare pour, l'autre moitié contre l'acceptation (21 non contre 17 oui). Le nouveau ministère (Wirth) compte cependant cinq démocrates ou amis de la démocratie : Schifffer (Justice), Gröner (Transport) Rosen (Affaires Etrangères), Rathenau (Reconstruction) et Gessler, inamovible à la Reichswehr. La nomination de Rathenau est saluée avec enthousiasme par la majorité des journaux démocratiques (Dernburg dans le *Berli-*



ner *Tageblatt*). La politique d'exécution proclamée par MM. Wirth et Rathenau soulève dans le camp démocratique autant d'approbations ferventes que ses échecs de protestations passionnées à l'adresse d'adversaires « obstinés » et « irréconciliables ».

A l'intérieur, les démocrates, fidèles à leurs traditions individualistes, joignent quand il le faut leurs voix à celles de droite pour le rétablissement de la liberté du commerce. En juin 1921, ils votent d'abord avec les allemands-nationaux et les populistes pour la pleine liberté du trafic des céréales, puis avec le centre pour une réduction des réquisitions au chiffre de 2 millions 1/2 de tonnes. Sur d'autres questions ils sont profondément divisés. On peut dire que les plus nombreux et les plus influents accueillent avec défiance et scepticisme le mémoire dans lequel le ministère de l'Economie préconise la « saisie des valeurs réelles », la participation du Reich au capital de la propriété industrielle, commerciale, et agricole (août 1921). Pendant que le ministre de la Justice Schiffer supporte qu'un Traugott von Jagow, mollement poursuivi pour sa participation à l'affaire Kapp, berne le Parquet, les éléments jeunes du parti démocratique organisent dans tout le Reich les manifestations du 31 juillet contre la guerre.

Le meurtre d'Erzberger range tous les démocrates derrière le chancelier et le président du



Reich (ordonnances du 29 août contre les excès de la presse nationaliste ; conflit entre Berlin et Munich ; démission de M. von Kahr 11 septembre). La réaction bavaroise, les révélations de la presse de gauche touchant l'inlassable activité des organisations secrètes, le congrès pangermaniste de Goslar (4 septembre), celui de la ligue de « Protection et d'assaut » (16 octobre), firent le congrès des démocrates (Brême 12 novembre), à donner le coup de barre à gauche réclamé par la *Frankfurter Zeitung*. Mais les discussions théoriques ne suppriment pas l'antagonisme qui s'est manifesté à l'occasion du projet Hachenburg, entre l'élite possédante du parti qui montre peu d'entrain à engager son crédit financier, et les intellectuels socialisants de son aile gauche. Au point de vue extérieur, les démocrates restent en outre exaspérés par la décision relative à la Haute-Silésie. A la chute du cabinet, ils interdisent à leurs collègues, sauf au spécialiste Grœner, et à Gessler jugé indispensable, de faire partie du nouveau ministère. Cette abstention grondieuse ne les empêche pas de déléguer M. Schiffer à la présidence de la commission de Haute-Silésie, chargée de négocier avec les Polonais. Rathenau continuera à conseiller M. Wirth jusqu'au moment où il s'installera à la Wilhelmsstrasse.

Pendant les conflits d'ordre intérieur qui marquent le début de février 1922 (grève des chemi-



nots ; nomination de Rathenau aux Affaires Etrangères), les démocrates assument un rôle de médiateurs entre les populistes de plus en plus hostiles au chancelier Wirth et la gauche socialiste, impatiente de cette hostilité. Ils approuvent leurs voisins de droite de demander au cabinet des garanties positives, en posant à leur bon vouloir fiscal la condition que le produit des nouveaux impôts et de l'emprunt forcé qu'on envisage ne soit pas consacré aux entreprises d'Etat déficitaires. Mais il les désapprouve d'attaquer la nomination d'un ministre dont ils doivent reconnaître la haute compétence. En même temps les démocrates s'élèvent avec une particulière violence contre les cheminots grévistes et les ouvriers municipaux de Berlin. La plupart de leurs journaux font campagne pour la « coalition élargie ». Le président de leur parti, Petersen, s'y emploie de son mieux au parlement. Mais les avances aux populistes n'assouplissent guère ceux-ci. A la suite de la discussion sur les grèves (11 février), ils déposent un ordre du jour de méfiance à l'adresse du cabinet, accusé de faiblesse. Le 15 février, le ministère Wirth n'est sauvé que par l'abstention des 25 indépendants qui n'ont pas voulu le renverser. Tous les démocrates n'ont pas voté pour le cabinet (39 sur 45).

Pendant la conférence de Gênes, le parti démocratique soutient les initiatives de la délégation allemande. S'il fait quelques réserves touchant



l'opportunité du traité de Rapallo, il ne songe pas à créer de difficulté à un gouvernement « contraint de se défendre », et qui sait se ménager l'appui intermittent de Llyod George. Il est plus favorable à M. Wirth, dont il vante la loyauté et l'idéalisme, qu'au ministre des Finances Hermes, qui lui paraît peut-être poussé, lors de ses négociations de Paris, (mai 1922) par l'ambition personnelle. Arrive l'échéance du 31 mai, la nouvelle offensive des allemands-nationaux (aidés par les populistes) contre un ministère qui accepte le contrôle financier de la commission des Réparations, (note du 29 mai). Les démocrates contribuent de nouveau à sauver M. Wirth, non sans faire de tristes réflexions sur le nouvel échec de l'idée qui leur est chère : la coalition élargie par la participation des populistes aux affaires.

Les événements y poussent. Non seulement la plupart des problèmes de politique étrangère sont traités à peu près dans le même esprit par les deux partis issus du libéralisme allemand ; non seulement ils sont, en somme unanimes en ce qui concerne les limites de la solvabilité allemande (impossibilité des paiements en or ; moratorium de plusieurs années, etc...), les « gaspillages » de l'occupation, la défiance radicale envers la Société des Nations (septembre 1922), mais encore ils jugent l'assassinat de Rathenau, les lois sur la protection de la république, selon des principes, sinon avec des sentiments, à peu près analogues.



Les démocrates, ceux de gauche surtout, se montrent il est vrai beaucoup plus soucieux de faire respecter les institutions républicaines, et plus hostiles à l'opposition bavaroise (juillet-août 1922). Mais dès que ce souci n'est plus en jeu, l'attraction de la droite agit à nouveau. Dès la rentrée du Reichstag les démocrates reprennent leur travail de rapprochement, se mettent d'accord avec les populistes, pour prolonger jusqu'en juillet 1925 le mandat du président Ebert et travaillent à établir, puis à consolider, la « communauté de travail » des partis moyens (octobre 1922), d'où résultera peut-être l'élargissement souhaité du cabinet. Quand le ministère Cuno se constitue, les démocrates se rangent docilement derrière lui, le soutiennent dans ses démarches, bien que leur gauche (surtout les députés du Midi) ne cachent pas leurs préférences pour l'ancien chancelier Wirth, jugé plus généreux, plus près du peuple, et moins docile aux suggestions du monde des affaires.

#### LE PROGRAMME DU PARTI DÉMOCRATIQUE

I. — Le parti démocratique formule ses revendications « nationales » avec autant de force que le parti populiste. Il proclame que « la révision des traités de Versailles et de Saint Germain doit être pour le moment le point de départ et le con-



tenu (*sic*) de la politique étrangère de l'Allemagne ». Au nom de la justice et de la liberté, il déclare que ses membres n'admettront jamais les décisions de la « violence », les amputations territoriales et ethniques qu'elles ont valu au pays. Il veut « la protection des Allemands passés sous le joug étranger et, le respect des minorités nationales en Allemagne ».

Au congrès d'octobre 1922 (Elberfeld) les « directives » adoptées par le comité du parti contiennent cet article essentiel : poursuivre les tentatives d'exécution du traité afin de prouver que les conditions en sont inexécutables ; gagner du temps jusqu'à ce que la raison triomphe à l'étranger. Le président Petersen a rappelé en ces termes les mérites de Rathenau : « C'est lui qui a obtenu de nos adversaires le premier aveu qui soulève de ses gonds le traité de Versailles : le mémoire de la Banque d'Angleterre prouvant l'impossibilité d'exécuter les clauses de la paix ».

Les démocrates sont en général anglophiles. Ils estiment que tout échec de la politique anglaise se paye par des concessions de l'Angleterre à la France, toujours aux dépens de l'Allemagne, (discours du publiciste connu Riezler au congrès d'Elberfeld). En général la presse démocratique est favorable tour à tour à l'Angleterre, à l'Italie, à la Russie et déplore qu'aucune de ces puissances ne soit en mesure de faire échec à la France, soit au point de vue des réparations, soit dans les



régions où la France a isolé l'Allemagne de ses zones naturelles d'influence. Les plus éclairés font fréquemment observer qu'il faudra pourtant bien un jour s'arranger avec la France ; que toutes les tentatives de réconciliation (arrangements industriels et commerciaux) doivent être encouragées ; qu'au demeurant il est d'une élémentaire prudence pour l'Allemagne désarmée de ne pas opter pour l'un ou l'autre des alliés.

A l'égard du régime d'occupation, les démocrates tiennent le même langage que les populistes. Les représentants de Rhénanie réchauffent à ce sujet le zèle de leurs collègues. Au congrès d'octobre, M. Falk, conseiller municipal de Cologne, a mis en cause la politique « d'annexion masquée » que poursuit la Haute-Commission : pénétration morale et économique, protection des pires éléments séparatistes. « Tandis qu'Anglais et Américains s'efforcent d'atténuer les rigueurs de l'occupation, les Français usent de mesures vexatoires. Du moins ont-elles eue heureux effet de les empêcher de faire la moindre conquête morale ». Le pasteur Korell (Nieder-Ingelheim) parle constamment au Reichstag dans le même style. Il s'est signalé par ses véhémences lors de l'occupation de la Ruhr. Un rôle analogue est tenu en ce qui concerne le « danger polonais » par M. Siehr, président supérieur de la province de Prusse Orientale.

En général les démocrates, partisans d'une



Société des Nations, qui serait « une communauté de travail internationale », sont hostiles à l'entrée de l'Allemagne dans une « alliance de puissances » qui lui refuse l'égalité des droits (programme officiel). En septembre 1922 presque toute la presse démocratique a déconseillé au gouvernement toute démarche ayant pour objet l'admission dans la société. Seul un groupe de gauche (*Berliner Volkszeitung* ; le pacifiste Quidde) l'a préconisée. Au congrès d'Elberfeld, le comte Bernstorff, retour de Genève, s'est prononcé en sa faveur : « Si l'Allemagne avait fait partie de la Société des Nations, la décision relative à la Haute-Silésie nous eût été sans doute plus favorable... Si nous y entrons ce ne sera pas pour donner un nouvel assentiment au traité de Versailles, mais pour en obtenir la révision par des moyens pacifiques ».

II. — Les démocrates diffèrent des populistes par leur adhésion sans réserve à la *République*. Ils accusent l'ancien régime d'avoir affaibli le sens politique, l'idée de liberté dans la nation allemande ; d'avoir été incapable d'équilibrer les pouvoirs civil et militaire, d'avoir obéi aux résistances d'une oligarchie contre les réformes intérieures les plus nécessaires. Le parti s'honore d'avoir joué un rôle décisif dans la rédaction d'une constitution pour laquelle l'unité du peuple et du Reich allemands est le fait « primaire », le groupe-



ment en Lænder le « secondaire » (Cf. Preuss : Deutschlands republikanische Reichsverfassung); qui assure à la Prusse sa place naturelle, mais lui refuse l'hégémonie ; qui laisse provisoirement en état l'organisation en Lænder, mais réserve au Reich la faculté de les regrouper d'une façon plus rationnelle ; qui garantit la suprématie du Reich tout en décentralisant l'administration et en laissant aux Lænder une liberté suffisante dans « l'exécution des lois du Reich » (art. 14, 15) ; qui a sauvé enfin le pays du chaos révolutionnaire, en opposant victorieusement à la dictature du prolétariat le système parlementaire démocratique.

III. — Le programme *financier* du parti démocratique est assez général pour en voiler les incertitudes. Il y est dit que les impôts sur la propriété, le revenu, le luxe, doivent compenser l'inégalité excessive des fortunes. Mais le programme ajoute aussitôt : « Il faudra toutefois faire en sorte que les mesures fiscales n'entravent pas la formation des nouveaux capitaux, sans laquelle il n'est possible ni d'augmenter le rendement de l'économie nationale ni de relever le niveau de vie des individus. » En réalité, les démocrates ont toujours été difficilement gagnés aux mesures fiscales des cabinets réformistes (Erzberger, Wirth). Ils se sont laissés convertir à la première réforme (Erzberger et l'Offrande nationale). Mais depuis,



effrayés par les résultats des élections de 1920, ils ont tenu à ne pas voter de nouveaux impôts sans en faire partager la responsabilité aux populistes et, si possible, aux social démocrates. On l'a bien vu lors du compromis fiscal de juillet 1922. Ils étaient convaincus que l'augmentation de l'impôt sur le charbon, sur le chiffre d'affaires serait une charge pour la vie économique du pays ; que le nouvel impôt sur la fortune (Vermögenssteuer) aggravé de l'impôt sur l'accroissement des fortunes « se heurterait à de grandes difficultés » (Cf. Pohlmann, Steuer-Gesetze des Jahres 1922). Ce n'est qu'à contre cœur qu'ils ont fini par approuver le gouvernement d'avoir fixé, comme base de l'impôt sur la fortune, la valeur commune ou vénale (base réclamée par les social-démocrates). Ils ont essayé d'obtenir que l'impôt fut adapté à une valeur constante, et que les tarifs fussent variables selon le cours de l'argent. Le groupe du Reichstag a en outre essayé d'obtenir que les représentants de commerce fussent exempts de l'impôt sur le chiffre d'affaires, ainsi que les journaux, en ce qui concerne le plus clair de leur revenu : les annonces. Elle a refusé de faire bénéficier de cette exception les coopératives, afin de ne pas nuire au commerce. Elle s'est prononcée contre l'augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés. Enfin elle a toujours bien spécifié que, si elle acceptait le compromis fiscal, c'était pour ne pas faire échouer toute



l'œuvre financière du cabinet Wirth ; qu'au reste cette œuvre était imposée par l'étranger, voulue par la politique d'exécution, mais devait rester pratiquement stérile à cause du « tonneau sans fond des réparations ».

Remarquons qu'à gauche les représentants ouvriers du parti démocratique préconisent une politique fiscale qui prend moins de précautions envers la propriété. Au congrès de 1921 la résolution Erkelenz-Hartmann demandait que le Reich mit la main sur la substance de la fortune nationale, et reprochait à l'industrie d'avoir mis au sacrifice qu'elle semblait prête à consentir (projet Hachenburg) une condition inacceptable : le passage des transports sous le régime de l'industrie privée. Ces démocrates de gauche sont, comme les social-démocrates, hostiles à l'aggravation des contributions indirectes, tandis que le gros du parti affecte d'aspirer à un système financier qui règle et compense équitablement les charges pour le plus grand bien de la communauté, supérieure aux classes qui la constituent. « Notre fraction, a dit le président Petersen, au congrès de Brême, veut que les classes possédantes soient contraintes, par l'impôt sur le capital et le revenu d'aller jusqu'à la limite de leur solvabilité. Mais nous protestons contre le vampirisme des social-démocrates... Nous ne permettrons pas qu'on saigne à blanc la propriété ». Au congrès d'Elberfeld, le parti a adopté à une grosse majorité les



conclusions d'un rapport du député Keinath (membre du Conseil supérieur Economique et du comité du Commerce en gros) qui proposait les mesures suivantes contre la baisse du mark et ses effets désastreux : augmenter la production et l'exportation, combattre la spéculation sur les devises, protéger les commerçants sérieux contre les rigueurs des dispositions légales visant la hausse illicite des prix et leur permettre de fixer des prix de vente qui leur assurent la possibilité du réapprovisionnement ; adapter les impôts à la dépréciation de l'argent ; émettre des bons du trésor, valeur-or, à court terme afin de mettre à la disposition du commerce et de l'épargne un papier de valeur stable ; réaliser des économies dans les entreprises de l'Etat.

IV. — Au point de vue économique-social, le parti démocratique professe que la base de l'économie nationale est l'entreprise individualiste et la propriété, privée : « l'Etat démocratique est un état social, mais non pas socialiste » (Külz, *Der demokratische Staat* ; Berlin, 1919). Cet Etat proserit toute institution qui étouffe l'entreprise individuelle ; repousse énergiquement toute « économie contrôlée » ; ne consent à discuter la « socialisation » que si l'on spécifie soigneusement sa forme, les cas précis où il s'agit de l'appliquer ; et la repousse comme réforme d'ensemble, particulièrement désastreuse à une époque où le sens

\*



des responsabilités, l'esprit social et la morale sont au plus bas. Certes il faut améliorer le sort de l'ouvrier, l'intéresser à la production, lui en faire comprendre les rouages. Mais il lui faut reconnaître quelles autres forces que la sienne y collaborent : le capital, l'expérience technique, l'esprit d'entreprise.

Naturellement l'unanimité n'est pas facile au sujet de la formule « intéresser l'ouvrier à la production ». L'industriel démocrate C. Fr. von Siemens l'entend autrement que le syndicaliste Erkelenz. Le premier n'admet rien qui rappelle le socialisme, qui est pour lui une « maladie » dont les principaux symptômes sont : le « nivellement » la réglementation schématique, et « mortelle » de la production et de la consommation (Acht-Uhr Abendblatt du 24 septembre 1922). Le second, adversaire de la gestion des entreprises par l'État, n'en est pas moins inquiet de la puissance et de l'autonomie croissante des cartels, des trusts, et voudrait les faire contrôler par les représentants des ouvriers et des consommateurs. Il réclame la participation aux bénéfices, non pour un gain que tout le monde sait médiocre, mais pour l'influence que cette participation permettra progressivement aux ouvriers d'exercer sur les entreprises, et par là sur l'économie générale. Par ailleurs, en bon démocrate et en libéral authentique, il insiste pour confier l'administration sociale (assurances, placement, arbitrage)



aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire aux organisations paritaires de patrons et de salariés, au lieu de tolérer que l'Etat et les communes continuent à se mêler de questions qui au fond ne les regardent pas (A. Erkelenz : Gegen die Versteinerung der deutschen Sozialpolitik).

V. — Dans sa lutte modérée et de formes courtoises contre le socialisme, le parti démocrate recherche l'aide de l'*artisan*, du *patron d'atelier*, du *paysan*. Il convie les artisans libres à adhérer aux associations professionnelles (Fachverbände), qui constituent le Cercle syndical (Gewerkschaftsring : 350.000 membres en 1921), habituellement désigné par le nom des deux libéraux qui inaugurèrent le mouvement : Hirsch et Duncker. Du mouvement syndical démocratique doivent naître les coopératives qui permettront à l'artisan l'achat des matières et des marchandises aux mêmes conditions que le commerce. Les démocrates ne veulent pas permettre aux syndicats socialistes d'absorber les métiers, de ruiner la cause de leur succès et la base de leur recrutement, l'apprentissage ; d'édicter aux métiers des règles absolues et schématiques sur la durée du travail, sur les conditions de l'apprentissage. Il ne faut pas que le gouvernement oublie les artisans à l'heure des commandes de reconstruction. A cet effet, le contact devra donc être établi entre les Chambres d'artisans et le grand



commerce (rapport du député Hermann-Reutlingen au congrès de Brême).

Au paysans, les démocrates promettent une répartition plus « saine » du sol, des mesures radicales contre la spéculation sur les biens fonciers la colonisation plus intensive des régions peu peuplées ; le droit de propriété pour les colons justifiant de résultats encourageants ; la transformation de la loi du 11 août 1919 sur la colonisation intérieure en une vaste loi agraire comportant des mesures d'expropriation et de vente d'office contre la spéculation ; la prorogation de la loi sur la protection des fermiers (résolution du congrès de Brême consécutive au rapport du président du conseil de l'Etat d'Oldenbourg, M. Tantzen). Quant au petit commerce et à la petite industrie, le parti démocratique charge de leurs intérêts la « commission des classes moyennes » qui se réunit régulièrement à l'occasion du congrès général. C'est M. Kniest, patron menuisier à Cassel et député au Reichstag, qui a rédigé le programme de la réunion d'Elberfeld. Il s'inspire de la gêne et de l'appauvrissement dont souffre le monde moyen des affaires. Il invite les petits producteurs à faire entrer eux aussi dans le calcul de leurs prix de vente la dépréciation de l'argent, l'augmentation de leurs impôts et de leurs frais. Il leur conseille de ne pas conclure de contrats à prix fixe, de n'exécuter des travaux que contre paiement comptant, et de former des coopératives d'achat.



VI. — Le parti démocratique a enfin un programme *scolaire* très étudié. Il aurait voulu que la constitution fût ressortit avec plus de force cette thèse que l'école « commune » doit être la forme *normale* de l'école allemande. Elle groupe tous les enfants du peuple, à quelque classe sociale ou confession qu'appartiennent les parents. Au point de vue religieux, elle est « simultanée » ; c'est-à-dire qu'elle enseigne parallèlement les religions mais sans nulle contrainte pour les élèves ni pour les maîtres. Elle doit être l'école de l'Etat, se mettre à son service, car l'Etat n'est pas seulement le représentant de la loi, le garant du droit : il est celui de la culture intellectuelle et morale. Le parti démocratique veut que cette école commune conduise l'enfant et l'adolescent jusqu'à l'Université, et constitue avec elle une organisation unique, tout entière édifiée sur la même base.

Les démocrates sont loin de compte. La constitution résultant d'un « compromis », prévoit (article 146 § 2) des écoles confessionnelles dans toutes les communes où les parents l'exigeront, à condition que « l'institution soit compatible avec un enseignement régulier. » A la commission du Reichstag, il a fallu essayer de se mettre d'accord sur une loi scolaire qui réalise le programme de la constitution. Or, depuis 1919 les partis de droite et le centre (qui en ces matières a toujours recherché le contact du côté conserva-



teur) ont repris confiance. Le projet de loi élaboré en avril 1922 s'en ressent. Il n'y est plus question de faire de l'école commune la règle, et des autres types l'exception. Le projet provisoire permet que l'enseignement tout entier d'une école, qu'elle soit confessionnelle au sens strict du mot, ou qu'elle soit « philosophique », soit pénétrée entièrement par l'esprit de la doctrine positive qu'elle représente. Ce projet est aux yeux des démocrates contraire à l'esprit de la constitution, à l'idée même de l'Etat. Il brise l'unité de l'enseignement, il crée des classes antagonistes d'esprit, il sépare au lieu d'unir ; il menace de cléricaiser une partie de l'instruction publique, d'ôter aux professeurs la liberté de recherche scientifique. Les démocrates de gauche prévoient un nouveau « Kulturkampf ». Ils essaieront de faire échouer la loi scolaire au parlement. Mais leur situation n'est pas excellente. Ils ont à combattre les catholiques, et ils ne seront peut-être pas énergiquement soutenus par les social-démocrates. Socialistes et centre se sont mis d'accord à Weimar et les démocrates ont dénoncé les raisons de cet accord « Le centre, a dit l'ancien ministre démocrate Koch au congrès de Brême, se fait payer, en concessions d'ordre scolaire et les social-démocrates en concessions d'ordre économique. » Quoi qu'il en soit, la discussion de la loi scolaire sera vive et périlleuse pour la concorde entre les partis bourgeois. C'est l'opinion de l'ancien ministre



des Cultes en Prusse K. Hænisch (1) (*Berliner Tageblatt* du 1<sup>er</sup> octobre 1922).

ORGANISATION  
ET COMPOSITION POLITIQUE DU PARTI

Les autorités supérieures du parti démocratique sont :

1<sup>o</sup> Le Comité du parti, qui compte 200 membres ; délégués des circonscriptions électorales, de la fraction du Reichstag, de l'Union de la presse démocratique. Trente membres sont élus par le congrès ;

2<sup>o</sup> La Présidence du parti qui compte au moins 23 membres dont 11 appartiennent au Comité. Le reste est élu par le congrès ;

3<sup>o</sup> Le Comité de révision composé de 9 membres élus par le congrès et chargés par lui de contrôler l'administration et la gestion des fonds ;

4<sup>o</sup> Le Congrès, qui est l'instance suprême. Les

(1) Le conflit a éclaté à la commission scolaire du Reichstag en mars 1923. Allemands-nationaux, populistes, centre semblent cette fois d'accord pour exiger que l'école « commune » soit « à base chrétienne », c'est-à-dire que non seulement chaque confession y soit parallèlement enseignée, mais que tout l'enseignement soit d'inspiration chrétienne. L'attitude des évêques (conférences annuelles de Fulda), les pétitions organisées par le clergé en faveur de l'école confessionnelle, enfin la situation parlementaire ont poussé le centre à rompre, en matière scolaire, avec les partis de gauche. Démocrates et social-démocrates protestent, au nom de la constitution de Weimar. L'élaboration d'un nouveau compromis sera longue et difficile.



représentants de toutes les circonscriptions électorales y sont délégués avec ceux de la « fraction » et du Comité.

C'est la Présidence qui désigne les candidats députés, mais sur la proposition des délégués régionaux. Elle a droit de veto touchant les propositions de ces délégués.

En 1919, le parti comprenait 10 associations régionales, 73 associations de circonscriptions, 2.042 groupes locaux, 100.000 membres inscrits. Quatorze commissions d'étude sont chargées de la propagande *professionnelle* (commissions du commerce et de l'industrie, des fonctionnaires, des classes moyennes, des ouvriers, etc.). Deux groupements importants dépassent le cadre de ces comités. Ce sont : l'*Association des ouvriers et employés allemands* (Reichsverein deutscher Arbeiter, Beamten und Angestellten), et la *Ligue des Associations de la Jeunesse démocratique* (Reichsbund der demokratischen Jugendvereine).

Toute cette organisation manque un peu de vie. Les démocrates sincères le reconnaissent. Dans la revue *Hilfe* (5 Juin 1922), l'un d'eux M. Erkelenz observe que le parti démocratique manque d'homogénéité, et comprend un grand nombre d'individualistes, d'esprits critiques, incapables de se fondre dans le parti et de s'identifier avec lui. Les « fonctionnaires » du parti manquent de zèle, d'abnégation enthousiaste. Evidemment le parlementarisme, tel qu'il a pris forme en Allema-



gne, n'enflamme guère les cœurs. Il est né, d'un effondrement, non d'une révolution. Beaucoup de bourgeois d'aspirations libérales doutent d'un régime sous lequel leur classe est décimée, et se tournent vers les droites. Les plus chauds républicains recherchent dans des groupements situés un peu en marge du parti l'occasion de retremper leurs convictions ; la *Ligue des magistrats républicains* (Republikanischer Richterbund), qui fut encouragée par le ministre de la Justice Radbruch, (cabinet Wirth) ; la *Ligue nationale républicaine* (Republikanischer Reichsbund) ; la *Ligue des professeurs républicains* (Republikanischer Lehrerbund) etc... Le groupement qui semble le plus actif est la «Ligue de la Jeunesse républicaine noire, rouge et or», qui a tenu ses assises à Cassel le 3 juin 1922 ; le fils de M. Hugo Preuss fait partie de son comité directeur.

Ce qui a manqué aux démocrates pour devenir un vaste parti républicain, c'est non seulement la foi qui réchauffe et enlève les masses, mais aussi l'argent. Ils n'ont point derrière eux de puissantes organisations comme le Landbund ou le Reichsverband der deutschen Industrie. Certes, ils comptent parmi leur membres beaucoup de banquiers et quelques industriels. Mais ces capitalistes libéraux manquent d'ardeur et les premiers résultats de la république allemande inspirent à certains d'entre eux quelque scepticisme. Le parti a des relations avec le Hansa-Bund, qui fut fondé



en 1912 par M. Riesser (Darmstædter Bank), contre les manifestations de la réaction économique, au moment où conservateurs et centre, ayant refusé les taxes sur les successions, infligeaient aux consommateurs 1/2 milliard d'impôts indirects. Il s'agissait de protéger le commerce, l'industrie de finissage, le petit patron, le détaillant. Mais l'industrie qui depuis longtemps avait profité avec les agrariens de la politique protectionniste, ne tarda pas à regretter son ancienne alliance. Elle y retourna peu à peu. Le Hansabund perdit du terrain. Son action est maintenant médiocre. Au Reichstag comme au Landtag prussien, les « fractions » reflètent, par leur composition, la grande diversité du parti. Sur les 39 députés qui représentent maintenant au Reichstag le parti démocrate, j'en vois au moins sept qui constituent une aile droite influente. Fr. von Siemens, R. Dernburg, G. Gothein, H. R. Dietrich, H. Fischer, qui est du bureau directeur du Hansabund, membre de la chambre de commerce d'Aix-la-Chapelle, et auquel les social-démocrates reprochent son attitude réactionnaire en matière fiscale ; O. Keinath (du bureau central de la Ligue des commerçants en gros) ; Ph. Wieland (Wieland et C<sup>ie</sup>, Cuivres ; Ulm). Ce sont tous des industriels, des négociants ou des banquiers. Un huitième, E. Schiffer, fonctionnaire, ancien ministre de la Justice, n'est pas homme d'affaires. On peut le ranger à droite, mais moins pour



ses tendances économiques que pour ses idées politiques.

Au centre du parti on peut placer C. Petersen, président du parti, sénateur de Hambourg ; E. Koch, ministre de l'Intérieur en 1919 ; O. Gessler, le ministre de la Reichswehr ; J. Hieber, président du conseil en Wurtemberg, et qui, sans être du parlement d'Empire n'en est pas moins influent ; E. Hamm, qui fut ministre bavarois, puis appelé par M. Cuno à la chancellerie comme secrétaire d'Etat ; le publiciste H. Pachnicke ; Kopsch, directeur d'école ; W. Külz, maire de Zittau, et quelques autres fonctionnaires.

Une quinzaine de députés du Reichstag sont nettement de gauche. Je n'y vois qu'un industriel d'ailleurs modeste : M. Bahr (Francfort). Les autres sont des publicistes, des fonctionnaires, des diplomates comme le comte Bernstorff, des professeurs comme Schüeking, des avocats comme L. Haas, des syndicalistes comme Erkelenz.

Au Landtag de Prusse, sur 26 députés, nous trouvons une demi-douzaine d'hommes de droite parmi lesquels A. Dominicus, qui fut maire de Berlin-Schöneberg et ministre de l'Intérieur en Prusse en 1921 ; et 13 démocrates de gauche dont les plus connus sont : R. Cäser, appelé au ministère de l'Intérieur du Reich par le chancelier Cuno ; Preuss ; H. Wendorff ancien ministre-président du Mecklembourg et ministre de l'agriculture en Prusse ; Otto Nuschke, ancien disciple



de Naumann, républicain ardent et rédacteur en chef de la « Berliner Volkszeitung ».

Il faut faire une place à part aux quatre députés de la *Ligue des Paysans bavarois* qui figurent au Reichstag. Ils représentent les intérêts agricoles (petite propriété), l'opposition contre le capital mobile, contre les Juifs de la Banque, contre le mercantilisme des villes, les spéculations de Bourse. Leur chef est le député paysan Kerschbain. Bien que la *Ligue des paysans allemands* soit avant tout un groupement d'intérêts, son hostilité envers la grande propriété la rapproche du parti démocratique, avec lequel elle a fait les élections de 1919 et de 1920. Fondée en 1909, elle comptait dès 1911 41.245 membres. Le 11 février 1921 le *Berliner Tageblatt* a annoncé que la *Ligue des Paysans bavarois* a décidé de se rattacher à la *Ligue des Paysans allemands*, et par conséquent indirectement au parti démocratique. Les paysans bavarois démocrates se sont organisés à l'écart des Bauernvereine (cléricaux) du Dr Heim. Lors de la révolution bavaroise, Eisner avait su se concilier la sympathie de leurs chefs (Gandorfer). Un certain particularisme les distingue de leurs collègues du Reich. Ils manquent de tendresse pour la cité tentaculaire qu'est pour eux Berlin. Leur président est cet Eisenberger, dont le costume bavarois très pur met une note pittoresque dans la prosaïque assemblée du Reichstag.



## LA PRESSE DÉMOCRATIQUE

La presse démocratique allemande est considérée comme de premier ordre par l'étendue de ses services d'informations et la personnalité de ses directeurs. A Berlin deux grandes maisons d'édition se disputent la faveur du public libéral : 1<sup>o</sup> la maison Ullstein, avec la *Vossische Zeitung*, dirigée par un homme dominant avec une égale facilité le domaine politique et financier : Georg Bernhard ; et la *Morgen Post* destinée au public préférant une lecture plus facile et plus attrayante ; 2<sup>o</sup> la maison Mosse dont les principales publications sont : le *Berliner Tageblatt* (1) (Theodor Wolff, Dombrowski) et la *Berliner Volkszeitung* déjà nommée, où Otto Nusehke a pour collaborateurs des jeunes gens actifs (K. Vetter, Ossietzky), qui sont à la tête de toutes les manifestations républicaines. Un autre journal démocratique le *Berliner Børsen Courier* s'adresse plutôt aux milieux d'affaires. La *Berliner Børsenzeitung* fait à certains égards le « pont » entre la presse dé-

(1) *Berliner Tageblatt* et *Vossische Zeitung* travaillent dans un esprit et selon des méthodes assez différentes. Le B. T. se tient plus strictement dans le cadre du parti ; il en exprime plus exactement les idées, les sentiments — les rancunes. La V. Z. plus préoccupée des solidarités économiques, des grands courants d'échanges continentaux, plus accueillante aux innovations en matière commerciale et financière, pousse plus hardiment aux solutions internationales.



mocratique et la presse populiste. Quant à la *Welt am Montag* de H. von Gerlach elle est trop indépendante pour trouver place parmi les feuilles du parti démocratique proprement dit.

Signalons en province : la *Frankfurter Zeitung*, extrêmement répandue, et remarquable par l'abondance de ses informations et la qualité des documents économiques qu'elle publie ; la *Neue Hamburger Zeitung* (depuis peu réunie au *Hamburger General Anzeiger*) ; la *Kieler Zeitung* ; les *Bremer Nachrichten* ; la *Königsberger Hartunger Zeitung* ; le *Leipziger Tageblatt* (maison Ullstein) ; le *Dortmunder General Anzeiger* (gauche pacifiste) la *Breslauer Zeitung* ; le *Neues Stuttgarter Tageblatt* (fort tirage) ; la *Neue Badische Landeszeitung* le *Fränkische Courier* (Nuremberg).

Un bulletin-revue le *Demokrat* fournit toutes les indications relatives à la vie officielle du parti. Les questions d'ordre plus général sont traitées dans l'hebdomadaire : *Das Demokratische Deutschland*. Un copieux périodique, la *Deutsche Nation*, publie sous la direction de Th. Heuss des études de K. Riezler (qui fut collaborateur de Bethmann-Hollweg), du comte Bernstorff, du diplomate Stunm, du comte Harry Kessler, des députés les plus influents du parti. Une autre revue, déjà ancienne, la *Hilfe*, adapte à des besoins nouveaux les conceptions sociales et religieuses de son fondateur Naumann. Un lien plus ou moins lâche rattache à ces revues démocratiques le périodi-



que libéral de M. Grabowski *Das Neue Deutschland* ; la *Zeitschrift für Politik* qui paraît tous les deux mois (collaborateurs étrangers, éditions française et anglaise) ; le *Tagebuch* de Stephan Grossmann (critique-satirique, caractère surtout littéraire) ; la *Weltbühne* de S. Jacobsohn (alerte et frondeuse, très à gauche).



## V

### LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

*(Vereinigste sozialdemokratische Partei Deutschlands)*

Le mouvement ouvrier allemand, préparé par les disciples de Saint Simon, Fourier, Proudhon, puis doté d'une idéologie libertaire-philanthropique par Wilhelm Weitling (vers 1830-1840), d'une doctrine scientifique cohérente par Karl Marx, ne s'organise et ne s'étend qu'au moment où le pays s'industrialise (vers 1860). Lassalle fonde en 1863 l'*Association Générale des ouvriers allemands* (Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein), conçue comme un groupement centralisé des masses en vue de la conquête du suffrage universel. La fin prématurée et dramatique du chef de l'A. D. A. V. précipite un conflit que son ardeur et son talent n'aurait d'ailleurs pas réussi à supprimer. Réaliste, Lassalle reconnaissait le fait national, les facteurs de puissance, l'Etat « donné ». Dans son programme de 1863 il recommandait aux prolétaires la conquête du suffrage universel, sans rien espérer des bourgeois libéraux. C'est de la monarchie,



une fois placée devant une situation révolutionnaire, qu'il faut attendre les concessions politiques nécessaires.

Schweitzer succède à Lassalle à la tête des « Arbeiter Vereine ». Mais pendant que, continuant et adoptant la doctrine lassallienne, il veut faire de ces Associations une organisation politique profitant à l'occasion de l'appui des progressistes, Liebknecht, marxiste, proclame le matérialisme historique, la lutte des classes, repousse toute participation immédiate aux réalisations politiques, et assigne au mouvement ouvrier ce but unique : approfondissement et diffusion de la doctrine socialiste, propagande à outrance. Mis en échec à Nuremberg (1868), Schweitzer voit se constituer contre lui à Eisenach (1869) le *Parti ouvrier social-démocratique*, dont les plus forts contingents sont en Saxe. Le siège du parti est à Eisenach, son comité directeur à Brunswick sa commission de contrôle à Vienne. Il est moins fort et moins centralisé que l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter Verein*.

En 1870, le mouvement ouvrier est fait de quatre courants : 1° celui des associations d'ouvriers (Schweitzer) ; 2° le parti d'Eisenach ; 3° les associations lassalliennes (où la comtesse Hatzfeld prétendait garder dans sa pureté la doctrine du maître ; 4° le parti lassallien de Bavière (dissident parce que Schweitzer avait refusé aux Bava-rois le droit de conserver une presse bien à eux).



Au lendemain de 1870, l'unification progressive se produit. Le groupe Hatzfeld disparaît ; le groupe bavarois se fond dans le parti d'Eisenaeh. Aux élections de 1874 les Associations d'ouvriers, dont Schweitzer n'est plus président, obtiennent trois mandats ; le parti d'Eisenaeh six. Les persécutions policières (les Associations sont dissoutes en 1875), poussent les prolétaires à l'union. Elle se réalise à Gotha par la fondation de la *Sozialistische Arbeiter Partei*. Au lieu d'un parti ouvrier résolu à défendre ses intérêts de classe dans et par l'Etat tel qu'il est historiquement donné, apparaît un groupe révolutionnaire qui souligne son caractère internationaliste, et qui n'espère améliorer la situation du prolétariat que par la ruine de l'ordre existant. C'est la victoire théorique du marxisme. Surveillé et traqué par les autorités. (Bismarek qui a mis la main sur les partis bourgeois n'a plus besoin de flatter les socialistes comme au temps de Lassalle), le nouveau parti socialiste dissout son bureau central et ne conserve à Hambourg qu'un comité électoral de fortune, laissant aux groupes locaux, qui se multiplient, le soin de la propagande. En 1877 il obtient 493.477 voix, et 12 mandats au Reichstag.

Les lois d'exception soumettent les socialistes allemands à l'arbitraire gouvernemental (1878). Au congrès de 1880 (Wyden) ils biffent de leur programme l'article qui a trait à la lutte de classes « par les moyens légaux » puisque tous les moyens



qu'ils peuvent désormais employer sont illégaux. Le *Vorwärts* (fondé en 1876) disparaît et est remplacé par le *Sozialdemokrat*, imprimé en Suisse, puis à Londres. Beaucoup de militants doivent vivre à l'étranger. C'est le moment où la physionomie du parti se fixe pour plusieurs années. Une démocratie bourgeoise n'arrivant pas à se développer en Allemagne, les masses ouvrières se voyant privées d'espairs politiques, le mouvement ouvrier s'enferme dans les problèmes économiques (théoriques) et ses chefs ne s'occupent que de l'exaetitude de la critique à laquelle ils soumettent la société. Ils n'attendent rien que de la fin, inévitable, du régime. D'où les traits sailants du socialisme allemand : dictature intellectuelle, autorité impersonnelle du programme, dogmatisme, discipline.

Cependant, depuis 1880, ces caractères s'atténuent. Bien que les programmes d'Eisenach et de Gotha plaacent au premier plan des revendications d'ordre politique (suffrage universel ; abolition des privilèges ; armée du peuple ; séparation des Eglises et de l'Etat, etc...) et n'indiquent pas que ces revendications nécessitent une activité positive du parlement, un certain nombre de socialistes la préconisent plus ou moins ouvertement. En 1884, il se trouva une majorité (avec Auer, Dietz, Grillenberger) pour entraîner la fraction du Reichstag à voter une subvention en faveur des lignes de navigation. Le programme d'Erfurt



(1891) exprime bien l'équivoque où se débat le parti. Il met l'accent sur la propagande révolutionnaire, dont le but est la main-mise sur les moyens de production ; mais il prévoit en outre une certaine participation aux travaux parlementaires. Dans le sud, von Vollmar, le leader bavarois, détermine ses collègues à voter le budget au Landtag et Bebel ne parvient pas à le faire blâmer (1894). Une explication est nécessaire. C'est E. Bernstein qui l'inaugure par son écrit : « Les conditions du socialisme ». Il conteste l'exactitude de la théorie d'après laquelle les crises économiques et sociales doivent devenir de plus en plus vastes et désastreuses (programme d'Erfurt). Il demande qu'on cesse de s'attendre à une catastrophe prochaine, et qu'on se consacre franchement à un travail de réformes déterminées. Dans certains diètes du sud, les socialistes concluent des accords occasionnels avec les libéraux. Le congrès de Dresde (1903) condamne le « révisionnisme », proclame la nécessité d'intensifier la lutte des classes au lieu de rechercher le contact avec les bourgeois de gauche. Mais malgré l'appareil scientifique et les forces traditionnelles dont dispose l'orthodoxie, le besoin d'action pratique et le désir des responsabilités est continuellement en progrès dans le parti.

Il a rapidement grandi. En 1890 1 million  $\frac{1}{2}$  de socialistes élisent 35 députés au Reichstag. Bismarck tombe et l'ascension du parti se préci-



pite. Ils ont obtenu déjà d'importants résultats : les lois de protection ouvrières (suppression du travail le dimanche, journée maximum de 10 heures pour les femmes, etc...); la réduction des droits de douane sur les céréales, les lois d'assurances. Succès encourageants et qui témoignent en faveur de l'action parlementaire. En 1893, 44, en 1897 57 députés social-démocrates siègent au parlement du Reich. En même temps les syndicats prennent leur essor. Les révisionnistes affirment, à la faveur de cette prospérité, que les antagonismes de classe s'atténuent, que le nombre des possédants augmente, avec celui des bourgeois favorables aux réformes sociales. En Prusse, État centralisé militariste, le capitalisme reste plus brutal, les différences sociales plus âpres. Dans le sud, des gouvernements plus débonnaires, une petite bourgeoisie plus nombreuse et plus libérale, un droit électoral plus démocratique laissent entrer dans les diètes de Bade, de Wurtemberg, de Bavière, d'importants groupes socialistes qui veulent conserver leur tactique opportuniste, et même parfois l'imposer à la social-démocratie du nord. Ils oublient la répartition du prolétariat en Allemagne. Le Sud a 20 % seulement des ouvriers allemands des usines ; les ouvriers agricoles y sont plus nombreux de près d'un million que les ouvriers de l'industrie. Dans le nord c'est l'inverse et la proportion est double.

A la veille de la guerre, la situation est la sui-



vante. Le parti dispose de 4 millions  $\frac{1}{2}$  de voix, de 1 million de membres inscrits. Il compte 110 députés au Reichstag et publie 80 quotidiens. Sa hiérarchie est imposante. Elle s'est constituée au congrès de Halle (1890) et de Mayence (1900) par la création d'un Comité directeur (Parteileitung) composé : 1<sup>o</sup> d'une Présidence (Vorstand) de 5 membres et de deux adjoints ; 2<sup>o</sup> d'une Commission de contrôle de 9 membres, dont les deux adjoints de la Présidence. Le Comité directeur est l'émanation du congrès. A partir de 1906, les groupements régionaux sont renforcés. En 1913, 150 secrétariats sont administrés, appointés et surveillés par la Présidence, à laquelle ils fournissent leur rapport annuel. Depuis 1912 il existe une nouvelle instance centrale : le Comité du parti (Parteiausschuss). Adjoint à la Présidence, il groupe les représentants des bureaux régionaux. La pyramide a trois étages : 1<sup>o</sup> les groupes de cercle ; 2<sup>o</sup> les groupes d'arrondissements de province ; 3<sup>o</sup> les autorités centrales. Seul le social-démocrate titulaire d'un livret en règle, muni des timbres de cotisations, a droit au titre de « Genosse ».

Plus cette bureaucratie s'élargit et se centralise à la fois, plus les instances supérieures interviennent de façon décisive dans le choix des candidats. Le député doit avoir 5 ans d'ancienneté dans les cadres du parti et avoir fait ses preuves de propagandiste. Le but suprême reste : étendre et



vivifier une organisation massive de combat. Le congrès de 1913 (Iéna) en révéla la mal latent : la stagnation. Révolutionnaire au point de vue doctrinal et littéraire, le parti garde en son cœur un grand respect de la loi. D'une part sa bureaucratie perd le contact immédiat avec les masses, qui n'ont que des devoirs à remplir et des cotisations à payer. D'autre part l'agitation purement théorique ne satisfait pas les marxistes convaincus, interprètes des impatiences révolutionnaires (Rosa Luxemburg, Liebknecht le jeune, Clara Zetkin).

La guerre force la social-démocratie allemande à renoncer aux équivoques. Il ne lui est plus possible de flotter entre la révolution et les responsabilités. Le 4 août 1914 le groupe du Reichstag vote en bloc les crédits de guerre : 1<sup>o</sup> parce qu'il s'agit, d'après les informations qu'on lui a fournies, d'une guerre défensive ; 2<sup>o</sup> parce que la Russie est un foyer de réaction et que le tsarisme est le pire danger qui menace le socialisme ; 3<sup>o</sup> parce qu'une défaite nationale aurait des conséquences économiques désastreuses pour la classe ouvrière. D'ailleurs la guerre est un fait, indépendant de la volonté socialiste. Il ne s'agit plus que de savoir s'il est possible de permettre quelle soit pour l'Allemagne l'anéantissement. D'actifs publicistes : Lenseh, Cunow, Hænisch, E. David, développèrent ces thèmes, d'autres encore : que l'Etat, la communauté nationale, ont autant de



réalité pour l'ouvrier que la « classe » ; que les interventions croissantes de l'Etat dans la vie économique du pays en guerre préludent aux réformes socialistes, etc... La propagande impériale (« Je ne connais plus de partis ! ») fit le reste.

Cependant dès le 4 août, 14 député (en séance de « fraction ») ont voté contre les crédits. Ces 14 révoltés sont 17 le 2 décembre 1914, et Liebknecht confirme son vote en séance plénière. En mars 1915 il répète son geste et se déclare, comme Rühle, « sans parti ». Le 10 mars Haase, membre de la Présidence du parti, critique le budget sans avoir soumis le texte de son discours à ses collègues. Le 21 décembre 1915, Geyer, au nom de 20 membres du groupe parlementaire, se déclare contre les crédits de guerre. Le 24 mars 1916, nouvelle offensive de Haase. Il est « blâmé », par 58 voix contre 33. Haase et Ledebour fondent alors la « communauté de travail social-démocratique ». Pendant que les masses sont au front, une lutte sans merci s'engage entre une majorité infidèle aux traditions révolutionnaires, mais qui dispose de la machinerie administrative, et une minorité orthodoxe, d'autant plus dangereuse pour le parti qu'elle prétend rester dans le cadre de la social-démocratie allemande. A la conférence générale de Berlin (21-23 septembre 1916), où la Présidence dispose de la majorité des voix, parce que les petites circonscriptions y envoient un nombre prépondérant de délégués, Haase et Ledebour



sont mis en minorité par 276 voix contre 169. L'opposition guerrière dans le pays, provoque des arrêts dans le paiement des cotisations. La majorité épure les rédactions de journaux (Berlin, Brême, Kœnigsberg, Elberfeld, Dusseldorf, etc), Ce n'est que le 7 janvier 1917 que l'opposition est exclue du parti. Elle lui enlève six groupes régionaux (sur 38) et 57 groupes locaux (sur 357).

Les majoritaires réclament en vain au gouvernement dominé par les influences de l'Etat-Major l'extension à tous les Etats allemands du suffrage universel, et une réorganisation équitable des circonscriptions électorales en Prusse. Le gouvernement ne craint pas les social-démocrates : ils ont accepté en novembre 1916 la loi sur le service auxiliaire qui enchaîne l'ouvrier à l'usine ; ils laissent aux « spécialistes » la responsabilité de la guerre sous-marine à outrance (début de 1917). En juillet 1917, malgré l'hypocrisie avec laquelle Michaelis interprète à sa façon la fameuse résolution de paix des partis de gauche, ils votent encore les crédits de guerre. Ils acceptent (fin 1917) la paix de Brest-Litowsk tout en déclarant qu'elle n'est pas conforme à leurs vœux. Les grèves de janvier 1918 les désorientent : ils s'abstiennent d'y prendre une part active ou même les désavouent.

Au cours de 1918, les attaques se multiplient pourtant dans leurs journaux contre la guerre de conquêtes. En octobre, ils sentent venir la fin du régime, ils la souhaitent, mais sont partagés dou-



loureusement entre leurs aspirations républicaines et leurs angoisses patriotiques. En novembre, ils tempèrent l'ardeur des masses socialistes, acceptent les Conseils d'ouvriers et de soldats, mais comme une organisation transitoire, qui devra disparaître dès que l'Assemblée Nationale aura été convoquée, c'est-à-dire le plus tôt possible. En attendant, ils profitent de l'impuissance brouillonne des Conseils pour instaurer à leur conférence de décembre un Conseil central (Zentralrat), destiné à enrayer sans bruit le mouvement. Les socialistes-indépendants, divisés, se retirent du Conseil des commissaires du peuple. Restés seuls au pouvoir, les majoritaires endiguent le flot révolutionnaire. Noske rétablit l'ordre, sournoisement aidé par une brutale contre-révolution militaire à Leipzig, Hanovre, Breslau, à Berlin surtout où sévit la division de cavalerie de la Garde du général von Lüttwitz. Approuvé, malgré des attaques passionnées, par le congrès de Weimar (Pentecôte 1919), Noske dissout en juillet le Comité exécutif des Conseils berlinois, ratifiant l'arrêt prononcé par le deuxième congrès des Conseils, (8 avril) où 130 majoritaires (contre 55 indépendants) avaient enterré la « dictature des Conseils ».

A l'Assemblée Nationale, la social-démocratie allemande détient 165 mandats, conférés à leurs élus par des masses assez composites, sans éducation socialiste suffisante, et qui ne se montreront



guère fidèles : fonctionnaires, employés, rentiers prolétariés, indifférents révoltés par la misère croissante, etc... Quand ils auront constaté qu'il ne suffit pas d'être le parti le plus nombreux du Reichstag pour instaurer du jour au lendemain un ordre nouveau, beaucoup passeront à l'opposition « indépendante ». Les autres, ayant forcé leur talent révolutionnaire, reflueront vers la droite. Pour le moment, le bloc des socialistes est imposant. Ils gouvernent. Sept ministres sur onze le représentent dans le cabinet de signature (juin 1919). Mais en mars de l'année suivante, le nouveau ministère (H. Müller) ne comprend plus que trois social-démocrates. Aux élections de juin 1920, le parti, tout en restant le plus nombreux, n'obtient que 112 mandats au Reichstag, et le ministère formé le 17 juin (Fehrenbach) est purement bourgeois. La crise de mai 1921 (ultimatum de Londres) détermine les social-démocrates à revenir aux affaires, en prenant 4 portefeuilles, dont un des plus importants à leurs yeux : celui de l'Économie publique (Robert Schmidt). Ils soutiennent le chancelier Wirth durant une carrière fertile en vicissitudes, agissent à son égard en fidèles alliés dans sa lutte pour Rathenau, pour les lois de défense républicaines, pour les mesures d'équité fiscale, pour l'unité du Reich menacée par la réaction bavaoise. En décembre 1922 la chute de Wirth, la poussée populiste (Stinnes contre la journée



de huit heures), l'alliance des partis « moyens » rendent impossible aux social-démocrates la participation au cabinet Cuno. Leur retraite momentanée est en outre commandée par un grand événement ; la réconciliation socialiste (congrès de Nuremberg, 24 septembre).

#### LA RÉCONCILIATION SOCIALISTE

Depuis septembre 1922, il n'y a plus de parti socialiste indépendant. Le congrès de Nuremberg a clos une série de luttes d'un caractère particulièrement âpre et souvent tragique entre les deux fractions de l'opinion socialiste allemande constituées, on l'a vu plus haut, en janvier 1918. Les indépendants ont eu une carrière brillante et courte ; il n'est pas possible, sans la rappeler brièvement, de comprendre la composition et l'orientation actuelles de la *social-démocratie unifiée*.

En 1914 et 1915, l'opposition socialiste fut menée au Reichstag par Haase, Geyer, Hencke, Ledebour O. Cohn ; au Vorwärts par Hilferding, Ströbel, Däumig, en province par Crispin surtout (Wurtemberg, la « Schwäbische Tagwacht »). En juin 1915, Bernstein, Haase et Kautsky lancèrent la fameuse proclamation intitulée : « Ce que commande l'heure », où ils invitent la social-démocratie à faire « une démarche décisive » contre



l'annexionnisme quasi-officiel des Associations économiques. Au début de 1916, l'opposition avait déjà la majorité à Berlin, mais elle était tenue en respect par une organisation solide, experte à arranger les réunions et à « faire » les salles. Les majoritaires surent aussi profiter des interventions de l'Etat-Major pour contrôler le Vorwärts et en expulser les rédacteurs indésirables (6 octobre 1916). Ils surent s'appuyer sur les libéraux et les progressistes pour faire triompher Stahl contre Mehring aux élections complémentaires du Reichstag de mars 1917 (il s'agissait de remplacer Liebknecht, auquel son mandat avait été enlevé). Kautsky fut mis à la porte de la rédaction de sa revue la *Neue Zeit*.

Constitués en parti, les indépendants menèrent les grèves d'avril 1917, répondirent aux attaques du chancelier Michaelis par une offensive retentissante (octobre), firent en plein parlement le procès du traité de Brest-Litowsk, participèrent activement au mouvement ouvrier de juin 1918 (arrestation de Dittmann), récapitulèrent en octobre les mensonges de l'Etat-Major et les hontes du régime (Cohn et Haase au Reichstag). En novembre, cédant au désir d'union qui travaillait le prolétariat, ils entrèrent, à égalité, au conseil des Commissaires du Peuple. Mais ils ne sont pas plus de 100.000 membres inscrits, et la surenchère de Spartacus les gêne. Malgré l'attachement mystique de beaucoup d'indépendants



pour les Conseils d'ouvriers (Dæumig), la majorité répugne à leur donner tous les pouvoirs. Les discussions qui se produisent à ce sujet paralysent le jeune parti, et le cantonnent dans l'opposition pure. La social-démocratie, incessamment battue en brèche de ce côté, n'en recherche que davantage l'entente avec les partis bourgeois.

A l'Assemblée Nationale, les indépendants obtiennent 2.186.305 voix et 22 mandats. Ils font campagne en faveur de la signature de la paix s'en remettant à la révolution mondiale du soin d'en redresser les défauts. L'opposition leur vaut une clientèle grandissante. Dès janvier, le parti groupe 300.000 membres inscrits. Le congrès de Berlin (2-6 mars 1919) se déroule au milieu d'un enthousiasme révolutionnaire plein d'équivoque. Les uns veulent fonder l'organisation économique syndicale dans l'organisation politique révolutionnaire ; les autres veulent faire des Conseils d'entreprises la base de l'organisation politique. Une résolution votée par le congrès demande la dictature du prolétariat, prélude de la vraie démocratie, ainsi que la socialisation des industries déjà concentrées, des banques, de la grande propriété. On n'enrôle pas les foules avec des idées claires. A la fin de l'année le parti a 750.000 membres et 55 journaux.

C'est alors qu'intervient Moscou pour briser l'élan du parti en le forçant à confesser ses dissentiments latents. Sous la pression continue et obsti-



née des Russes, une gauche se forme avec Däumig, Richard Müller, Kurt Geyer, W. Stœcker, les partisans effrénés de la dictature des Conseils et du « coup » à faire. A la conférence de septembre 1919, il fallut la haute autorité de Haase pour sauver l'unité du mouvement. Il nia que la révolution fût imminente, que les masses fussent assez éduquées pour instaurer la dictature prolétarienne, et qu'on pût négliger l'action parlementaire, boycotter les élections. Assassiné par un psychopathe en octobre 1919, Haase laisse à Hilferding la tâche inquiétante de résister au lent travail de sape auquel se livre Moscou. Au congrès de Leipzig, Hilferding est très combattu. Son discours contre le mirage russe, pour le contact étroit avec le socialisme occidental n'empêche pas le congrès, talonné par Stœcker, de briser avec la II<sup>e</sup> Internationale. Cependant, la résolution votée par le congrès conserve au parti indépendant sa liberté d'action, ne le soumet pas aux ordres de Moscou, souligne la nécessité de grouper, sans les sacrifier l'une à l'autre, les trois forces révolutionnaires : le parti lui-même, les syndicats, les Conseils. A cette collaboration les extrémistes opposent l'organisation autonome des Conseils d'entreprises, base de la transformation socialiste du régime économique, et l'appui des émeutes futures.

Le mouvement déclenché par les } syndicats  
lors de l'aventure Kapp (13 mars 1920) n'est guère



favorisé par les indépendants peu enclins à l'action politique positive. Leur opposition révolutionnaire, sans précision programmatique, leur vaut un succès aux élections de juin 1920 : 4.894.517 voix et 81 mandats. Victoire sans lendemain. De plus en plus, l'explication avec les Russes devient orageuse. Pendant l'été une délé- gation entreprend d'aller prouver au deuxième congrès de la III<sup>e</sup> Internationale la bonne foi révolutionnaire du parti (21 juillet). Mais les Soviets, ivres de leurs succès militaires (Pologne), font leurs conditions, formulées en 21 articles. Crispien et Dittmann, qui s'attendaient à un autre accueil, sont déconcertés. Mais Dæunig et Stæcker promettent de recommander à Berlin l'ac- ceptation des thèses russes. Ce serait l'expulsion des « bonzes réformistes », la destruction des syndicats, la lutte forcée contre l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Dittmann raconte dans la Freiheit les décevantes expériences faites à Moscou. Mais la gauche s'abouche avec les com- munistes allemands, prend part à la propagande bolcheviste ; quatre membres du Comité direc- teur Dæunig, Stæcker, A. Hofmann, Koenen écrivent dans le « Drapeau Rouge » communiste. Cette agitation porte ses fruits au congrès de Halle où pendant des heures Sinoview, venu exprès de Moscou, fit le procès des « traîtres », incapables de comprendre les formes nou- velles de la lutte politique : la guerre civile



et la terreur. Hilferding assumait la lourde tâche de réfuter Sinoview. Il dressa Marx contre Bakounine. Malgré les efforts de cet éloquent partisan des « tâches concrètes », et des préparations systématiques, 237 voix se prononcèrent pour, 136 voix contre l'acceptation des « conditions » de Moscou. Le parti était coupé en deux. Sur les 81 députés indépendants du Reichstag, 22 viennent renforcer le groupe communiste.

À partir du congrès de Halle, on peut dire que le parti indépendant est condamné. Il se distingue du vieux parti en ce qu'il représente ce qui reste du socialisme d'avant-guerre. Il s'en distingue encore par sa plus grande orthodoxie, par son action plus conséquente en faveur de la lutte des classes, par son refus de collaborer avec les partis non socialistes. Mais on ne nourrit pas un parti politique avec aussi peu de substance. En outre les indépendants, même épurés par l'orage de Halle, restent divisés, hésitants. Ils flottent, pendant toute la durée du cabinet Wirth entre l'opposition commandée par leur doctrine et les sympathies que leur inspire un chancelier qui « fait son possible ». Tacitement ils l'encouragent, et parfois ils lui sauvent la mise. Hilferding devient presque un des conseillers officiels de M. Wirth. Il l'accompagne à Gênes. Et Breitscheid, esprit avisé, venu du libéralisme idéaliste (Naumann) n'est pas sans action sur sa politique étrangère. Kautsky dont l'autorité et l'influence



sont considérables, bien au-delà des frontières du parti indépendant, lance un appel vibrant en faveur de l'union (1).

Ces hommes comprennent que l'heure de la réconciliation socialiste approche. Elle est inévitable pour toutes sortes de raisons. La situation électorale n'est pas brillante. Au lieu de 3.100.000 voix recueillies en Prusse avant la session (juin 1920), le parti socialiste indépendant n'en a obtenu en février 1921 que 1.100.000. Vingt-neuf députés seulement le représentent au Landtag de Prusse, où les communistes ont réussi à faire entrer 30 des leurs. Leur position reste il est vrai forte à Berlin, à Leipzig, dans la Ruhr, le Brunswick. Ils font partie d'un gouvernement de concentration socialiste en Saxe, en Thuringe, dans le Brunswick. Mais ailleurs leur organisation faiblit de mois en mois. Ou bien l'ouvrier est pour l'action immédiat et violente, pour la dictature des Conseils, — et il va au communisme ; ou bien il est pour la lutte méthodique, l'action syndicale massive — et dès lors les questions d'opportunité, les discussions de tactique, les querelles de personnes, l'intéressent moins, et le besoin d'union prend le dessus. A l'intérieur des syndicats, majoritaires et indépendants collaborent d'ailleurs en confiance. Le président du syndicat des métallurgistes Dissmann, de

(1) K. Kautsky. *Mes rapports avec la Social-Démocratie indépendante*. Berlin, 1922.



celui des employés, Aufhäuser, tous deux indépendants, sont pour l'union socialiste contre les communistes. C'est sur ce terrain que la réconciliation, hâtée par la crise financière, si menaçante pour le fonctionnement d'une coûteuse machinerie, va finir par s'opérer. Qu'on lise le discours prononcé par le majoritaire Wels au congrès d'Ausbourg (17. 9. 22) et publié sous le titre de « Einigung ». C'est un long réquisitoire contre Moscou, contre ses campagnes de désunion et de calomnie, sa politique d'avances hypocrites (par exemple en ce qui concerne « l'abolition du traité de paix » à la réunion des trois Internationales à Berlin, le 2 avril 1922), sa propagande nationaliste russe, ses accords avec le gouvernement « réactionnaire » d'Angora, « l'évolution du bolchevisme au capitalisme par le cannibalisme », etc...

Préparée en juillet 1922 par une entente parlementaire provisoire, votée à la conférence des « fonctionnaires » du parti socialiste indépendant le 21 juillet par 400 voix contre 101, la réconciliation socialiste est chose faite en septembre de la même année. Le congrès a constitué une commission d'organisation composée de huit membres du vieux parti et de sept indépendants. Il a fixé au 1<sup>er</sup> octobre la date à laquelle le règlement général des questions financières intéressant les deux partis doit être terminé. Les leaders indépendants ont été répartis dans les bureaux



centraux de la social-démocratie unifiée. A Wels et Hermann Müller, jusqu'ici présidents du parti majoritaire, est adjoint l'indépendant Crispieu. Kautsky, dont on connaît les polémiques ardentes contre Lénine et Trotsky, est nommé président de la commission chargée d'élaborer un nouveau programme. La Freiheit, depuis août 1922 aux mains de quelques irréductibles, cesse d'exister. Au Vorwaerts rentrent Hilferding, Breitscheid. Ils y rencontrent, assagis, les communistes Levi et Reuter-Friesland. L'ardeur qu'on met à rebâtir le nouvel édifice socialiste, à restaurer au Reichstag un groupe imposant de 173 députés socialistes (sur 459), fait oublier le passé, les mêlées frénétiques de la guerre, et les rancunes farouches laissées dans les cœurs par une révolution à peu près manquée.

Restent certains antagonismes de pensée et de sentiments que tel événement grave peut ranimer tout à coup, par exemple l'occupation de la Ruhr. Certes, tous les socialistes ont été d'accord pour protester contre l'occupation : 1<sup>o</sup> parce qu'à leurs yeux aucun article du traité ne saurait permettre à une puissance quelconque de procéder séparément, et à sa guise, par la force armée, à toute sanction qu'elle estime opportune ; 2<sup>o</sup> parce que la non résistance à la force eût procuré au « militarisme français » un triomphe, et de nouvelles forces ; 3<sup>o</sup> parce que le socialisme allemand ne peut favoriser la naissance d'une nouvelle légende



en se laissant accuser d'avoir encore une fois « poignardé la nation » dans sa lutte contre « l'envahisseur ». Mais à d'autres égards, les avis ont aussitôt différé. Pendant que les uns se sont contentés de surveiller le cabinet « bourgeois » sans vouloir créer à son chef de graves difficultés, et se sont bornés à lui faire sentir que la défensive ouvrière n'avait rien de commun avec une impossible union sacrée, les autres ont rappelé à M. Cuno, soutenu surtout par les droites, que jamais il n'avait publié ses propositions à l'Entente ; que le seul actif de sa politique a été l'entrée des troupes françaises dans la Ruhr ; qu'à l'intérieur, s'il a passagèrement stabilisé le mark (le dollar à 20.000 marks), il n'a pas enrayé la hausse des vivres, qu'il n'a pas adapté les impôts aux bénéfices des classes possédantes, et qu'il a toléré enfin entre le ministère de la Reichswehr et les associations secrètes des relations scandaleuses. L'opposition de gauche s'est donc ranimée. Mais n'ayant pas de journaux bien à elle, elle n'a pu agir promptement dans le sens qu'elle eut désiré : forcer M. Cuno ou bien à se retirer, ou bien à faire des propositions immédiates, basées sur un plan de réparation mettant enfin largement à contribution la propriété industrielle et foncière. Il est certain qu'en cette grave circonstance plus d'un ancien indépendant a regretté le temps où la gauche socialiste pouvait s'adresser ouvertement aux masses, et leur dénoncer



les prétextes dont elle pense que se servent les maîtres de la production allemande pour écarter d'eux le fardeau des paiements.

LE PARTI SOCIALISTE  
ET LES QUESTIONS EXTÉRIEURES

Ce n'est pas le lieu d'exposer l'attitude des social-démocrates pendant la guerre. On se rappelle leur ardeur patriotique du début, puis les inextricables contradictions où les jetèrent leur impuissance vis-à-vis de l'ancien régime, leur obstination à « tenir », leurs aspirations théoriques vers une paix sans annexions ni indemnités, leur conscience inquiète sous les reproches lancinants de l'opposition indépendante. Rappelons que dans les discours des social-démocrates les plus échauffés on trouverait sans peine des exhortations à la vaillance militaire, voisinant avec des hymnes à l'adresse du « génie français » (Hänsel au Landtag de Prusse 1915). Mais venons-en à l'histoire plus récente du parti. Une tempête de protestations et d'injures accueillit, à droite, les déclarations faites à Genève en 1920 par les social-démocrates lors de la réunion de la II<sup>e</sup> Internationale. Le « franc aveu » des erreurs commises par l'ancien régime, insuffisamment contrôlé par la social-démocratie allemande ; le regret que « pour le malheur du monde et celui du peuple allemand » la révolution ait eu lieu cinq ans trop tard ; la



condamnation de l'annexion « criminelle » de l'Alsace-Lorraine en 1871 ; l'affirmation que, pour les socialistes allemands « il n'y a plus de question d'Alsace-Lorraine ; » l'assurance qu'ils « monteront la garde devant la porte close de la guerre ». Depuis la paix, les social-démocrates les plus influents ont multiplié les déclarations antimilitaristes et pacifistes. Au parlement, dans les congrès, Hermann Müller, Wels, en ont fait d'éclatantes. Nombreux sont les hommes de ce parti qui pensent et disent qu'il n'est pas d'action pacificatrice possible sans « d'abord l'arrangement avec la France ».

Ceci dit, il serait imprudent d'oublier les dispositions les plus récentes des socialistes allemands à notre égard. Quatre ans de complications incessantes, la misère des salariés, ont incliné de plus en plus les socialistes à la résistance envers le traité. Pendant des mois et des mois, tous les journaux allemands ont publié des colonnes de chiffres représentant les prétendus frais d'occupation, la solde des officiers, le traitement des membres de commissions, le tout intitulé : « Comme ils nous exploitent ». Il est facile de soulever l'opinion contre des vainqueurs dépeints comme « de grès parasites ». Ce sont les députés socialistes de l'ouest qui ont été le plus vite entraînés par le courant. Ce sont Sollmann (Cologne), Schœpflin (Karlsruhe), qui au parlement ont fait entendre contre le régime d'occupation et les



« gaspillages du militarisme » les clameurs les plus retentissantes. Aussi au congrès d'Augsbourg la politique « impérialiste » des puissances de l'Entente, en particulier de la France, a-t-elle été un thème de développements oratoires. « La guerre mondiale, a dit Hermann Müller, avait pris fin sur la promesse d'une paix durable. Cette promesse va-t-elle rester un des plus grands mensonges de l'histoire ?... La catastrophe n'est pas loin pour l'Allemagne si ce système de provocations politiques et d'écrasement économique ne prend bientôt fin. » A quoi Sollmann a ajouté que « l'Allemagne étant brutalement opprimée par un Etat vainqueur, le renforcement du sentiment national n'était peut-être pas, à tout prendre, un malheur pour le peuple allemand » ; et que « la classe ouvrière a besoin elle aussi d'une certaine dose d'égoïsme national bien compris ». Le député Vogel (Franconie) a montré la France « arnée jusqu'aux dents ». « Si la social-démocratie, a-t-il dit, a soutenu la politique d'exécution, elle n'a jamais caché d'autre part qu'elle désire une révision du traité de Versailles. » Cette révision, le programme de Gœrlitz (1921), la prévoit « conforme à l'allègement économique du pays et à son droit à l'existence ». A Augsbourg, H. Müller a posé les deux principes : réduction de la charge des réparations et règlement des dettes interalliées. Bernstein dans son commentaire du programme de Gœrlitz écrit : « Nous reconnaissons



que l'Allemagne a le devoir de réparer, dans toute la mesure du possible, mais nous n'admettons pas que ce désir aille jusqu'à maintenir le peuple allemand pendant des générations dans l'esclavage économique. Nous protestons contre toute interprétation du traité qui courbe de force des éléments nationaux sous la domination étrangère (Haute-Silésie). Nous ne faisons pas appel à la force, mais à la conscience démocratique des peuples. » En somme les reconstructions sont pour le parti socialiste le chapitre essentiel, on pourrait dire même unique, du grand livre des réparations. Il a soutenu Rathenau, défendu les accords de Wiesbaden, fait d'expresses réserves touchant le contrat « capitaliste » Lubersac-Stinnes, multiplié ses efforts pour lui adjoindre un accord entre l'Union allemande des « Entreprises sociales du bâtiment » avec les syndicats français. Les reconstructions sont pour lui une œuvre de « réparation morale, de solidarité humaine » etc...

Le programme de Gœrlitz préconise enfin une Société des Nations englobant tous les peuples qui en reconnaissent les statuts : qui protège les minorités nationales « selon le principe de la réciprocité » ; qui garantisse le désarmement international. A l'égard de la Société des Nations telle qu'elle existe, la doctrine officielle du parti n'est pas tout à fait définie. Cependant à Augsbourg un fort mouvement s'est produit en faveur de l'entrée immédiate de l'Allemagne dans la Société.



Le président du Reichstag Lœbe a demandé instamment que le gouvernement sollicitât son admission dans une Société dont l'Allemagne ne saurait certes approuver l'attitude présente à l'égard des minorités, mais dont la « rénovation morale » doit être favorisée par une politique allemande « active » à son égard. Le professeur Strecker de Darmstadt a soutenu la même thèse et Hermann Müller s'est déclaré nettement pour une démarche de l'Allemagne à condition que « l'égalité des droits lui fut assurée ».

Au delà de ce programme d'opportunité, la social-démocratie se propose comme idéal la création d'une vaste Internationale socialiste « qui sera contre la guerre un boulevard autrement puissant que ne le fut la II<sup>e</sup> Internationale de 1914 », l'avènement d'un « parlement des peuples », groupant non seulement les gouvernements, mais les représentants populaires (Stampfer : Le programme de Gœrlitz, Berlin 1922).

#### LA CONSTITUTION

La social-démocratie est le seul parti allemand qui soit entièrement, et sans réserves, *républicain*. Les auteurs et les commentateurs du programme de Gœrlitz affirment que leurs camarades sont prêts à défendre « jusqu'à leur dernier souffle » la république allemande « forme de l'Etat irrévocablement imposée par l'évolution historique ».



(Stampfer). Une rechute dans le passé « serait une preuve que ce pays est incurable ». Rappelons que les déclarations les plus violemment anti-dynastiques ont été faites en toute occasion au Reichstag par les socialistes (H. Müller, à propos du « déserteur » Guillaume II, etc...). Ils ont constamment attaqué le ministre de la Reichswehr Gessler, coupable à leurs yeux de tolérer trop d'officiers monarchistes dans l'armée. Au congrès d'Augsbourg Wendel a demandé qu'on mit à sa place un républicain sûr « sachant manier comme il le doit le balai de fer ». « Si nous ne réussissons pas à républicaniser la Reichswehr, il vaudrait mieux ne pas en avoir du tout ». En Prusse, les socialistes ont réussi à maintenir au ministère de l'Intérieur un camarade, Severing, dont ils attendent le vigilant contrôle du personnel administratif.

Les socialistes veulent en outre que « le Reich soit un *Etat unitaire* organiquement développé ». Un Reich composé d'un Etat très vaste (la Prusse), de quelques moyens et de nombreux petits Etats, est le résultat de contingences d'ordre dynastique. Il faut grouper ces éléments en unités viables (comme le fait s'est produit par la formation d'une Thuringe agrandie). En Prusse il s'agit de découronner le pouvoir central : 1<sup>o</sup> en transférant une partie de ses attributions au Reich ; 2<sup>o</sup> en dotant les provinces prussiennes d'une large self-administration. Les tendances dé-



centralisatrices des social-démocrates ne vont pas plus loin. Certains comme O. Braun (président du conseil en Prusse) veulent une Prusse intacte et forte au point que d'autres lui reprochent de prussianiser à sa façon le Reich. Tous sont les adversaires de l'autonomie rhénane où ils voient la main de l'étranger et de la réaction. La plupart n'ont aucune envie de voir les provinces prussiennes s'isoler, à l'écart du courant républicain socialiste, dans « l'obscurantisme ». Réciproquement, les populations conservatrices des régions prussiennes (Hanovre, cantons de Westphalie et de Silésie) sont autonomistes surtout par haine du « Berlin rouge ». Au reste, le programme socialiste repousse la « Kleinstaaterei », le particularisme « ridicule et désuet » (Bernstein, le programme de Gœrlitz), appelle de ses vœux le vrai fédéralisme, rationnel, tenant compte des rapports économiques naturels entre les régions. Les social-démocrates ont constamment surveillé et dénoncé les écarts du particularisme bavarois, qu'ils fussent l'œuvre des gouvernements von Kahr, von Knilling, ou celle des associations secrètes, militaristes et fascistes.

Le soutien du pouvoir étant, dans une vraie démocratie, la représentation populaire, les organisations professionnelles de tout ordre doivent lui être subordonnées (programme de Gœrlitz). Les socialistes ne sont pas adversaires de ces organisations, mais c'est le *Parlement* qui reste



pour eux l'instance suprême. Contrairement à certains conservateurs, qui, dans l'intérêt des patrons, réclament un « droit électoral professionnel », aux communistes qui attendent de l'organisation des Conseils la puissance décisive que leur refuse le suffrage universel, les socialistes se contentent d'espérer pour plus tard une meilleure application du régime parlementaire, encore imparfait, et veulent placer en attendant le parlement, hors des atteintes des Conseils d'entreprises et du Conseil supérieur Economique. Celui-ci ne peut, disent-ils, émettre la prétention de légiférer: les patrons y ont autant de représentants que les ouvriers, alors qu'en Allemagne il peut y avoir 100 ouvriers pour 1 patron. En outre il faut bien une instance supérieure pour départager les groupements d'intérêts qui s'affrontent dans tout Conseil économique. (*Vorwaerts*, mai 1920).

Quant aux intérêts moraux et particulièrement *religieux*, le programme de Gœrlitz, comme celui d'Erfurt, pense les sauvegarder suffisamment en déclarant que la religion est une « affaire privée », échappant à toute contrainte extérieure, à toute action de la part de l'Etat. De là : séparation de l'Eglise et de l'Etat ; école laïque. Or l'école est bien soustraite par la constitution de Weimar au contrôle du clergé ; elle peut-être, régulièrement, « simultanée » ; cette école simultanée doit donner parallèlement divers enseignements religieux, sans que l'éducation scientifique qu'elle dispense



en subisse aucune déformation dogmatique. Mais l'école purement laïque comme l'école confessionnelle ne peut être légale que si elle est expressément voulue par la clientèle d'une commune, c'est-à-dire par les parents. Cette solution ne suffit pas aux socialistes (pas plus qu'aux Eglises d'ailleurs). Ils veulent que ce soit l'école laïque qui constitue la règle et que l'article 146 de la constitution soit interprétée dans ce sens (R. Lohmann, *Sozial-demokratie und Schule* ; Berlin, 1921). Ils réclament enfin la gratuité de tout l'enseignement et des instruments d'études par la régie de l'État ou des Communes. D'ailleurs, les social-démocrates se défendent d'être anti-cléricaux. Ils ne sont pas, disent-ils, des « mangeurs de curés... » « La morale chrétienne est au fond la même que la morale socialiste... Protestants, catholiques, Israélites, n'ont pas besoin de renoncer à un iota de leur foi pour être du parti. » (Stampfer).

#### RÉFORMES OU RÉVOLUTION ?

Le programme de Gœrlitz, comme le programme d'action publié en septembre 1922 au moment de l'unification socialiste, commence par une critique de l'ordre existant, mais dans un autre style que le programme d'Erfurt. On n'attend plus la « catastrophe » ; on cesse d'affirmer l'appauvrissement, l'eselavøge, l'avitissement.



progressifs du prolétariat. On se contente d'observer qu'un petit nombre de gros capitalistes a augmenté et aggravé les inégalités sociales ; que la guerre a accru la concentration du capital, élargi l'abîme entre l'argent et le travail, multiplié les fusions, cartels et trusts, prolétarisé les classes moyennes, et « corrompu la vie publique ». Cette évolution fait de la lutte des classes, une « nécessité historique » et un « impératif moral ».

« Nous ne songeons pas à abandonner la lutte des classes, dit à Augsbourg H. Müller. Il ajoute : « Après avoir fondé la république allemande, nous ferons en sorte qu'elle ne devienne pas la république des exploités. Comment ? Par la révolution ? — La classe ouvrière n'obtiendra jamais rien en employant la violence, répond A. Braun, et Wels déclare : « La révolution peut employer la force, mais la force n'est pas indispensable. Le révolutionnaire est aussi opportuniste que le réactionnaire. Nous devons tenir compte des circonstances données ; nous repoussons toute idée de coup de force. » « La république, déclare de son côté Bernstein, est la plus précieuse conquête que nous ayons faite. Il nous est possible, en nous maintenant sur ce terrain, de dominer l'Etat, au point de vue politique et économique. »

Le congrès d'Augsbourg a fait siens ces principes. La social-démocratie allemande ne veut pas brusquer l'évolution démocratique... Elle répugne



aux aventures. Elle veut, avant de donner l'assaut au capitalisme, savoir quelles sont ses chances de succès. Elle attend tout de l'accroissement de ses troupes organisées. En attendant, elle reste prête, selon l'occurrence, à l'opposition ou à la collaboration avec les partis bourgeois. Une résolution interdisant cette collaboration a été repoussée à Augsbourg. Kautsky a étudié la question dans son livre : *La Révolution prolétarienne et son programme* (Stuttgart, 1922). Il conclut : « Qu'entre le régime purement bourgeois et le régime purement prolétarien il faudra franchir une période de transition, au cours de laquelle les gouvernements seront généralement des gouvernements de coalition. »

N'oublions pas d'ailleurs que la social-démocratie n'est pas un parti exclusivement ouvrier. Les employés (agriculture, industrie, commerce) sont devenus depuis vingt ans une classe dont les besoins sont, en gros, ceux de tous les salariés. Il y en avait 307.268 en 1882. En 1907 ils étaient déjà quatre fois plus nombreux : 1.290.725. La politique du parti socialiste fut très notablement influencée par cette partie de sa clientèle, située en quelque sorte sur les frontières du prolétariat.

#### LA SOCIALISATION

A quoi se réduit dans la pratique le résultat de l'effort socialiste ? Les social-démocrates ont fait



aboutir : 1<sup>o</sup> la loi générale de mars 1919 qui autorise l'Empire « à plaecer sous un régime économique fondé sur l'intérêt collectif » (*Gemeinwirtschaft*) les entreprises aptes à être socialisées (richesse du sol, forces naturelles) et à régler selon les principes de ladite *Gemeinwirtschaft* « la fabrication et la répartition des biens économiques » : loi imprécise, qui n'engage à rien, équivaut à une vague affirmation de principe ; 2<sup>o</sup> la loi sur le régime du charbon qui institue à la même époque un *Conseil du charbon*, chargé de contrôler l'industrie houillère ; des syndicats de district, un syndicat central réglant la production, la consommation et le débit sous le contrôle du Conseil, loi consacrant officiellement une politique étatique déjà pratiquée depuis longtemps ; 3<sup>o</sup> la constitution d'un *Conseil de la potasse* et d'une *Union économique du fer* -- organes comprenant des représentants des producteurs, du commerce, des consommateurs et fonctionnant sous le contrôle de l'Etat, mais qui furent souvent dominés par les producteurs obstinément hostiles au ministre de l'Economie Schmidt et à son secrétaire d'Etat Hirsch, tous deux socialistes.

La « *Gemeinwirtschaft* » doit surtout sa force de propagande à son théoricien, le probe et laborieux Wissel, prédécesseur de Schmidt, et influencé par les idées d'un économiste aux conceptions hardies : von Mœllendorf. Wissel voulait rationaliser, économiser la production, en consti-

\*



tuant des groupements autonomes d'industrie, par grandes spécialités, des corporations s'administrant elles-mêmes, reliées les unes aux autres et chargées, chacune dans son domaine, de sauvegarder les intérêts de l'Economie totale. Elles seraient responsables de la prospérité économique, l'Etat, représentant suprême de la collectivité, se contentant de surveiller leur gestion et d'équilibrer les antagonismes éventuels.

L'action en faveur de l'économie « collective » s'inspirait des réflexions journalières d'un représentant ouvrier, profondément ému de voir le commerce, livré à lui-même, importer pour des milliards d'articles de luxe, la production fonctionner sans règle, en ordre dispersé, se consacrer à des tâches personnellement fructueuses, mais collectivement funestes, gaspiller le travail et les matières premières, avilir le change. Pour Wissel, l'économie collective devait être « le premier degré de la socialisation » (Wissel : Die Planwirtschaft, Hambourg 1920). La doctrine souleva des discussions passionnées, et, de la part de nombreux socialistes, les objections qu'adressent d'habitude aux théories d'ensemble les partisans d'un petit nombre de réformes de détail, nettement définies. Puis l'intérêt faiblit. Au congrès de Gœrlitz on n'était plus pour ou contre la « Planwirtschaft ». On se querella seulement sur la « socialisation ». A cet égard le programme était bref. Il demandait seulement qu'on plaçât les



grandes exploitations économiques « concentrées » sous le régime de l'intérêt collectif, remettant à plus tard le soin de « transformer progressivement toute l'économie capitaliste en économie socialiste administrée pour le bien de la communauté ».

Ces formules, ne satisfaisaient pas quelques impatients. Strœbel, publiciste de talent, que la guerre isola dans de douloureuses rancoeurs, déclara en plein congrès que « cette partie du programme était d'une effrayante inanité, et révélait une désolante pauvreté intellectuelle ». Il réclama « la vraie socialisation pour toute l'industrie cartellisée, par l'élimination totale du patronat ; une réorganisation complète de l'économie, adaptée non plus aux principes de la vente, du débit, mais à celui du *besoin*, et contrôlée par les Conseils d'entreprises, les syndicats, les coopératives ».

Rien n'est plus instructif que les vigoureuses réponses faites à Strœbel par les autorités les plus marquantes du parti socialiste : Stampfer, O. Braun, E. Bernstein. Elles se résument ainsi : « Pas d'utopies ! Il n'est pas marxiste de vouloir réorganiser l'Économie par l'extérieur, à coup de lois et de procédés mécaniques ». Le programme de Gœrlitz se contente donc de fixer à l'action socialiste un but précis : les exploitations déjà concentrées. Quand au socialisme intégral, nul ne sait la longueur des étapes que supposent sa réalisation. Le sens définitif, la portée, les chances



de la socialisation sont autant de problèmes sur lesquels les avis diffèrent. A la commission de socialisation on vit se former une majorité, et une minorité radicale : toutes deux comprenaient des socialistes. « Nous sommes tous pour la socialisation, mais aucun de nous n'a la prétention d'imposer ses idées à tous le parti » (Bernstein).

## FINANCES. IMPÔTS

Même prudence, même souci des possibilités, chez les socialistes à l'égard des problèmes fiscaux. Leur programme financier est assez net. Mais ce n'est qu'un programme. Il y est question de la participation immédiate du Reich au revenu des entreprises capitalistes. C'était le premier des quatorze points publiés par les syndicats socialistes le 21 novembre 1921 : « Les sociétés par actions devront remettre à l'Etat 25 % de leur capital-actions ». Dans les congrès, il a été constamment question de la « saisie des valeurs réelles ». A Gœrlitz le spécialiste financier du parti, Keil de Ludwigsburg, proclamait que ces « prises de substance » seraient non pas une mesure transitoire comportant pour l'industriel ou le propriétaire foncier la possibilité du rachat, mais une participation légale et définitive de l'Etat, autorisé à disposer des valeurs dont il a besoin pour « se sauver ». Il ajoutait que l'opération fournirait



le moyen de remettre éventuellement en gage à l'étranger créancier des portions de l'avoir allemand — éventualité préférable à tout prendre à la dilapidation anarchique de la fortune nationale qui est une des conséquences de l'effondrement du mark. La saisie des valeurs réelles a été l'objet d'un travail du ministre Schmidt. Mais les détenteurs de ces valeurs n'ont jamais songé à consentir le sacrifice réclamé par le groupe socialiste. Pourtant Keil affirmait que la résolution de la social-démocratie était « inébranlable ». Robert Schmidt a déclaré à Augsbourg : « La saisie des valeurs réelles, que nous ne sommes pas en mesure d'exécuter actuellement, n'en reste pas moins notre but. C'est le stade préparatoire de la socialisation ».

Les social-démocrates ont voté le « compromis fiscal » avec les autres partis du Reichstag pour les raisons suivantes : « Il fallait essayer d'équilibrer le budget. La politique d'exécution et d'entente avec l'étranger exigeait de nous cet effort. Comme les indépendants repoussaient les nouveaux impôts, il ne nous restait plus qu'à nous entendre avec les partis bourgeois » (rapport présenté à Augsbourg). « Naturellement le résultat acquis s'est senti de cette pénible nécessité ». D'autre part, « l'action de crédit » annoncée à la fin de 1921 par les représentants de l'industrie ayant été « un simple battage », (Vorwaerts 22 juin 1922), le parti socialiste s'attela à l'em-



prunt forcé. Il devait être de 1 milliard or. Après avoir passé par les commissions, il n'était plus que de 70 milliards papier et devait être souscrit à des conditions de nature à en atténuer singulièrement la charge. Les social-démocrates en ont été une fois de plus pour leurs frais. Leur clientèle a continué à payer à l'Etat le plus clair de l'impôt sur le revenu (72 0/0 au mois d'octobre 1922) sous les espèces de la retenue sur les salaires. Conformément à leur programme, ils ont fait campagne pour la saisie régulière des devises d'exportation par un contrôle impitoyable des offices du commerce extérieur. Ils ont imposé l'ordonnance sur les devises, promulguée en novembre 1922 — et restée sans effet appréciable. En décembre, les représentants ouvriers du Conseil supérieur de l'Economie se sont laissés entraîner à voter une résolution recommandant au gouvernement de supprimer l'augmentation de la taxe d'exportation décidée en août. Les industriels ont réussi à les intéresser aux difficultés de leur situation. Trop tard Robert Schmidt a essayé d'établir dans le Vorwaerts que l'exportation des articles finis n'avait aucunement baissé au cours de l'année ; que les profits ont allègrement suivi la hausse du dollar ; qu'en faisant cadeau de la taxe aux producteurs et en allégeant l'impôt sur le revenu, le gouvernement se comportait en fidèle gérant des intérêts capitalistes.

Contre les gains excessifs de l'agriculture, les



social-démocrates ont réussi à maintenir les réquisitions de céréales à des prix notablement inférieurs à ceux du commerce libre — et cependant rémunérateurs. A ceux qui leur reprochent de ne pas avoir obtenu davantage, ils répondent que la loi relative aux réquisitions a été votée au Reichstag en juillet 1922 contre les droites et les communistes, et que s'ils avaient imité l'opposition stérile de l'extrême-gauche, le commerce libre eût été rétabli et le prix du pain doublé. Les social-démocrates savent, pour l'avoir éprouvé maintes fois, la puissance du Landbund, ainsi que celle de certaines associations agricoles comme le syndicat des marchands de bestiaux bavarois qui verse à ses participants 1.275 % de dividendes (Rapport de R. Schmidt à Gœrlitz). « L'essentiel, a dit Vogel, à Augsbourg, puisqu'il est difficile de maintenir d'un trimestre à l'autre le prix des céréales réquisitionnées à des taux constants, est d'obtenir du moins pour le pain un prix relativement bas ». La lutte continue entre socialistes et agrariens. Le Vorwaert sa reproché plus d'une fois au cabinet Cuno d'accorder aux fournisseurs des céréales réquisitionnées des prix si avantageux qu'ils représentent pour les intéressés non plus un impôt, un sacrifice, mais une bonne affaire.



## POLITIQUE SOCIALE

Laissons de côté les articles du programme socialiste qui ont traité au droit de réunion et de coalition, à l'hygiène du travail, aux assurances sociales, etc... et disons un mot de la journée de huit heures. Le programme de Gœrlitz dit : « Fixation par la loi de la journée de travail au maximum de huit heures. » Le programme d'action du parti unifié déclare : « Nous défendrons la journée de huit heures contre toutes les attaques dont elle sera l'objet. » A Augsbourg le même principe a été nettement affirmé. Mais dans tous leurs exposés, les orateurs socialistes insistent sur la nécessité « d'augmenter la production ». Comme ils n'ont pas précisé les moyens d'y parvenir, et que la plupart d'entre eux ont toujours critiqué l'application « schématique » de la loi, ont toujours déclaré qu'il fallait tenir compte du travail effectif et du travail de simple surveillance ou d'attente, il est possible de conclure que le parti social-démocrate n'est aucunement hostile à la conclusion de certains contrats (comme celui qui fut conclu dans la Ruhr), et que tout en sauvegardant le postulat des huit heures, il admet à de certaines conditions, des heures de travail supplémentaires.

Quant à la loi du 9 février 1920 sur les Conseils d'entreprises, les social-démocrates aspirent à la



compléter par la création de Conseils régionaux et d'un Conseil central des ouvriers (Reichsarbeiterat) Ils constatent toutefois avec satisfaction que, si imparfaite que soit la loi présente, elle n'en assure pas moins aux ouvriers et aux employés « un droit de contrôle essentiel en matière sociale et politique (réglementation du travail etc.) ».

#### LES COURANTS D'OPINION

On peut tenter, si délicates que soient ces sortes de distinctions, de circonscrire, à l'intérieur du parti social-démocrate unifié, quelques groupes d'opinions et de tendances. A la droite du parti, un certain nombre d'hommes peuvent passer pour représenter la tendance réformiste, la volonté d'entente parlementaire avec les partis bourgeois, et de participation aux affaires. Ce sont : le président Ebert, l'ancien chancelier Bauer, l'ancien ministre Eduard David, Gradnauer, qui fut ministre de l'Intérieur, le Wurtembergeois Hildebrand, le ministre de l'Intérieur en Prusse Severing, Otto Braun, président du Conseil prussien, Radbruch, professeur de droit, ancien ministre de la Justice (cabinet Wirth), Sollmann (Cologne). A cette liste on peut joindre Leipart, président de la Ligue générale des syndicats, Silbersehnidt, membre de la commission générale des syndicats, etc...



Au centre on trouve un groupe plus nombreux de socialistes moins enclins aux accords avec les partis bourgeois. Ce sont d'abord les chefs officiels du parti : Wels, Hermann Müller, Scheidemann ; puis Adolf Braun (Franconie), publiciste notoire, et certains anciens indépendants que les expériences de ces dernières années inclinent à une politique de réalisations : l'économiste Hilferding, Breitscheid, politique avisé, orateur souple et mordant parlementaire doué de remarquables qualités diplomatiques ; Dittmann, l'ancien commissaire du peuple, Lipinsky (Leipzig) ministre de l'Intérieur en Saxe, Jæckel, (Chemnitz) président du syndicat des ouvriers de l'industrie textile. Ajoutons à ce « centre » qui constitue la majorité du parti, quelques hommes considérés peut-être comme plus ardemment réformateurs : Loebe, président du Reichstag, Wissel, l'avocat de l'économie contrôlée ; G. Hoch (Hesse-Nassau), et peut-être Robert Schmidt, qui précéda M. Becker au ministère de l'Économie.

La gauche du parti est constituée par la majorité des indépendants, parmi lesquels leur président Crispian ; Unterleitner (Munich, gendre d'Eisner) ; l'avocat Rosenfeld ; Dissmann, président du syndicat des ouvriers métallurgistes ; le député au Landtag prussien Oscar Cohn ; Hencke qui devint président du groupe indépendant du Reichstag après l'assassinat de Haase ; Aufhäuser le président de la Ligue des employés, etc. Cette



gauche remuante, et qui, malgré son désir d'union n'a pas oublié ses revendications d'hier, sera pour le parti unifié un ferment dont l'action se fera toujours sentir dans les moments de crise.

#### L'ORGANISATION

Exprimons numériquement la situation du parti socialiste-unifié à la fin de 1922. Les effectifs du parti majoritaire avaient subi une légère diminution. Comme cette diminution n'affecte pas seulement le parti socialiste, elle révèle plutôt un certain affaiblissement de l'intérêt politique qu'une régression véritable des tendances socialistes. Quoi qu'il en soit, en 1920, le nombre des adhérents à la social-démocratie majoritaire était de 1.180.208 ; en 1921, de 1.221.059 ; en 1922, de 1.174.405. Soit, pour la dernière année un déficit de 46.954 (3,99 %).

D'autre part au congrès de Gera (septembre 1922), les chiffres suivants ont été communiqués touchant la situation des indépendants. En 1921, leur parti groupait 300.659 membres inscrits. En 1922, il n'en comptait plus que 290.762.

Après la fusion, la social-démocratie allemande unifiée compte donc environ 1.500.000 membres. N'oublions pas qu'elle s'appuie sur les 8 millions d'ouvriers syndiqués de la Ligue générale des syndicats allemands, les 700.000 membres de la



Ligue des associations d'employés (Afa). Elle est maintenant le parti le plus nombreux dans les diètes de Prusse (143 sur 428 mandats), de Saxe (40 sur 96), de Thuringe (22 sur 54), de Hesse (26 sur 70), de Lippe-Schaumbourg (8 sur 15), de Brunswick (29 sur 60). Remarquons que le parti socialiste considère la propagande dans les milieux féminins comme une de ses tâches les plus importantes (184.099 femmes inscrites sur ses listes). Sa clientèle féminine a baissé en 1922 de 4, 35 %/o. Le parti tente donc de regagner le terrain perdu en multipliant les publications à l'usage de cette clientèle. Elles sont signées par ses meilleurs publicistes : Stämpfer, Quarek, Kampffmeyer, Pfülf. Une revue, l'Égalité (Die Gleichheit) est le centre du mouvement socialiste féministe. Elle tire à 36.000 exemplaires.

Les Jeunesses social-démocrates semblent puissamment organisées. Ce sont les « Arbeiter Jugendvereine » groupés en une Ligue très centralisée. Cette Ligue administre 1.305 groupes locaux comprenant 85.000 jeunes gens des deux sexes de 14 à 18 ans. Leur organe l'*Arbeiter Jugend* passait en 1922 de 56.000 à 75.000 abonnés. Un congrès (Bielefeld) réunissait, en 1922, 10.000 participants. Constitués en Internationale de la jeunesse ouvrière (Arbeiter Jugend Internationale) les groupes allemands ont établi le contact avec ceux de Hongrie, de Finlande, de Pologne, de Yougo-Slavie. L'Internationale des jeunesses



ouvrières publie une revue mensuelle qui porte son nom.

## LA PRESSE

En 1922, la presse social-démocrate comptait encore 143 journaux quotidiens. Au cours de ces derniers mois, la crise économique, la hausse formidable du papier ont nécessité un certain nombre de disparitions ou de « fusions ». Parmi les organes les plus importants citons : le *Vorwaerts* de Berlin (Stampfer, Schiff) la *Leipziger Volkszeitung*, qui fut l'organe principal de la social-démocratie indépendante ; la *Chemnitzer Volksstimme* dont Noske fut le rédacteur en chef ; la *Münchener Post*, le grand organe de la social-démocratie bavaroise, que dirigea Adolf Müller avant d'être nommé ministre à Berne ; le *Hamburger Echo* ; la *Magdeburger Volksstimme* ; la *Frankfurter Volksstimme* (député Quarek) ; la *Rheinische Zeitung* (député Sollmann, Cologne) ; la *Dresdner Volkszeitung* ; la *Fränkische Tagespost* (Nuremberg) la *Schwäbische Tagewacht* (Stuttgart) la *Mannheimer Volksstimme* ; le *Karlsruher Volksfreund* ; l'*Essener Arbeiterzeitung*.

Le seul journal resté social-démocrate indépendant est le *Weckruf* (Berlin), fondé par Ledebour, qui, avec un autre irréductible : Wegmann,



s'est refusé à la réconciliation (1). Le Weekruf ne tire guère qu'à quelques milliers d'exemplaires. Il est douteux qu'il puisse résister longtemps aux difficultés économiques.

La revue officielle du parti social-démocratique est la *Neue Zeit*. Autour de la *Glocke*, Parvus a su grouper quelques-uns des meilleurs publicistes du parti et des syndicats libres. Aux substantiels *Sozialistische Monatshefte* (organe des « réformistes » d'antan), collaborent plusieurs écrivains de savoir et de bonne volonté qui, avec une logique que rien ne trouble poursuivent une politique d'entente avec la France : Quessel, Schippel, Bloeh, Cohen, Kaliski. Parmi les périodiques à fins plus spécialisées, citons : *Der Freie Lehrer* (pédagogie) ; *die Kommunale Praxis* (administration) ; *l'Arbeiter Bildung* (éducation ouvrière), la *Soziale Praxis* (législation sociale).

(1) Le parti Ledebour s'est réuni pendant les derniers jours de mars 1923 en une sorte de congrès en miniature. Socialistes et communistes s'en sont gaussés. Il est pourtant des communistes qui blâment l'ironie à l'égard des indépendants réfractaires. Ils préféreraient gagner à leur cause certains d'entre eux, par exemple Théodore Liebknecht (le frère de Karl) qui est de gauche (car ce minuscule parti a aussi une gauche !), et dont le nom est un drapeau.



## LE PARTI COMMUNISTE

(*Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands*)  
(V. K. P. D.)

Le parti communiste allemand est issu du petit groupe de socialistes adversaires irréductibles dès 1914 de toute concession à la politique de guerre, et qu'on a pris dès 1915 l'habitude de désigner sous le titre de *Spartacus* (l'auteur anonyme des lettres de propagande révolutionnaire d'abord confidentielles, puis réunies en brochure). Alors que Haase, le futur leader indépendant, déconseille l'action révolutionnaire tant que les masses ne sont pas prêtes, Liebknecht et Rühle accusent de tiédeur l'opposition socialiste et mènent séparément une campagne qui aboutit en janvier 1916 à la première scission. Provisoirement, les Spartakistes restent dans le groupe socialiste. Mais ils prêchent la résistance violente aux décisions du bureau directeur, invitent les masses ouvrières à ne pas payer les cotisations. A Kienthal ils se joignent au groupe Lénine-



Radek pour repousser radicalement la thèse de la « défense du territoire », et pour proclamer la vertu unique de l'action immédiate. Le 1<sup>er</sup> mai 1916, Liebknecht est arrêté et emprisonné. Il ne sera libéré qu'en novembre 1918. Le groupe qui, en avril 1915, dispose d'un périodique « l'Internationale » (édité par Rosa Luxemburg et Mehring, rédigé par Klara Zetkin, Ströbel, Thalheimer) fait sentir son importance croissante (34 voix contre 111) à la conférence générale de l'opposition socialiste (Berlin, janvier 1917. Gotha, avril 1917). Les leaders de l'opposition (Eisner, Kautsky) essaient de toutes leurs forces de limiter la décomposition socialiste et l'effritement des forces prolétariennes. Pendant les grèves d'avril 1917 et de janvier 1918, les futurs communistes provoquent déjà la naissance de Conseils d'ouvriers. Jusqu'à la fin de 1918 ils forment dans le cadre du parti socialiste-indépendant une organisation quasi-autonome dont on trouve le programme dans l'écrit de Rosa Luxemburg : « Que veut Spartacus ? » Ses journaux sont le *Drapeau Rouge* (9 novembre), puis le *Soldat Rouge*. La collaboration passagère des majoritaires et des indépendants décide enfin les Spartakistes à fonder de leur côté le *Parti communiste* (congrès du 30 décembre 1918).

Un certain nombre de Spartakistes restent pourtant dans le parti indépendant, dont ils constituent la gauche intransigeante (Däumig, Ri-



chard Müller, Kurt Geyer, Stœcker) toujours prête à prendre contact avec les communistes. Au congrès indépendant de novembre 1919, il est établi que Stœcker-Geyer ont créé, par leurs attaches avec le groupe communiste (Levi), une véritable « cellule communiste » au sein du parti indépendant. Malgré une violente explication entre Hilferding et Stœcker, la scission est évitée. Elle se produisit, comme on l'a vu, après l'intense agitation menée par Moscou au cours de l'été 1920 au congrès extraordinaire du parti socialiste indépendant de Halle (octobre).

Jusque là, malgré le zèle d'une poignée d'agitateurs, le parti a végété. Décimé par les arrestations, par les rigueurs du régime Noske, par l'état de siège qui dura toute l'année 1919, par l'échec sanglant de la République des conseils à Munich (mai 1919), il s'installe dans « l'illégalité », boycotte les élections à l'Assemblée Nationale. Le congrès d'Heidelberg fait passer la direction aux mains des « modérés ». Car il y a une *gauche communiste*. Elle repousse toute concession au parlementarisme, exige l'action directe, la destruction des syndicats, nie le problème politique, prétend assurer directement à l'ouvrier la possession de l'usine. Elle s'appuie sur les *Arbeiter Unionen* anarchisantes et sur quelques intellectuels, pamphlétaires d'extrême gauche, que groupe la revue *Die Aktion* du poète F. Pfemfert. Elle est travaillée par de troubles théories natio-



nales-bolehevistes (Wolfheim-Laufenberg et le groupe de Hambourg : la lutte contre la réaction occidentale). Après le congrès d'Heidelberg, cette extrême gauche, désavouée, se constitue en parti communiste ouvrier : Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands ou K. A. P. D.

Appauvri, mais allégé par cette défection, le parti communiste (K. P. D.), décide de pratiquer l'action parlementaire. Aux élections de juin 1920 il obtient 445.000 voix et deux mandats (Levi et Klara Zetkin). Il compte alors 78.715 membres inscrits et publie 7 journaux. Après le congrès de Halle, la gauche socialiste indépendante vient le renforcer d'environ 300.000 voix. Au Reichstag, le groupe minuscule des deux députés communistes s'augmente de 22 députés indépendants dissidents (A. Hoffmann, Eichhorn, Dæumig, Herzfeld, etc...). Au Landtag de Prusse (février, 1921) le nouveau parti communiste unifié obtient 30 mandats (élus par 1.200.000 suffrages).

Cette prospérité dura peu. Les éléments exaltés du parti prennent bientôt le dessus. Ils reprochent à Levi de n'être pas assez docile aux instructions de Moscou, et de tomber dans l'opportunisme. Les Russes ont fait savoir qu'ils souhaitaient de la part des camarades allemands un peu plus d'activité révolutionnaire. Les émeutes de l'Allemagne moyenne (mars 1921), déchaînées pour échapper au reproche d'inertie, sont étouffées dans le sang. C'est alors que Levi lance sa fameuse



brochure *Unser Weg*. Au cours d'un impitoyable réquisitoire, il démontra que les communistes ne représentaient qu'à peine 1/16 du prolétariat organisé dans les syndicats ; que dans ces conditions le déclenchement d'une offensive par provocation d'incidents, préconisée par certains membres du comité central, était une pure folie. Accusé formellement de légèreté criminelle et de « bakouninisme », le comité central se vengea en excluant Levi. Le troisième congrès de l'Internationale communiste, tout en déplorant que l'action eût été insuffisamment préparée, approuva le prolétariat communiste d'avoir répondu par l'émeute aux provocations de l'Oberpräsident social-démocrate Hørsing (qui avait fait venir des troupes en Allemagne moyenne).

Levi est donc frappé d'anathème et le congrès d'Iéna (août 1921), approuve les décisions de Moscou. L'exécution de Levi est complétée par celle des « modérés » qui partagent sa réprobation envers la politique de coups de force à tout prix : Dæumig, Klara Zetkin, Adolf Hoffmann, Brass. D'autres membres, coupables de collaborer à la revue de Levi *Unser Weg* sont exclus par arrêt du comité central (K. Geyer, Duwell, Waldemar). Brandler et Stœcker deviennent présidents du parti. Les dissidents commencent alors leur marche vers la droite. Ils constituent d'abord la « Communauté de travail communiste », fondée au Reichstag par Levi (8 députés), puis se fondent



au cours de l'été 1922 dans le parti socialiste-indépendant, qu'ils accompagnent enfin à Nuremberg, où se reforme la social-démocratie unifiée.

Quant au K. A. P. D., il est resté vaguement en marge du parti communiste. C'est à peine un parti. Il ne se soutient que grâce à la surenchère révolutionnaire. Il fut un moment à l'ordre du jour : quand le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste (décembre 1920) décida de l'admettre comme organisation « sympathisierend ». Mais le III<sup>e</sup> congrès de l'I. C. le mit l'année suivante en demeure, soit de s'associer au parti communiste unifié, soit de sortir de l'Internationale. Le groupe anarchisant préféra ne pas se soumettre. Dans sa lettre au congrès d'Iéna, Lénine le considère comme exclus ; il approuve toutefois l'Internationale d'avoir été longtemps tolérante à son égard.

Ce K. A. P. D. est d'ailleurs divisé. Les « modérés » (Berlin-Saxe), préféreraient éviter la rupture définitive avec Moseou. Les extrémistes (Hambourg) veulent consacrer la rupture avec la III<sup>e</sup> Internationale par la fondation d'une IV<sup>e</sup> celle de l'action directe ! Les uns et les autres n'exercent d'ailleurs qu'une faible influence sur les milieux ouvriers. Ils ne mériteraient même pas qu'on s'en occupe si longtemps, s'ils ne travaillaient pas en contact avec l'Allgemeine Arbeiter Union, composée surtout d'ouvriers exclus des



syndicats (70.000 membres). Le K. A. P. D. publie à Berlin le journal bi-hebdomadaire la *Kommunistische Arbeiter Zeitung*. Il n'a jamais fait connaître le nombre de ses adhérents. L'*Allgemeine Arbeiter Union* a pour journaux le *Kampfruf* (organe des organisations révolutionnaires des entreprises) et l'*Einheitsfront* (le Front unique), qui fut interdit pendant deux semaines au moins de décembre 1922 par le ministre prussien de l'Intérieur, à cause d'un article où la république allemande était bafouée. L'A. A. U. se vante d'avoir constitué, en congrès secret, une Internationale prolétarienne, sous le nom de *Internationale Arbeiter Association*. L'*Aktion* du 8 janvier 1923 a donné la liste imposante, mais difficile à contrôler, des organisations étrangères qui y furent représentées. Le délégué allemand de l'A. A. U. était Pfemfert directeur de ladite revue.

#### LA DOCTRINE COMMUNISTE

I. *Les réparations.* — En matière de réparations le raisonnement des communistes est le suivant. Le capitalisme est radicalement incapable de résoudre le problème. En particulier l'Allemagne est condamnée à la catastrophe économique. Les financiers réunis à Bruxelles, lui ont donné des conseils inexécutables tant au point de vue des augmentations d'impôts qu'à celui de la



diminution de la dette flottante. Le règlement des dettes interalliées restera indéfiniment à l'étude. L'Entente s'obstine à réclamer de l'Allemagne une créance irrécouvrable. La bourgeoisie allemande, agrarienne et industrielle, encouragée par l'inaction des social-démocrates, prétend faire retomber sur les travailleurs le poids des réparations (Cf. Radek : *Die Offensive des Weltkapitals*, 1923, Hambourg). Environ 20 0/0 du revenu du prolétaire sont dévorés par les impôts indirects. Le « renégat » Parvus est le seul qui ait élaboré un plan propre à sauver la bourgeoisie. Ce plan « criminel » est du moins grandiose. Il prévoit la formation d'un gigantesque trust international des chemins de fer, mines, industries, banques allemandes, pouvant émettre 22 milliards de nouvelles actions, et réorganiser la production. Ce projet de trust instaurerait une nouvelle féodalité industrielle (Cf. E. Pawlowski : *Der Bankrott Deutschlands*). Heureusement il n'en est rien sorti, et la banqueroute est inévitable. La contre révolution (les communistes appellent ainsi la « réaction » présente) ne fournira ni pain, ni paix ; si violente qu'elle soit, elle échouera. Périodiquement surgit la menace d'un « arrangement » entre Stinnes et l'industrie française » aux dépens du prolétariat. Il ne faut pas que cet arrangement ait lieu. L'occupation de la Ruhr n'avait pas d'autre objectif, aussi dès le premier jour le prolétariat de la Ruhr a-t-il com-



battu avec autant d'énergie la réaction capitaliste allemande représentée par M. Cuno et l'impérialisme français de M. Poincaré tous deux plus désireux que jamais de lier partie.

II. *Le salut par la révolution.* — « Comme il y a peu de chance pour que la politique de l'Entente se convertisse aux vues de Keynes, de Normann Angell et de Caillaux... comme les militaristes français essaieront toujours, par de nouvelles occupations, d'obtenir l'impossible », le parti communiste « a le devoir de tirer l'Allemagne d'affaire par la révolution prolétarienne allemande » (Pawłowski). Ceci dit, il n'est plus question de réparations dans les divers ordres du jour votés par les communistes. Il ne s'agit plus que de sauver le travailleur par une série de mesures dont voici les principales : suppression de tous les impôts indirects sur la consommation, sur le chiffre d'affaires ; accroissement immédiat des impôts sur la fortune et le revenu ; confiscation des héritages, (en épargnant toutefois le fonds de roulement nécessaire au paysan et à l'artisan) ; suppression du budget de la Reichswehr, de la Police et de la Justice. Au point de vue économique : contrôle de la production par les Conseils d'entreprises, par les groupes locaux de district, de province, etc. Ce contrôle assurera le bien être du travailleur, l'utilisation maximum de ses forces, mettra un terme aux « sabotages des



patrons », empêchera les fabrications de luxe, etc. Comme cette transformation radicale de la société peut se faire attendre, et qu'il faut bien provisoirement faire valoir des revendications un peu moins vagues, certains communistes reprennent le projet socialiste de la « main-mise sur les valeurs réelles » mais sous une forme plus imposante. L'Etat ne peut selon eux se contenter de 20<sup>o</sup>/o. Pour que la saisie soit autre chose qu'un vain geste, il faut qu'elle porte sur plus de la moitié de la propriété, et que cette propriété passe à l'Etat « dans sa forme naturelle » (?) et non pas sous forme d'hypothèque. Alors seulement l'Etat pourra contrôler la production par l'organe des conseils de prolétaires. Ce capitalisme d'Etat ne sera d'ailleurs qu'une étape, qu'on espère vite franchir, vers le communisme intégral.

III. *La tactique.* — Les communistes considèrent les socialistes, et avec eux les hommes de la II<sup>e</sup> Internationale d'Amsterdam, comme des traîtres, des agents du capital, etc... On a vu comment leur courroux s'est tourné d'autre part contre les tièdes, les opportunistes (Levi). Ils veulent pourtant être des gens pratiques. Ils reconnaissent, avec le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, qu'ils doivent, en Europe occidentale, mieux préparer leur action que par le passé. Bien plus, ils savent qu'en exagérant la



violence de la lutte contre l'opportunisme, ils peuvent « se compromettre » (lettre de Lénine au congrès d'Iéna), et affaiblir leur influence sur les masses ouvrières. Or le parti communiste sera un parti « des masses » ou il ne sera pas. Il faut qu'il réalise « l'unité de front contre la bourgeoisie ». L'unité l'action était un des articles principaux du programme rédigé en vue de la conférence des trois Internationales, préparée en mai 1920 par une « commission des neuf » (Berlin), et que les communistes reprochent aux Internationales d'Amsterdam (II) et de Vienne (II 1/2), d'avoir sabotée. En dépit de ce sabotage, les communistes n'en proclamèrent qu'avec plus de force la nécessité de l'union. Mais il faut s'entendre. L'unité qu'il faut réaliser, c'est l'unité d'« en bas », celle des masses prolétariennes, destinée à contrebalancer puis à absorber, l'unité d'« en haut », celle des socialistes faite à Nuremberg.

Comment cela ? Radek l'explique aux Allemands (1). Les masses ouvrières aspirent à la coalition de toutes les forces révolutionnaires, à l'avènement d'un gouvernement de tous les partis ouvriers. C'est un désir qu'il faut utiliser. Il faut l'aviser, l'intensifier, au point que les masses

(1) K. Radek : Die Offensive des Weltkapitals und die Taktik der K. I. 1923 (deux discours prononcés au quatrième congrès universel de l'Internationale communiste, novembre 1922)



socialistes forcent leurs chefs à briser avec les partis bourgeois. Ou bien les socialistes, retirés du pouvoir, « se décomposeront dans l'inertie », ou bien ils se décideront à l'action. Que les chefs « pourrissent », c'est tout ce qu'on peut souhaiter. Mais il y a les masses. Il faut que celles-ci les contraignent, d'un élan irrésistible, à l'action par l'union prolétarienne, par le « gouvernement ouvrier », ou les forcent à abdiquer, et passent sur leurs corps. Le gouvernement ouvrier sera un « point de départ vers la dictature du prolétariat ». La Rote Fahne, n'a pas manqué de mettre ces conseils en pratique pendant la crise de la Ruhr. Au contraire, le K. A. P. D. et l'A. A. U., qui veulent tout ou rien, ont protesté contre l'idée d'un gouvernement ouvrier qui serait « un leurre », et ne mettrait pas fin au capitalisme. (*Kommunistische Arbeiter Zeitung*, n° 4, 1922).

Au congrès de Leipzig (5 janvier 1923), une « droite » représentée par le Bureau central, soutenue par les communistes russes, a fini par faire triompher sa doctrine ; 1° laisser pour le moment de côté la « dictature révolutionnaire du prolétariat » ; 2° renoncer à la « destruction de la social-démocratie » ; 3° travailler à la constitution d'un gouvernement ouvrier composé de tous les partis ouvriers et les syndicats. La gauche (Berlin-Hambourg) a assigné pour but au mouvement ouvrier les solutions par la force et « la guerre civile ». Ruth Fischer s'est signalée par sa com-



bativité. Elle a accusé le parti d'avoir manqué à tous ses devoirs en ne déclanchant pas la grève générale lors de la campagne qui a suivi le meurtre de Rathenau. Urbahn, Becker, Thaelmann (Hambourg) ont parlé dans le même sens. Ils ont souligné la nécessité d'en finir avec la social-démocratie, dont l'attitude nationaliste pendant l'occupation de la Ruhr en offre l'occasion. A cette gauche intempérante, Brandler, Thalheimer, ont reproché une méconnaissance complète des faits, des possibilités et des chances que peut avoir en ce moment une guerre de classe. De ces débats la social-démocratie a tiré cette conclusion qu'à la longue les communistes ne pourront se soustraire à « la logique des faits historiques ».

Quoi qu'il en soit, le congrès, ayant le choix entre plusieurs listes de candidats au Comité central du parti, a élu, par une assez forte majorité, la liste du Comité central sortant (Brandler Fröhlich, Koenen, Pieck, Remmele, Stœcker, Thalheimer, Clara Zetkin, etc...) et consacré la défaite de la liste d'opposition Berlin-Hambourg (Ruth Fischer). Un ordre du jour a été voté en faveur des décisions prises par le IV<sup>e</sup> congrès universel de l'Internationale communiste, en particulier de celle qui recommande une centralisation toujours plus puissante du parti communiste international.



IV. *Les communistes et les syndicats.* — Ce qui précède permet de comprendre pourquoi la « conquête des syndicats » est considérée par les communistes comme « la tâche la plus urgente » (1). Les nécessités de l'organisation, disent les communistes, ont abouti à la création d'une énorme bureaucratie, toute occupée à l'établissement des contrats collectifs, des accords paritaires avec le patronat, des tribunaux d'arbitrage, des chambres de travail. Une aristocratie ouvrière est née qui, spécialisée dans ces questions compliquées et pour ainsi dire ésotériques, s'est embourgeoisée peu à peu, en laissant s'établir l'idyllique légende de la Communauté du travail. L'avalissement de la monnaie, l'offensive patronale, contre le relèvement des salaires et la journée de huit heures, mettent fin à cette idylle. Le moment des grands conflits approche. Les syndicats, devenus des organes de l'hégémonie capitaliste vont se transformer en formations de combat, dont l'objectif sera la conquête du pouvoir politique.

La lettre du comité exécutif de l'Internationale communiste au congrès d'Iéna trace aux camarades allemands leur ligne de conduite : « vous n'avez pas jusqu'ici travaillé assez énergiquement dans les syndicats... Il vous faut faire irruption dans chacune de leurs sections, les arracher à tous

(1) Cf. l'article de Brandler dans : *Handbuch für Politik und Wirtschaft*, 1923.



prix des mains des socialistes ». Dans son rapport sur le III<sup>e</sup> congrès de l'I. C., Heckert a déclaré : « Pas de concessions envers ceux qui conseillent de désertre les syndicats. Ce qu'il faut, c'est les conquérir, les transformer peu à peu en organisations ayant pour base l'exploitation, l'usine. Il faut que chaque usine devienne une forteresse du prolétariat ».

Le parti communiste a donc élaboré des « directives » sur le travail communiste dans les syndicats. Dans chaque syndicat il est formé une « fraction syndicale communiste ». Le parti contrôle ces fractions qui toutes doivent stricte obéissance à la discipline du parti. Ces groupes doivent exercer une propagande inlassable à l'usine, aux Conseils d'entreprises. Dans ce dessein, les communistes entrèrent même dans les syndicats non socialistes, avec l'autorisation des instances régulières du parti. Ceux que la bureaucratie syndicale soupçonneuse aura exclus se grouperont localement, et resteront en contact étroit avec le bureau central communiste, et son organisme syndical : la « Gewerkschafts-Abteilung ». Les fractions syndicales sont groupées en « Conférences de district », et, au degré supérieur, en « Conférence du Reich ».

Il y a là tout un appareil spécial, soigneusement monté en vue de multiplier, d'étendre, et de commander toutes les « cellules » communistes, qui révolutionneront « du dedans », les syndi-



cats, Œuvre de longue haleine, dont le parti ne cite pas encore les résultats. Il se contente de dire que les cellules communistes prospèrent, surtout dans l'important syndicat des ouvriers métallurgistes. Quant aux syndicats communistes affiliés à « l'Internationale syndicale rouge », ce sont : l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels (Union der Hand-und Kopfarbeiter, 120.000 membres ?) et l'Association des gens de mer (Deutscher Seemannsverband ; quelques milliers d'adhérents).

#### LES FORCES ; L'ORGANISATION DU PARTI

Au congrès d'Iéna le parti communiste évaluait ses forces à 359.613 membres inscrits. C'est le chiffre qu'indique aussi Pieck dans le Jahrbuch für Politik und Wirtschaft. Cependant le petit calendrier de propagande publié par le parti pour l'année 1923 évalue à 332.000 le nombre des adhérents au parti. Enfin au congrès de Berlin (fin janvier 1923) il n'est plus question que de 248.555 membres. Il est difficile de savoir la vérité, le parti ne publiait pas de comptabilité précise et détaillée.

Pieck donne encore les indications suivantes. Les diètes d'Etat, les assemblées provinciales et municipales, de districts, d'arrondissements comptent en tout 2.921 représentants commu-



nistes (dans les mêmes assemblées les social-démocrates sont plus de 50.000 !) Aux sept élections qui ont eu lieu pour les diètes d'Etat en 1920 et 1921 (Prusse, Saxe, Thuringe, Mecklembourg, Lippe, Hambourg, Brême) le parti communiste a obtenu 1.440.140 voix (contre 1.481.350 aux indépendants et 5.309.189 aux social-démocrates). Au Reichstag le groupe communiste ne comptait à la fin de 1922 que 11 représentants. Mais quatre sans parti (Berthelé, Eichhorn, Malzahn, Reich) étant rentrés au bercail, quinze députés constituent maintenant la « fraction » communiste.

Le congrès de décembre 1921, s'inspirant de l'étude des « grandes régions économiques » a partagé l'Allemagne en 28 grands districts. Les plus importants pour le parti communiste sont : Halle Mersebourg (60.000 membres) ; Rhin Westphalie (52.000) ; la Wasserkante (Hambourg 40.000) ; Berlin Brandebourg (26.000) ; Erzgebirge (23.800) ; Vogtland Thuringe (23.000). 30.000 femmes sont inscrites au parti. Des commissions féminines de propagande existent dans tous les groupes régionaux. Le bureau régional contrôle étroitement les groupes locaux, dont l'activité a pour base le noyau communiste de dix membres résidant dans le même endroit. Tout l'appareil fonctionne « conformément aux principes du centralisme démocratique », sous la direction suprême du congrès. Le parti, section de l'Inter-



national communiste, est soumis à son exécutive et à son congrès universel.

Les communistes éditent et vendent à des prix qui sont parfois peu rémunérateurs un grand nombre de brochures, de tracts, souvent fort bien présentés et dûs pour la plupart à des publicistes russes. Ils disposent de 42 journaux Il y a la *Rote Fahne* (Le Drapeau rouge) de Berlin, celle du Brandebourg ; celle de l'Allemagne orientale (Kœnigsberg) ; le *Volksblatt* de Dresde ; le *Rote Echo*, d'Erfurt ; la *Hamburger Volkszeitung* ; le *Ruhr Echo* (Essen) ; la *Freiheit* de Dusseldorf ; la *Arbeiterzeitung* de Gelsenkirchen ; la *Bergische Volksstimme* de Remscheid, la *Süddeutsche Arbeiterzeitung* de Stuttgart, etc...

Le parti communiste publie en outre les revues suivantes : la *Internationale* considérée comme leur périodique scientifique, le *Kommunistische Gewerkschafter*, pour les ouvriers syndiqués (38.000 abonnés) ; le *Pflug* (la Charrue) pour les petits paysans (5.000 abonnés) ; la *Kommune* (4.500) ; la *Kommunistin* (féministe 27.500) ; puis une série de journaux destinés à l'enfance : la *Junge Garde*, le *Junge Genosse* ; le *Proletarische Kind*, etc...

Le *Forum* n'est pas une revue communiste mais un périodique destiné surtout aux intellectuels enclins aux conceptions d'extrême gauche. Il est rédigé par W. Herzog, publiciste, d'avant-garde qui publia en 1918-1919 le quotidien *Republik*.



## CONCLUSION

La révolution de novembre 1918 n'a pas brisé les cadres des partis allemands. Elle a seulement entraîné un passager déplacement des forces, modifié pour un temps leur répartition. Il y eut alors une assez notable émigration des masses, qui se portèrent des partis de la guerre et de la victoire vers ceux de la « conciliation » (démocrates et socialistes).

Puis vinrent les inévitables conflits extérieurs, la crise économique, la dépréciation du mark, la prolétarianisation des classes moyennes : les mécontents refluèrent vers la droite nationaliste et vers le socialisme d'opposition (socialistes indépendants). Les gains réalisés par les allemands nationaux s'expliquent surtout : 1<sup>o</sup> par les facilités que leur offrit l'opposition dans un pays dont les échecs politiques (sanctions, occupation) sont attribués par une puissante propagande à la « volonté d'anéantissement » dont on accuse l'adversaire et à la mollesse des gouvernements « d'exécution », 2<sup>o</sup> par la force économique des agrariens et de la grande industrie, 3<sup>o</sup> par l'influence des fonctionnaires d'ancien régime, dont



un petit nombre seulement a pu être remplacé par des républicains de formation lente, de recrutement tardif. Les populistes doivent leurs succès à l'adhésion d'une partie considérable de la grande industrie, et, toutes proportions gardées, aux mêmes causes par lesquelles s'explique la recrudescence générale du mouvement nationaliste.

■ Dans l'évolution de ces deux partis il faut faire intervenir un facteur important qu'on pourrait appeler la censure sociale et mondaine. Il est une solidarité des gens « bien » (anstændig). Elle est d'une grande force : beaucoup de petits, de moyens, et même bien des grands bourgeois qui étaient venus lors de la révolution au parti démocratique, en ont éprouvé la rigueur. Les timorés, — et ils sont nombreux dans ce pays hiérarchisé — sont venus à résipiscence. C'est un fait que le boycottage mondain a fait beaucoup de mal au parti démocratique. Il explique aussi pour une bonne part le ton de plus d'un journal dit libéral. On n'ose pas encourir le terrible reproche de « défaitisme ».

Le centre, grâce aux liens confessionnels, maintient, non sans peine d'ailleurs, et en faisant constamment appel à l'idéalisme de ses partisans, son vénérable édifice politique, incessamment réparé grâce à toutes les ressources d'une diplomatie opiniâtrement opportuniste. Des luttes très vives mais très discrètes qui s'y déroulent,



pas grand chose ne filtre au dehors. Elles paralysent parfois passagèrement ce parti (exemple : le sourd antagonisme Wirth-Hermès). Jamais elles ne prennent un caractère public, jamais elles n'aboutissent à des conflits parlementaires. L'unité de doctrine triomphe d'ailleurs et le centre garde à peu près constante sa situation électorale.

La social-démocratie, malgré la rigueur des temps, les difficultés financières, la poussée nationaliste, semble conserver, avec quelques pertes inévitables, sa clientèle. Mais son unité récente déceit encore des points délicats. Il est des cicatrices qui restent longtemps fraîches. D'autre part, les commotions subies par le Reich ont toujours un dangereux contre-coup sur un prolétariat socialiste pour qui l'internationalisme reste un idéal lointain, bien moins net et moins immédiat que le sentiment de la solidarité nationale qui rattache la classe ouvrière au patronat. L'ouvrier socialiste est plus prompt à accuser l'Entente que les propriétaires des entreprises où il travaille. Quand nous prenons des sanctions, ses leaders, qui ont un sens très net des limites de leur puissance, renoncent à faire le procès de la majorité bourgeoise, dont ils condamnent pourtant l'égoïsme fiscal et l'insuffisante volonté de réparations. C'est qu'ils savent que l'antinuitarisme des masses socialistes est d'autant plus net qu'il s'exerce contre une armée étrangère et vie-



torieuse. En outre, dans la lutte « pour le droit », ils ne veulent pas encourir un reproche qu'ils connaissent bien, celui de « trahir » la cause nationale. Circospects administrateurs d'un vaste parti, ils ne veulent pas compromettre dans des « aventures » une organisation qui s'est trop vite développée pour avoir une parfaite cohésion. Enfin ils savent, ayant été au pouvoir, avec quelle force économiques il leur faut compter. Ils ont été obligés de faire comprendre à leur clientèle que les revendications avec lesquelles opère facilement un parti de propagande pure et de simple opposition, ne sont pas si aisément réalisables quand on passe à la politique positive, quand on en vient aux actes. Les leaders socialistes ont manœuvré à ce sujet avec beaucoup d'adresse. Mais leur position n'est pas facile. Il leur faut vivre de compromis.

On pourrait prévoir ainsi l'évolution des partis allemands. A l'extrême droite un groupe turbulent et peu nombreux de nationalistes antisémites, aspirant beaucoup moins au rétablissement de la monarchie qu'à une sorte de vague dictature militaire démagogique. Puis viendrait le parti conservateur, englobant l'aile droite populiste (Hergt, Helfferich-Becker). Le Centre resterait ce qu'il est. Un parti national libéral (populistes et droite démocratique) grouperait tous les bourgeois de l'industrie, de la banque, des professions libérales, qui, sans être républi-



eains bien convaincus, se placent cependant « sur le terrain des faits » et trouvent en somme que les institutions parlementaires ont du bon (Stresemann). Le parti démocratique se trouverait réduit au groupe de gauche, républicain socialiste. Avec la social-démocratie unifiée (dégagée de quelques anciens indépendants qui passeraient au communisme), on obtiendrait quatre grands partis à peu près homogènes. Ce serait la « simplification » réclamée périodiquement par les journaux.

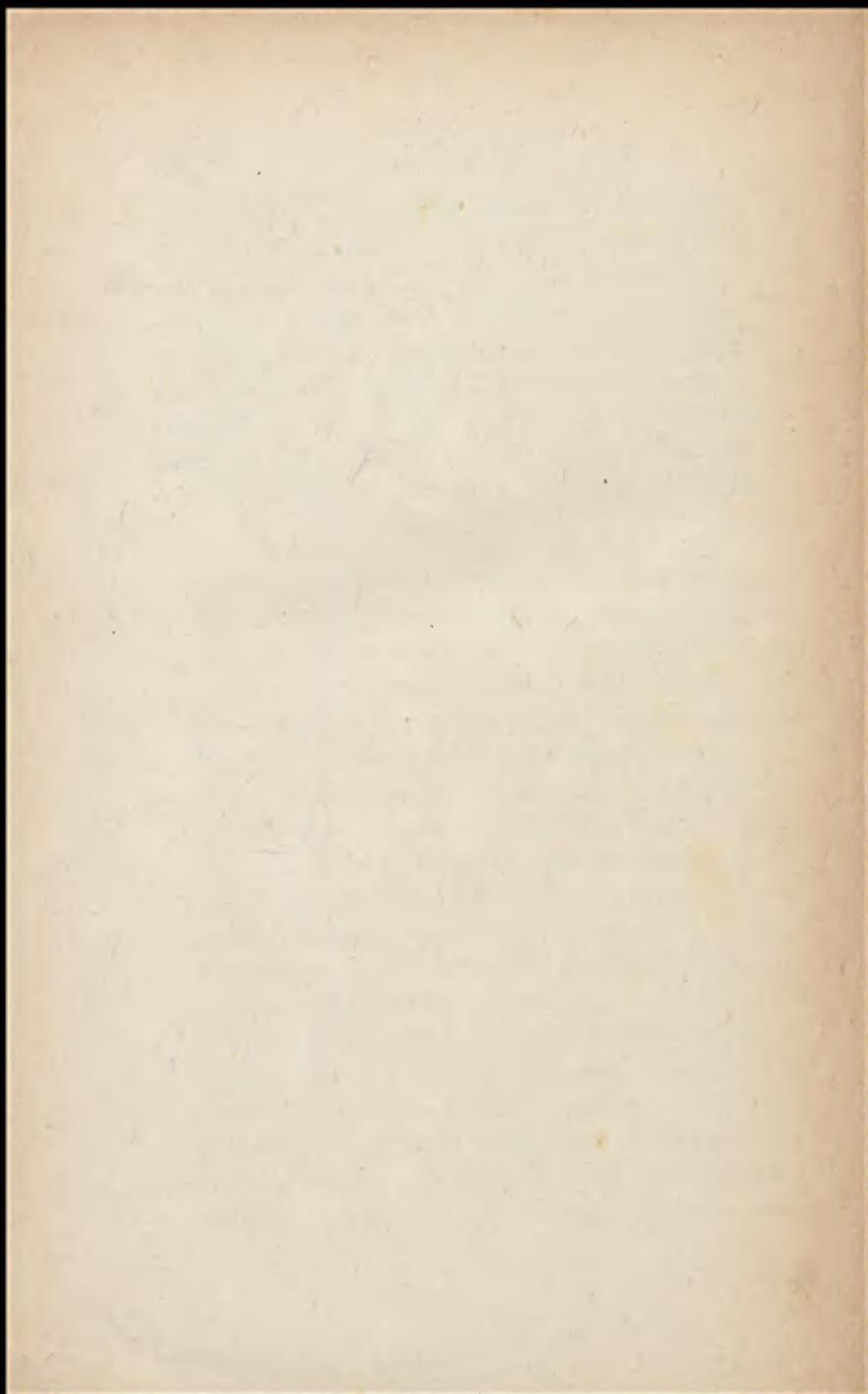
Elle serait assez logique. C'est même pourquoi elle ne se fera probablement pas. D'autres mobiles que les « idées politiques » interviennent constamment pour croiser l'action des partis. Je veux parler des intérêts économiques et professionnels. Ils tendent à déclasser les électeurs et à les reclasser par groupes où les représentations proprement politiques ne jouent plus qu'un rôle secondaire. De là pour les partis une menace constante de désagrégation. Nul ne peut prévoir jusqu'à quel point la menace va se préciser, pour les groupements autres que les socialistes, qui sont déjà un groupement de classe.

Enfin, tout dépendra de la situation extérieure. Supposons qu'à un moment quelconque de la durée, l'Allemagne se trouve en présence d'obligations : 1<sup>o</sup> nettes et définitives ; 2<sup>o</sup> considérées par elle comme « possibles ». Quelle sera la coalition de partis qui se trouvera au pouvoir à ce



moment, et qui pourra se prévaloir devant l'opinion d'avoir préparé la « libération » Voilà quelques-unes des questions qui doivent dans la plus large mesure déterminer l'orientation de la politique intérieure en Allemagne. Les examiner de plus près, en exprimer à loisir le contenu, ce serait modifier l'objet d'un volume qui se présente comme un exposé de faits et qui n'a la prétention ni de fournir des prophéties, ni de donner des conseils.





## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
AVANT-PROPOS PAR M. HENRI LICHTENBERGER . . . . .	VII
INTRODUCTION. . . . .	IX
I. — LE PARTI ALLEMAND-NATIONAL.	
L'Histoire du parti . . . . .	1
La crise du parti allemand-national. Le mouvement « vœlkisch » . . . . .	20
Recrutement, composition, organisation du parti . . . . .	29
Le programme. . . . .	37
La presse. . . . .	49
II. — LE CENTRE. . . . .	
Le centre et la politique étrangère . . . . .	70
Le centre et la république. . . . .	72
Le centre et le fédéralisme . . . . .	76
Le centre et les syndicats ouvriers. . . . .	83
Tactique et orientation. . . . .	87
Organisation. Presse. . . . .	95
III. — LE PARTI ALLEMAND-HANOVRIEN . . . . .	
99	
IV. — LES PARTIS ISSUS DU LIBÉRALISME ALLEMAND : POPULISTES ET DÉMOCRATES. . . . .	
105	
Le parti populiste. . . . .	117
La doctrine du parti. . . . .	128
Organisation. Presse. . . . .	139
Les courants. . . . .	141



	Pages
La presse . . . . .	144
Le parti démocratique . . . . .	145
Le programme du parti démocratique. . .	155
Organisation et composition politique du parti. . . . .	168
La presse démocratique . . . . .	174
 V. — LA SOCIAL-DÉMOCRATIE. . . . .	 177
La réconciliation socialiste. . . . .	189
Le parti socialiste et les questions extérieures	199
La constitution . . . . .	203
Réformes ou révolution. . . . .	207
La socialisation. . . . .	209
Finances. Impôts . . . . .	213
Politique sociale. . . . .	217
Les courants d'opinion . . . . .	218
L'organisation. . . . .	220
La presse. . . . .	222
 VI. — LE PARTI COMMUNISTE. . . . .	 224
La doctrine communiste . . . . .	230
Les forces : l'organisation du parti. . . .	239
 CONCLUSION . . . . .	 242



---

MAYENNE, IMPRIMERIE FLOCH

---



